



Montreal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
415, St-Jacques.

Gazette officielle du Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

PROVINCE OF QUEBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 9 MAI 1936.

QUEBEC, SATURDAY, 9TH MAY, 1936.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE
OFFICIELLE DE QUÉBEC".

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC
OFFICIAL GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous :

1. Adresser : L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes : 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: \$1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: \$1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement.

2481—18-9-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House.

2482—18-9-o

Lettres patentes

"Capital Realty Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des Compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril, 1936, constituant en corporation: Frederick Thomas Collins, David Ross McMaster et William Robert Eakin, junior, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Acquérir par achat, échange ou autrement, prendre à bail et posséder et accorder des baux, exploiter et utiliser et autrement négocier, et céder, disposer et faire le commerce d'immeubles et tous droits et intérêts en iceux et terrains et édifices de toutes sortes, et biens et droits mobiliers de toute nature et description, et construire, améliorer, réparer et autrement négocier, directement ou indirectement, des édifices et maisons résidentielles, industrielles, commerciales et autres, maisons-appartements, plaines-pieds, magasins, entrepôts, systèmes de chauffage et autres constructions de toutes sortes, et exercer un commerce général d'immeuble et les opérations d'agents et courtiers en immeuble généralement, entrepreneurs, constructeurs, administrateurs, entreposeurs et autres commerces similaires;

(b) Acquérir la totalité ou aucune partie des biens, droits, actif et clientèle, soit en assumant ou non les obligations appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise possédant des biens qui sembleront convenables ou désirables pour la compagnie ou susceptibles d'être conduites et administrées de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, ou appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant aucun commerce similaire à celui exercé par la compagnie, ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou valeurs de cette compagnie ou autrement;

Letters patent

"Capital Realty Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating Frederick Thomas Collins, David Ross McMaster, and William Robert Eakin the younger, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To acquire by purchase, exchange or otherwise, to take on lease and to own and grant leases of, operate and use and otherwise deal with, and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interests therein and lands and buildings of any kind, and moveable and immoveable properties and rights of every kind and description, and to construct, improve, repair and otherwise deal with, directly or indirectly, residential, industrial, commercial and other buildings and houses, apartment buildings, flats, stores, warehouses, heating plants and other constructions of all kinds, and to carry on a general real estate business and the businesses generally of real estate agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar businesses;

(b) To acquire the whole or any part of the property, rights, assets and goodwill, either with or without assuming the liabilities, belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise possessed of property which may seem suitable or desirable for the company or capable of being conducted and managed so as directly or indirectly to benefit the company, or belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise, indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the company or having objects altogether or in any part similar to the company or carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

(c) Placer de l'argent à intérêt, sur la garantie de biens, mobiliers ou immobiliers, et généralement prêter et avancer de l'argent à telles personnes et à tels termes et sujet à telles conditions qui seront jugés convenables;

(d) Recevoir de l'argent ou dépôt, à intérêt ou autrement, et avancer et prêter de l'argent et des biens de toutes sortes, aux termes qui pourront être convenus;

(e) Prendre part à l'administration, la surveillance ou le contrôle des affaires ou opérations de toute compagnie ou entreprise et, à cette fin, nommer et rémunérer tous comptables, évaluateurs, ingénieurs, ou autres experts ou agents;

(f) Transiger et faire des opérations d'agences de toutes sortes et particulièrement agir comme agents pour placer, prêter, payer, transmettre et percevoir de l'argent, pour le transfert d'obligations, débetures, actions ou autres valeurs et pour l'achat, la vente et l'amélioration, le développement et l'administration de propriétés, y compris des opérations et entreprises commerciales, et généralement transiger et entreprendre toutes sortes d'opérations d'agences, soit en rapport avec des affaires commerciales, industrielles ou financières;

(g) Demander, acheter, ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non-exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(h) Promouvoir, subventionner ou aider autrement toute corporation, compagnie ou entreprise ou y contribuer, dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant ou se proposant d'exercer une industrie semblable à celle de la compagnie, ou toute industrie pouvant être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

(i) Se fusionner, ou faire des arrangements d'exploitation conjointe avec toute personne, compagnie ou entreprise exerçant un commerce semblable à celui que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou tout commerce pouvant être conduit de façon à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et gérer, exploiter, et conduire les propriétés, entreprises et affaires de tel commerce et l'acquérir ainsi que sa clientèle, droit, passif et autres accessoires, par achat, location ou autrement;

(j) Emettre, répartir et livrer comme entièrement libérées et non sujettes à appel ou comme partiellement libérées, les actions, débetures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés immobilières et / ou propriétés mobilières et / ou de toutes valeurs, droits, ou choses qu'elle peut acquérir et en paiement ou paiement partiel de tout service rendu à la compagnie, soit en rapport avec sa formation et l'organisation de son commerce ou autrement ou en paiement ou à l'acquit des dettes et obligations dues par la compagnie;

(k) Vendre, louer, ou autrement disposer ou approprier la totalité ou toute partie de l'entreprise de la compagnie et son actif et clientèle, ses droits et obligations de toutes sortes, pour telles considérations que la compagnie croira convenables, y compris les actions, débetures et valeurs

(c) To invest money at interest on the security of property, moveable or immoveable, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may be deemed expedient;

(d) To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

(e) To take part in the management, supervision of control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose, to appoint and remunerate any accountants, valuers, engineers or other experts or agents;

(f) To transact and carry on all kinds of agency business, and in particular to act as agents for the investment, loan, payment, transmission and collection of money, for the transfer of bonds, debentures, shares or other securities, and for the purchase, sale and improvement, development and management of property, including business concerns and undertakings and generally to transact and undertake all kinds of agency business, whether in respect of commercial, industrial or financial matters;

(g) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, receipt or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(h) To promote, contribute to, subsidize or otherwise assist any corporation, company or enterprise having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on or proposing to carry on business similar to that of the company or any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(i) To amalgamate or make other working arrangements with any person, company or enterprise carrying on any business similar to that which this company is authorized to carry on or business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to manage, operate and carry on the property, undertakings and affairs of any such business and to acquire the same, including its good-will, rights, liabilities and other accessories, by purchase, lease or otherwise;

(j) To issue, allot and deliver, as fully paid up and non-assessable or partly paid up, the shares, debentures or other securities of this company in payment or part payment of any immoveable properties and / or moveable properties and / or of any securities, rights or things that it can acquire or in payment or part payment for any services rendered to the company, whether in connection with the promotion and organization of its business or otherwise, or in or towards the payment or satisfaction of debts and liabilities owing by the company;

(k) To sell, lease or otherwise dispose of or deal with the whole or any part of the undertaking of the company and of its assets and good-will and rights and obligations of any kind, for such consideration as the company may think fit, including shares, debentures and other securities of any

de toute autre corporation ayant des objets semblables en tout ou en partie à ceux de la compagnie;

(l) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fidéicommiss et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie (ou leurs prédécesseurs en affaires), ou ceux dont ils sont les soutiens, et à cet effet accorder des pensions, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(m) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, acquérir autrement tous les biens mobiliers ou immobiliers et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

(n) Faire des avances de fonds à toute compagnie dont les actions du capital-actions, les bons ou autres obligations sont détenus en totalité ou en partie par cette compagnie, garantir ses obligations ou contrats ou lui aider autrement de toute manière; et faire tous actes ou choses pour conserver, améliorer ou augmenter la valeur de toutes telles actions, bons ou obligations, et similairement avancer des deniers à toute personne, firme ou compagnie ayant des engagements commerciaux avec la compagnie ou endettées envers elle, ou garantir leurs contrats ou leur aider autrement;

(o) Prêter de l'argent aux personnes ou compagnies en relations d'affaires avec la compagnie et placer et disposer des fonds ou biens qui ne sont pas immédiatement requis pour les fins de la compagnie, comme il sera jugé à propos;

(p) Faire toutes conventions avec tout gouvernement ou autorité, municipal, local ou autre, qui sembleront appropriées aux objets de la compagnie ou aucun d'iceux et obtenir de telle autorité tous droits, privilèges, concessions, subsides ou autres avantages qu'elle croira désirable d'obtenir et exécuter ou exercer tels arrangements, droits et avantages et s'y conformer; et faire autoriser, enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes pour faire tous actes et choses jugés nécessaires, en vertu des lois de tel pays, pour représenter la compagnie et lui permettre d'exercer effectivement son commerce ou poursuivre ses affaires là et ailleurs;

(q) Exercer toute autre industrie que cette compagnie croira pouvoir convenablement exercer en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou de les rendre profitables;

(r) Conformément aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie et autres personnes y ayant droit, en nature, aucun des biens de la compagnie et particulièrement toutes actions, débetures ou valeurs de toute autre compagnie appartenant à cette compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

(s) Payer tous les frais encourus pour l'obtention de la charte d'incorporation ou en rapport avec la formation ou l'organisation de la compagnie et faire toutes les choses qui se rattachent ou qui sont appropriées à la réalisation des objets précités; et promouvoir une ou des compagnies aux fins d'acquérir la totalité ou toute partie des entreprises, de l'actif, des droits ou du passif de cette compagnie ou pour toute autre fin jugée de nature à profiter à cette compagnie;

other corporation having objects similar in whole or in part to those of the company;

(l) To establish, support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company, or the dependants or connections of such persons, and to grant pensions and allowances and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects or for any exhibitions or for any public, general or useful objects;

(m) To purchase, take on, lease or exchange, hire, or otherwise acquire any moveable or immoveable property or properties and rights or privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

(n) To make advances or to guarantee the obligations or contracts of or otherwise assist in any manner any company whose shares of capital stock, bonds, or other obligations are held in whole or in part by this company, and to do any act or thing for the preservation, improvement or enhancement of the value of any such shares, bonds or obligations; and in like manner to advance money to or guarantee the contracts of or otherwise assist any person, firm or company having business engagements with the company or indebted to it;

(o) To lend money to persons or companies having dealings with the company and to invest and deal with any funds or assets not immediately required for the purposes of the company as may be deemed expedient;

(p) To enter into any arrangement with any authority or government, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, concessions, subsidies or other benefits which it may seem desirable to obtain, and to carry out or exercise and comply with any such arrangements, rights and benefits and to procure the company to be licensed, registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein to do such acts and things as may be expedient, under the laws of such country, to represent the company and enable it effectively to carry on business or prosecute its affairs there and elsewhere;

(q) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

(r) Subject to provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute amongst the shareholders of the company and other persons entitled thereto, in kind, any property of the company, and in particular any shares, debentures or securities of any other company belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

(s) To pay all costs incidental to procuring the charter of incorporation or in connection with the formation and organization of the company and to do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, and to promote any company or companies for the purpose of acquiring any or all of the undertakings, assets, rights or liabilities of this company or for any other purposes which may seem calculated to benefit the company;

(t) Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, agents, entrepreneurs, gérants, surveillants ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires ou agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et faire toutes les autres choses qui s'y rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Capital Realty Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Et il est de plus ordonné qu'il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du Secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2629

Sous-secrétaire de la Province.

"Frank Wilband, Limited".

Avis est donné en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Frank E. Wilband, pelletier, Erle T. Wilband, gérant, et Eugène Joubert, contre-maitre, tous des cité et district de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, échanger et négocier, importer, exporter, manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de commodités, à l'état brut et manufacturées, et, sans limiter la généralité des objets susdits, exercer le négoce et le commerce de négociants en gros et en détail de toutes sortes de fourrures et peaux d'animaux, à l'état brut et travaillées, ainsi que manufacturiers, importateurs, exportateurs, grossistes et détaillants de fourrures et produits de fourrure de toute nature et description, ainsi que tous effets, articles et marchandises s'y rapportant, et généralement toutes opérations commerciales se rapportant directement ou indirectement au dit commerce et incident au commerce de la compagnie;

Etablir et exploiter des boutiques pour la réparation de tels articles ou aucun d'eux;

Agir comme agents à commission, importateurs, représentants ou procureurs de toute personne, compagnie ou société, manufacturant, fabricant ou vendant aucun des produits susdits, ou les matériels bruts entrant dans la fabrication d'aucun des dits articles;

Acquérir par achat, bail ou autrement et assumer la totalité ou aucune partie du commerce, franchise, biens, droits ou obligations de toute personne, firme ou compagnie exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de cette compagnie;

Vendre, louer ou autrement disposer des biens et de l'entreprise de la compagnie ou aucune partie d'iceux pour telle considération et à tels termes et conditions que la compagnie croira convenables, et accepter de l'argent, actions, obligations, débetures, titres ou valeurs de toute autre compagnie en paiement ou partie de paiement d'iceux;

Se fusionner à toute personne, compagnie, société, firme ou corporation exerçant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie

(t) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, managers, supervisors or otherwise and by or through trustees or agents or otherwise and either alone or in conjunction with others, and to do all such things as may be incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Capital Realty Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

And it is further ordained that any appeal to the public to subscribe for shares of the Company is forbidden.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1937.

ALEX. DESMEULES,

2630-o

Assistant Provincial Secretary.

"Frank Wilband, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the sixth day of April, 1936, incorporating: Frank E. Wilband, Furrier, Erle T. Wilband, Manager, and Eugene Joubert, Foreman, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, exchange and deal, import, export, manufacture and trade in all kinds of commodities raw and manufactured, and, without limiting the generality of the foregoing, to carry on the trade and business of wholesale and retail dealers in all kinds of raw and dressed furs and animal skins, as well as of manufacturers, importers, exporters, wholesalers and retailers of furs and fur products of every kind and description, as well as all goods, wares and merchandise in connection therewith, and generally all business operations related directly or indirectly to the said trade and incidental to the business of the Company;

To establish and operate shops for the repair of such articles or any of them;

To act as commission agents, importers, representatives or attorneys of any person, company or partnership, manufacturing, making or selling any one of the above products, or the raw materials entering into the making of any of such articles;

To acquire by purchase, lease or otherwise, or undertake the whole or any part of the business, franchise, property, rights or liabilities of any person, firm or Company carrying on any business which the Company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of this Company;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereof, for such considerations and upon terms and conditions as the Company shall see fit, and to accept cash, shares, bonds, debentures, stock or securities of any other Company in payment or part payment therefore;

To amalgamate with any person, Company, partnership, firm or corporation carrying on business similar in whole or in part to that of the present Company;

To promote any Company or Companies for the purpose of acquiring all of any of the prop-

quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres, des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Acquérir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces et pour son avantage et bénéfice;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Emprunter de l'argent sur le crédit de la présente compagnie pour son usage conformément à ses règlements et émettre des débetures ou toutes valeurs de la présente compagnie et les nantir ou les vendre pour tels sommes et à tels prix qui seront jugés avantageux;

Acquérir et assumer, comme industrie en exploitation, le commerce présentement exercé en la cité de Montréal, Province de Québec, par Frank E. Wilband, pelletier, et en faire le paiement en actions acquittées de la compagnie ou autrement;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits pour lesquels la présente compagnie est constituée en corporation, sous le nom de "Frank Wilband, Limited", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2631

Sous-secrétaire de la Province.

erty and liabilities of the Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of the Company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant or stock in trade;

To lend money to customers and others having dealings with the Company and to guarantee the performance of contracts to any such persons;

To issue, sell, allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the present Company, either professional or otherwise, fully paid up shares of the present Company;

To acquire, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way, immovable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful for the purpose of carrying on any of its business as to its advantage and benefit;

To adopt such means of making known the products of the Company as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To borrow money upon the credit of the present Company for its use in accordance with its By-laws and to issue debentures or any securities of the present Company and pledge or sell same for such sum and at such price as may be deemed expedient;

To acquire and assume, as a going concern, the business actually carried on at the City of Montreal, in the Province of Quebec, by Frank E. Wilband, Furrier, and to settle the same in paid up shares of the company, or otherwise;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects for which the present company is incorporated, under the name of "Frank Wilband, Limited", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2632-o

Assistant Provincial Secretary.

"General Paint & Varnish, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1936, constituant en

"General Paint & Varnish, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1936, incorporating: Pierre

corporation: Pierre Journet, Chimiste, Emmanuel-J. Barbeau, Agent Industriel, Ernest Thévenon, Commerçant, demeurant tous trois en la Cité de Montréal, District de Montréal, dans les buts suivants:

Entreprendre, exercer, maintenir et opérer le commerce en gros ou en détail de peintures et vernis de toutes sortes, teintures, moteurs, engins, machines et accessoires, outillages et de toutes matières ou entreprises susceptibles de se rattacher à l'une ou l'autre des objets ci-dessus;

Manufacturer, produire, acheter, vendre, importer, exporter, échanger et généralement faire le commerce de toutes sortes de peintures, vernis, teintures, huiles, couleurs, accessoires, outillages, ustensiles, appareils, ciments, solutions et dispositifs soit incidents à la fabrication de peintures, vernis et teintures de toutes sortes ou autrement et toutes choses qui peuvent être utilisées avec iceux, ou à la fabrication d'iceux respectivement;

Acheter, vendre ou négocier ou faire le commerce soit en gros, soit en détail, des huiles, graisses, gazolines, benzine, pétrole, dérivés du pétrole, térébenthine, et toutes sortes de produits et matériaux qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises, et acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, maintenir, gérer et exploiter des magasins, dépôts, entrepôts et autres lieux semblables pour la mise en sûreté et le soin en général de toutes telles marchandises;

Faire et entreprendre le commerce de tous les produits, sous-produits, accessoires et autres objets se rattachant au commerce des peintures et des vernis de toutes sortes;

Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier, et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

Etablir des magasins, entrepôts pour vendre, échanger et autrement faire le commerce de peintures et vernis, outillages et tous accessoires et tout autre commerce et industrie s'y rapportant;

Acheter, acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens ou des droits convenant aux fins de la présente compagnie;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autres renseignements relatifs à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis relatifs ou autrement, faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de

Journet, chemist, Emmanuel J. Barbeau, manufacturer's agent, Ernest Thévenon, trader, all three residing in the city of Montreal, district of Montreal, for the following purposes:

To undertake, carry on, maintain and operate the wholesale and retail business of paints and varnishes of all kinds, dyes, motors, engines, machines and accessories, equipment and any materials or undertakings capable of being connected with one or more of the hereinabove objects;

To manufacture, produce, buy, sell, import, export, exchange and generally deal in all kinds of paints, varnish, dyes, oils, colourings, accessories, equipment, utensils, apparatus, cements, solutions and devices whether, incidental to the manufacture of paints, varnish and dyes of all kinds or otherwise and all things which may be useful in connection therewith, or to the manufacture thereof respectively;

To buy, sell or trade or deal in either wholesale or retail, oils, greases, gasoline, benzine, petroleum, derivatives of petroleum, turpentine, and all sorts of products and materials which enter into the manufacture of such articles and merchandise, and to buy, lease or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage and operate stores, depots, warehouses and other similar premises for the safe-keeping and care in general of all such merchandise;

To carry on and undertake the business of all the products, by-products, accessories and other objects connected with the paint and varnish business of all kinds;

To carry on any other industry which may seem to the company capable of being carried on at the same time as its industry or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

To establish stores, warehouses for the sale, exchange and otherwise dealing in paints and varnish, equipment and all accessories and to carry on any other business or industry incidental thereto;

To buy, acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purpose of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indi-

manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie, garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et d'exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligation et valeur à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seul, soit conjointement avec d'autres;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, garantir, hypothéquer, vendre ou échanger des actions,

directly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property, and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority, or corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To acquire, receive, own, lease, guarantee, hypothecate, sell or exchange shares, stocks or

stocks ou débetures ou garanties de toutes corporations dans l'intérêt du commerce de la compagnie;

Acquérir, recevoir, posséder, louer, échanger, vendre ou autrement aliéner tous les biens meubles ou immeubles nécessaires ou utiles aux fins de la compagnie, hypothéquer ou engager de quelques manières que ce soit lesdits meubles ou immeubles;

Emprunter sur hypothèques, débetures, ou autrement, faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

Émettre, livrer et répartir comme entièrement libérées, toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

Limitier ou augmenter les montants des emprunts à faire;

Donner par l'entremise des officiers de la compagnie dûment autorisés, à un ou plusieurs fidéicommissaires pour assurer le paiement de ces bons, obligations ou autres valeurs, une hypothèque sur les immeubles de la compagnie en mentionnant l'émission et le montant des bons, obligations ou autres valeurs ainsi garantis;

Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer, la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures et des droits en aucun possédés par cette compagnie dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

Faire toutes choses, exercer tous pouvoirs, faire et exécuter tous les autres actes qui peuvent être utiles ou paraître avantageux pour mener à bonnes fins les objets pour lesquels la compagnie est incorporée;

Placer les deniers dont la compagnie n'aura pas immédiatement besoin de la manière qui sera déterminée de temps à autre, distribuer l'actif parmi les actionnaires de la compagnie par voie de dividendes légalement déclarés, à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par la "Loi des Compagnies de Québec".

Les susdits pouvoirs seront exercés ensemble ou séparément et seront distincts les uns des autres sous le nom de la compagnie précitée;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "General Paint & Varnish, Ltd", avec un capital total de \$20,000.00 divisé comme suit:

a) (\$5,000.) cinq mille dollars du capital social de la compagnie précitée représentés par cinquante (50) actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100. cent dollars chacune.

b) Et (\$15,000.) quinze mille dollars du capital social de la compagnie précitée représentés par trois cents (300) actions communes d'une valeur au pair de (\$50.00) cinquante dollars, chacune.

Les dites actions privilégiées seront émises sujettes aux droits, privilèges suivants, savoir:

1. Ces actions donneront le droit à un dividende privilégié, non cumulatif et fixe au taux de 7% par année sur le capital versé sur icelles, lequel dividende sera payable annuellement aux temps et aux lieux fixés par le bureau de direction;

debentures or securities of any corporation in the interest of the company's business;

To acquire, receive, own, lease, exchange, sell or otherwise alienate any moveable and immovable property necessary or suitable for the purposes of the company; to hypothecate or pledge in any manner whatever the said movables and immovables;

To borrow on hypothecs, debentures, or otherwise, to borrow money on the credit of the company;

To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

To limit or increase the amount of loans to be made;

To give through their duly mentioned officers to one or more trustees, to secure the payment of such bonds, debentures or other securities, a hypothec on the immovable property of the company, by mentioning the issue and the amount of the bonds, debentures or other securities thus guaranteed;

To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

To do all things, exercise all powers, to carry out and exercise all other acts which may be useful or seem advantageous to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To invest the money which the company may not immediately require, in the manner to be determined from time to time, to distribute the assets among the shareholders of the company, by way of dividends lawfully declared out of the net profits of the company or in the manner provided by the Quebec Companies' Act;

The aforesaid powers shall be carried on together or separately and shall be distinct the one from the other, under the name of the aforesaid company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "General Paint & Varnish, Ltd", with a total capital stock of \$20,000.00, divided as follows:

a) (\$5,000.00) five thousand dollars of the capital stock of the company aforesaid represented by fifty (50) preferred shares of a par value of (\$100.00) one hundred dollars each.

b) And (\$15,000.00) fifteen thousand dollars of the capital stock of the company aforesaid represented by three hundred (300) common shares of a par value of (\$50.00) fifty dollars each;

The said preferred shares shall be issued subject to the following rights, privileges, namely:

1. The said shares shall be entitled to a preferential, non-cumulative and fixed dividend at the rate of 7% per annum on the capital paid up thereon, the said dividend shall be payable annually at the time and place fixed by the Board of Directors;

2. Ces actions privilégiées primeront tant pour le capital que les dividendes toutes autres catégories d'actions du capital social de la compagnie, mais ne conféreront aucun droit additionnel de participer dans les bénéfices, profits ou autres valeurs composant l'actif de la compagnie;

3. Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront pas le droit de vote aux assemblées des actionnaires, ni le droit d'être élus comme directeurs de la compagnie;

4. Il sera loisible à la compagnie en aucun temps à son gré, par l'entremise des directeurs, de décider le rachat total ou partiel des actions privilégiées créées par les présentes, en payant aux porteurs de telles actions privilégiées une somme de pas moins de (\$100.) cent dollars par action privilégiée; en donnant au préalable aux porteurs d'actions un avis par lettre recommandée, d'au moins soixante jours de son intention à cet effet;

5. Dans le cas du rachat partiel d'actions privilégiées par la compagnie, le bureau de direction de la compagnie déterminera la façon du tirage au sort, des actions qui seront rachetées par la ou les personnes qui serviront d'intermédiaires à cet effet.

Le bureau principal de la compagnie sera dans la cité de Montréal, district de Montréal, dans la province de Québec, 603 rue Belmont.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, le vingt-deuxième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2633-o

Sous-secrétaire de la Province.

2. The said preferred shares shall have priority as to capital as well as to dividends over all other classes of shares of the capital stock of the company, but shall not confer any additional right to participate in the benefits, profits or other securities comprising the assets of the company;

3. The holders of the said preferred shares shall not be entitled to vote at the meetings of the shareholders, nor the right to be elected as directors of the company;

4. It shall be lawful for the company at any time at its option, through the directors, to decide the redemption of all or any part of the preferred shares hereby created, by paying to the holders of the said preferred shares a sum of not less than (\$100.00) one hundred dollars per preferred share; by first giving to the shareholders a notice by registered mail, of at least sixty days of its intention of so doing;

5. In the case of a partial redemption of preferred shares by the company, the Board of Directors of the company shall determine the manner of drawing lots, the shares to be redeemed by the person or persons who shall act as intermediaries for such purpose.

The head office of the company will be in the city of Montreal, district of Montreal, in the Province of Quebec, 603 Belmont Street.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2634

Assistant Provincial Secretary.

"Les Immeubles Belvédère, Incorporée—Belvedere Realty, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: François Jobin, entrepreneur général, J.-Arthur Paquet, financier, et Paul-Henri Dorval comptable, tous de Québec, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations d'une compagnie d'immeubles et foncière et d'une agence d'immeubles et agir comme courtiers en immeubles et évaluateurs et encanteurs, et comme agents financiers et d'assurance et, généralement comme agents à commission, avec pouvoir d'acquérir, acheter, détenir, posséder, arrenter, maintenir, contrôler, gérer, travailler, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer, cultiver, affermer et autrement négocier et disposer de biens immobiliers et marchandises et à cette fin affecter et placer le capital de la compagnie dans l'achat, l'examen, l'amélioration, le développement et la préparation pour occupation et établissement des dits immeubles, terrains, édifices, biens immobiliers et tout titre, intérêt, droit et balance de prix de la manière jugée la plus convenable à l'exécution du commerce de la compagnie;

2. Construire des résidences et autres édifices sur tels biens immobiliers ou toute partie d'iceux, reconstruire, modifier ou améliorer des édifices ou travaux existant déjà sur ces biens immobiliers, subdiviser, améliorer ou développer des terrains pour fins de vente ou autrement, et faire et réaliser toutes choses légales et nécessaires à leur développement et amélioration;

3. Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de tous biens vendus par la compagnie ou tous deniers dus à la compagnie par les acheteurs ou avancés par la compagnie pour fins de construction ou autres améliorations;

"Les Immeubles Belvédère, Incorporée—Belvedere Realty, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: François Jobin, general contractor, J. Arthur Paquet, financier, and Paul Henri Dorval, accountant, all of Quebec, for the following purposes:

1. To carry on the business of a real estate and land company and of a real estate agency and to act as real estate brokers, valuers and auctioneers and as financial and insurance agents and, generally, as commission agents, with power to acquire, purchase, hold, own, lease, maintain, control, manage, exploit, develop, sell, transfer, take on lease, exchange, improve, cultivate, give on lease and otherwise deal and dispose of immoveable property and goods and, for such purpose, to appropriate and invest the capital of the company for the purchase, examination, improvement, development and the preparation for occupation and establishment of the said immoveable, property, lands, buildings, immoveables, equity, interests, rights or balance of price, in the manner deemed most suitable in the best interest of the business of the company;

2. To erect residences and other buildings on such immoveables or on any part thereof; and to re-build, modify, and improve the present buildings or the works thereon erected, subdivide, improve or develop lands with a view to their sale or otherwise and to do and execute any things legal and necessary to their development and improvement;

3. To take and hold mortgages, hypothecs, liens and charges to guarantee the payment of the purchase price of any property sold by the company, or any moneys due to the company by the purchasers, or advanced by the company, for building purposes or other improvements;

4. Aider à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation ou compagnie, et prélever et aider au prélèvement d'argent et aider par voie de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débetures ou autres valeurs ou autrement, toute autre corporation dont les actions du capital sont détenues par la compagnie ou avec laquelle la compagnie a des relations d'affaires;

5. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, chèques, connaissements, mandats d'argent et autres effets négociables ou transférables dans le cours et dans l'exercice de son commerce et de ses opérations;

6. Exercer toute autre industrie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec les affaires ou objets de la compagnie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des droits, affaires ou propriétés de la compagnie ou les rendre profitables;

7. Vendre, louer, échanger ou disposer de l'entreprise, des droits, franchises ou propriétés de la compagnie ou des revenus d'icelles, pour telle considération que la compagnie jugera profitable et, en particulier pour des actions, débetures, bons ou autres garanties de toute autre compagnie;

8. Faire des arrangements pour le partage de profits, l'union des intérêts, la coopération, les aventures conjointes, les concessions réciproques ou autrement, avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou sur le point d'exercer un commerce ou de s'engager dans toute affaire ou transaction susceptible d'être conduite de manière à bénéficier à la compagnie, directement ou indirectement; et prendre ou autrement acquérir des actions et des valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie, ou autrement les trafiquer;

9. Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, exercer et en jouir, toutes ou une partie des propriétés, franchises, achalandages, droits, pouvoirs et privilèges détenus ou possédés par toute personne ou firme, ou par toute compagnie ou compagnies exerçant ou créées pour exercer toute affaire semblable, en tout ou en partie, à celle que cette compagnie est autorisée à exercer, et payer pour tels propriétés, franchises, achalandages, droits, pouvoirs et privilèges, partiellement en argent ou partiellement en actions acquittées de la compagnie, ou autrement, et se charger des engagements de toute telle personne, firme ou compagnie;

10. Distribuer en espèces ou autrement, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, ainsi qu'il en sera résolu, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres, et, en particulier, les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

11. Emettre des actions totalement acquittées, des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie, en paiement total ou partiel de toute propriété ou droit qu'elle peut légalement acquérir ou, avec le consentement des actionnaires, pour services rendus, ou pour tout travail fait pour la compagnie, ou en paiement ou règlement de dettes ou obligations incombant à la compagnie;

12. Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie des biens et droits de la compagnie;

4. To assist in the promotion, organization, development or management of any corporation or company and to raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other corporation in the capital-stock of which the said company holds shares, or with which it has business relations;

5. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, cheques, bills of lading, money warrants and other negotiable or transferable instruments, in the course and exercise of its business and operations;

6. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with the business or objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights, business or property;

7. To sell, lease, exchange, or dispose of the undertaking, rights, franchises or property of the company or revenues thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company;

8. To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, firm or company carrying or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which may seem capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

9. To purchase, lease or otherwise acquire, hold, carry on, enjoy the whole or any part of the property, franchises, goodwill, rights, power and privileges held by or enjoyed by any person, firm, company or companies carrying on or formed for carrying on any business in whole or in part similar to that which the present company is authorized to carry on, and to pay for such property, franchises, goodwill, rights, powers and privileges, partly in cash, or partly in paid up shares of the company or otherwise, and undertake and take over the liabilities of any such person, firm or company;

10. To distribute, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, as may be resolved, any assets of the company among its members and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the present company;

11. To issue fully paid up shares, bonds, debentures or other securities of the company in whole or part payment of any property, rights which it may lawfully acquire, or with the approval of the shareholders, for services rendered or work done for the company, or in payment or settlement of debts and obligations due by the company;

12. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

13. Faire toutes les choses précitées ou l'une d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou autrement et soit seuls soit conjointement avec d'autres;

14. Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

15. Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou une partie des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures et les droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie jugera acceptables;

16. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, et de telle manière qui seront de temps à autre déterminées;

17. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes et appropriées à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Les Immeubles Belvédère, Incorporée—Belvedere Realty, Incorporated", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2635-o

Sous-secrétaire de la Province.

13. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

14. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

15. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all the property, moveable or immoveable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

16. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

17. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Les Immeubles Belvédère, Incorporée—Belvedere Realty, Incorporated", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2636

Assistant Provincial Secretary.

"Les Moniales Bénédictines du Canada".

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation, sans capital-actions: Mlle Clotilde Mathys, dite Sœur Bénédicta, Mlle Hélène B. de Passillé, dite Sœur Scholastique, Mlle Marcelle Lusignan, dite Sœur Gertrude, toutes Oblates bénédictines, de Montréal, dans les buts suivants:

Acheter, vendre, construire, recevoir par donations *inter vivos*, échange ou testament, posséder, louer, occuper, exploiter et utiliser de quelque manière des biens meubles et immeubles en rapport avec un monastère, un ouvroir, des œuvres de piété ou de zèle, l'apostolat liturgique sous toutes ses formes, une maison de retraite, un pensionnat, une ferme et ses dépendances et toutes autres activités s'y rattachant;

Payer pour tous services rendus à la corporation ou requis par elle, ou pour toute acquisition de la corporation sans aucune exception et de quelque nature que soit l'acquisition, en obligations de la corporation ou en deniers comptants, ou partie en obligations et partie en deniers comptants;

Faire et adopter des statuts, règles ou règlements que la corporation jugera nécessaires ou utiles pour ses fins religieuses, apostoliques, éducationnelles et d'œuvres sociales, pour la bonne conduite de ses opérations industrielles ou commerciales, pour sa régie interne, pour l'admission, la démission et l'exclusion de ses membres, modifier ou abroger ces statuts, règles et règlements de temps à autre suivant les besoins de la corporation;

Faire, souscrire, accepter, endosser, émettre, acheter, vendre, ou autrement négocier des bil-

"Les Moniales Bénédictines du Canada".

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the twentieth day of April, 1936, to incorporate as a corporation without share-capital: Miss Clotilde Mathys, named Sister Bénédicta, Miss Hélène B. de Passillé, named Sister Scholastique, Miss Marcelle Lusignan, named Sœur Gertrude, all Benedictine Oblates, of Montreal, for the following purposes:

To buy, sell, construct, receive through donations *inter vivos*, exchange or Will, own, lease, occupy, operate and utilize in any manner movable and immovable properties in connection with a monastery, a workroom, works of piety or of zeal, liturgical apostolate of all kinds a house for retreats, a boarding school, a farm and its dependencies and any other activities attached thereto;

To pay for any services rendered to the corporation or required by it, or for any acquisition of the corporation without any exception and of whatever nature the acquisition may be, in bonds of the corporation or in cash, or partly in bonds and partly in cash;

To make and adopt statutes, rules or regulations which the corporation may deem necessary or useful for its religious, apostolic, educational and social service purposes, for the proper management of its industrial or commercial operations, for its internal government, for the admission, resignation and expulsion of its members, to amend and repeal the said statutes, rules and regulations from time to time according to the needs of the corporation;

To make, subscribe for, accept, endorse, issue, purchase, sell or otherwise negotiate notes,

lets, lettres de change, lettres de crédit, chèques, connaissements, récépissés d'entrepôt, ou autres effets de commerce, valeurs et documents négociables ou transférables;

Emprunter des deniers sur le crédit de la corporation ou sur les biens, titres et valeurs détenus par la corporation;

Emettre et réémettre des bons, obligations, ou autres valeurs de la corporation, les donner en garantie ou les vendre aux prix et conditions jugés convenables par la corporation, les acheter sur le marché, ou aux conditions qui pourront avoir été fixées par les règlements de la corporation au moment de leur émission ou qui pourront être subséquemment agréées par les détenteurs de telles obligations;

Hypothéquer, nantir, mettre en gage, pour le tout ou pour partie seulement, les biens mobiliers ou immobiliers, présents ou futurs, de la corporation pour assurer le paiement de tels bons, obligations, ou d'emprunts faits autrement que par émission d'obligations, ou pour assurer le paiement ou l'exécution des dettes, contrats ou engagements de la corporation, constituer ces hypothèques, nantissements, gages, par actes de fidéicommiss conformes à la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations ou de toute autre manière;

Ester en justice;

Etablir, en se conformant aux conditions et formalités requises par la loi et les règlements du conseil d'hygiène de la province de Québec, un cimetière sur sa propriété ou un caveau dans sa chapelle, pour y déposer la dépouille mortelle des membres ou de toutes personnes reliées, par quelque relation, à la corporation;

Pour les fins générales de la corporation, et spécialement pour les fins particulières énumérées plus haut, jouir de tous les pouvoirs accordés par la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations, sous le nom de "Les Moniales Bénédictines du Canada".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de cent mille dollars (\$100,000.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à la municipalité de la paroisse de Saint-Eustache, dans le comté des Deux-Montagnes.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2637-o

Sus-secrétaire de la Province.

bills of exchange, letters of credit, cheques, bills of lading, warehouse receipts, or other negotiable or transferable securities instruments or documents of trade;

To borrow money on the credit of the corporation or on its properties, stock and securities held by the corporation;

To issue and re-issue bonds, debentures or other securities of the corporation, to give as security or sell the same at such prices and upon such conditions as may be deemed expedient by the corporation, to purchase the same on the open market, or on conditions already fixed by the by-laws of the corporation at the time of their issue or which may have been subsequently agreed upon by the holders of said bonds;

To hypothecate, mortgage, pledge the whole or a part only of the movable or immovable properties, present or future, of the corporation to secure the payment of the said bonds, debentures, or loans made otherwise than by the issue of bonds, or to secure the payment or the performance of debts, contracts or engagements of the corporation, to constitute such hypothecs, mortgages, pledges by trust deed in conformity with the Special Corporate Powers Act or in any other manner;

Ester en justice;

To establish, by complying with the conditions and formalities required by Law and the regulations of the Provincial Bureau of Hygiene of Quebec, a cemetery on its property or in a vault in its chapel, for the burial of the mortal remains of the members or of any person connected, in any manner, with the corporation;

For the general purposes of the corporation, and specially for the purposes particularly enumerated hereinabove, to enjoy all the powers granted by the Special Corporate Powers' Act, under the name of "Les Moniales Bénédictines du Canada".

The amount to which shall be limited the annual revenues from the immovable properties which the corporation may possess, is one hundred thousand dollars (\$100,000.00).

The head office of the company will be in the municipality of the parish of Saint Eustache, in the county of Two Mountains.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2638

Assistant Provincial Secretary.

"Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du quatrième jour d'avril 1936, constituant en corporation: James Arthur Mathewson, Kenneth Albert Wilson, tous deux conseillers en loi du Roi, et Ethel May Peirce, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre et généralement négocier et faire le commerce de toutes sortes d'accessoires et outillages pour moulin, y compris des broyeurs, séchoirs, grattoirs, lames et toutes sortes de marchandises en toile, y compris des auvents, tentes, réceptacles, emballages et autres articles de description semblable, avec ensemble les pièces et

"Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the fourth day of April, 1936, incorporating: James Arthur Mathewson, Kenneth Albert Wilson, both King's Counsel, and Ethel May Peirce, Secretary, Spinster, all of the City of Montreal, for the following purposes:

(a) To manufacture, import, export, buy, sell and generally deal in and deal with all kinds of mill accessories and supplies, including grinders, dryers, scrapers, blades and all kinds of canvas goods, including awnings, tents, receptacles, shipping packages and other articles of a like description, together with parts and accessories thereof, and to take over and carry on as a going

accessoires d'iceux, et assumer et exercer comme industrie en exploitation toutes ou aucune partie des opérations ci-devant exercées par Rodolphe Menard, sous le nom de "Cie d'Auvant Miller", et tout ou aucune partie du commerce ci-devant exercé par H. R. Hamer sous le nom de H. R. Hamer Reg'd;

(b) Exercer comme courtiers, agents ou mandants, tout autre commerce, manufacturier ou autrement, que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec ses opérations, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucun des biens ou droits de la compagnie;

(c) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute compagnie, société et/ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(d) Demander, acheter, ou acquérir autrement tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif, ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention ou quelque secret ou autre renseignement au sujet de telle invention qui pourrait être utilisée pour l'une des fins quelconques de la compagnie ou dont l'acquisition serait de nature à profiter, directement ou indirectement, à la présente compagnie et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne, ou faire valoir autrement les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière;

(e) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement ces dites personnes ou compagnies, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(f) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(g) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses à la réalisation des fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et/ou concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter et/ou disposer de cesdites conventions, droits, privilèges et/ou concessions et s'y conformer;

(h) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenances devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et, à cet effet, accorder des pensions et allocations, payer des primes d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de

concern the whole or any part of the business heretofore carried on by Rodolphe Menard under the name of Cie d'Auvant Miller, and the whole or any part of the business heretofore carried on by H. R. Hamer under the name of H. R. Hamer Reg'd;

(b) To carry on as brokers, agents or principals any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

(c) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any company, partnership and/or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(d) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive, or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(e) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(f) To take, or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of this company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

(g) To enter into any arrangements with any authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the attainment of the company's objects, or any of them, and to obtain from any such authorities any rights, privileges and/or concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise and/or dispose of, comply any such arrangements, rights, privileges and/or concessions;

(h) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or

charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(i) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(j) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir tous biens personnels et tous droits ou privilèges que la compagnie peut juger nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et en particulier toute machinerie, matériel et / ou fonds de commerce;

(k) Construire, améliorer, entretenir, exploiter, gérer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, (pour être exploités sur la propriété de la Compagnie seulement et pour les seules fins de son commerce et de son industrie), ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, ateliers, magasins d'autres structures et commodités qui paraîtront propres, directement ou indirectement, à promouvoir les intérêts de la compagnie, et contribuer subventionner, autrement aider ou prendre part à leur construction, amélioration, entretien, exploitation, administration, exécution ou contrôle;

(l) Prêter de l'argent aux clients et autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir la réalisation de contrats par toutes telles personnes;

(m) Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

(n) Vendre ou disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'elle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable et particulièrement pour des actions, débiteures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

(o) Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

(p) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter des services pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(q) Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes débiteures, actions-débiteures ou autres valeurs de la compagnie, ou dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(r) Lever et contribuer à lever des fonds et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débiteures ou autres valeurs ou autrement, toute autre compagnie ou corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires, et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation;

benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(i) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(j) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular any machinery, plant and / or stock in trade;

(k) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings (to be exercised on the property of the Company only and for the sole purposes of its business and industry), bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the Company's interests and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(l) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons;

(m) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(n) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

(o) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(p) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(q) To remunerate any person or company for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital, or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(r) To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation with which the company may have business relations, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

(s) Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, comme il sera jugé à propos et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

(t) Vendre, embellir, administrer, développer, échanger, louer, disposer, faire valoir ou faire le commerce autrement de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et droits de la présente compagnie;

(u) Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, et nommer des agents pour l'exécution de toutes ou d'aucune des choses susdites; et

(v) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Le nombre des membres de la compagnie (à l'exception des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et des personnes qui, ayant été autrefois à l'emploi de la compagnie, furent durant tel emploi et ont continué après avoir cessé tel emploi, d'être membres de la compagnie) est limité à vingt (20);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited".

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent cinquante (150) actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et en cinquante (50) actions privilégiées de cent dollars (\$100.00) chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas inférieur à deux mille dollars (\$2,000.00).

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix qui sera fixé par les directeurs, tel prix ne devant pas excéder cent dollars (\$100.00) chacune.

Les dites actions privilégiées et les dites actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair auront et seront sujettes aux droits, privilèges, priorités, restrictions, limitations et dispositions suivants, à savoir:

1. Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir, à même les bénéfices de la compagnie disponibles pour les dividendes, lorsque et suivant que déclarés par le bureau de direction de la compagnie, des dividendes en argent, au taux de cinq pour cent (5%) par année, et pas davantage, sur le montant capital de temps à autre versé sur icelles, ces dividendes étant payables semi-annuellement par chèque ou mandat de la compagnie, les premiers jours de janvier et juillet et courront et seront cumulatifs à compter de la date à laquelle elles seront émises, et nul dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur les autres actions de la compagnie à moins que tous les dividendes courus sur les actions privilégiées alors émises et en cours n'aient été payés ou déclarés ou mis de côté;

2. Les porteurs des actions privilégiées auront droit, dans toute liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie ou autre distribution des biens de la compagnie entre les actionnaires (autre que par voie de dividende ou bonus pris à même le surplus des profits) au remboursement du montant du capital payé sur telles actions privilégiées accrus et impayés sur icelles (lequel montant et un montant additionnel égal à dix pour cent (10%) d'icelui, avec ensemble tous les dividendes accrus et impayés sur icelles (lequel montant,

(s) To adopt such means of making known the products of the company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase and exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by the granting of prizes, rewards and donations;

(t) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(u) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to appoint agents for the carrying out of all or any of the above things; and

(v) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

The number of the members of the company (exclusive of persons who are in the employment of the company and of persons who, having been formerly in the employment of the company, were while in such employment and have continued after the termination thereof to be members of the company) is limited to twenty (20);

The issuing of an invitation to the public to subscribe for shares in the company is prohibited, under the name of "Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited".

The capital stock of the company is divided into one hundred and fifty (150) common shares having no nominal or par value, and into fifty (50) preferred shares of one hundred dollars (\$100.00) each, and the amounts with which the company will commence its operations will be not less than two thousand dollars (\$2,000.00).

Shares other than preferred shares shall be issued and allotted at such price as may be fixed by the directors, not exceeding one hundred dollars (\$100.00) each.

The said preferred shares and the said common shares without nominal or par value shall have and be subject to the following rights, privileges, priorities, restrictions, limitations and provisions, namely:

1. The holders of the preferred shares shall be entitled to receive out of the profits of the company available for dividends, when and as declared by the Board of Directors of the company, cash dividends at the rate of five percent (5%) per annum and no more on the capital amounts from time to time paid up thereon, such dividends to be payable semi-annually by cheque or warrant of the company on the first days of January and July and to accrue and be cumulative from the date on which they are issued, and no dividend shall be declared, paid or set apart upon the other shares of the company unless all accrued dividends on the preferred shares then issued and outstanding shall have been paid or declared and set apart;

2. The holders of the preferred shares shall be entitled, upon the liquidation, dissolution or winding up of the company or other distribution of the assets of the company among the shareholders (other than by way of dividend or bonus out of surplus profits), to repayment of the capital amount paid up on such preferred shares and a further sum equal to ten percent (10%) thereof, together with accrued and unpaid dividends thereon (which for such purposes shall be treated as if such dividends were accruing to the date of

pour telles fins, sera traité comme si tels dividendes couraient jusqu'à la date de telle distribution, qu'ils aient été gagnés ou non) et pas davantage;

3. La compagnie pourra en aucun temps et de temps à autre, d'après une résolution du bureau de direction, acheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées en cours sur le marché ou par soumission ou arrangement privé ou autrement, à un prix n'excédant pas cent pour cent (100%) du montant capital versé sur icelles, avec tous les dividendes courus et un montant calculé comme si les dividendes sur icelles couraient pour la période à compter du dernier paiement jusqu'à la date d'achat. A compter de la date de rachat de toutes telles actions privilégiées en vertu des dispositions des présentes, les actions privilégiées ainsi achetées seront censées être rachetées et non réémises;

4. Sur avis tel que ci-après pourvu, la compagnie pourra, en aucun temps, racheter la totalité ou toute partie des actions privilégiées alors en cours, sur le paiement de cent pour cent (100%) du montant capital versé sur icelles, avec en plus tous les dividendes impayés et un montant pour couvrir le paiement du dividende privilégié couru sur telles actions pour la période à compter de la date du paiement du dernier dividende jusqu'à la date du rachat;

5. Au cas où une partie seulement des actions privilégiées en cours serait rachetée de la manière ci-dessus énoncée, le bureau de direction choisira au sort, de la manière qu'il pourra déterminer, les actions privilégiées à être rachetées, ou il pourra prendre les actions qui seront rachetées de chaque actionnaire privilégié au pro rata d'après le nombre d'actions détenues par tel actionnaire, tel qu'indiqué dans les livres de la compagnie à la date où l'avis de rachat est donné. Les fractions d'actions seront aussi rachetées;

6. Excepté dans le cas des actions achetées tel que prévu plus haut, la compagnie devra donner un avis d'au moins trente (30) jours, par écrit, de son intention de racheter la totalité ou aucune des actions privilégiées en cours à leurs détenteurs, tels qu'inscrits dans les livres de la compagnie à la date de tels avis. Cet avis sera donné en le mettant à la poste par lettre recommandée et affranchie à l'adresse de chaque actionnaire intéressé, à la dernière adresse de tel actionnaire telle qu'elle apparaît dans les livres de la compagnie; cet avis devra indiquer la date à laquelle cet achat aura lieu et, à compter de la date ainsi spécifiée, la compagnie devra payer ou faire payer aux détenteurs enregistrés de telles actions le prix du rachat, sur présentation et livraison, au bureau-chef de la compagnie ou en tout autre endroit désigné dans l'avis, des certificats des actions appelées pour être rachetées. Les certificats des dites actions seront alors annulés et le rachat des actions qu'ils représentent sera alors complété;

7. A compter de la date spécifiée dans tel avis, les porteurs d'actions privilégiées appelées pour rachat n'auront pas le droit d'exercer aucun des droits d'actionnaires en ce qui les concerne, à moins que le paiement du prix de rachat n'ait pas été fait par la compagnie sur présentation et livraison des certificats. Advenant le cas où les porteurs de toutes actions privilégiées ainsi appelées pour rachat feraient défaut de présenter les certificats les représentant dans les quinze (15) jours après la date spécifiée pour rachat, la compagnie aura le droit de déposer le prix de rachat de telles actions à toute banque à charte ou com-

such distribution, whether or not the same shall have been earned) and no more;

3. The company may at any time and from time to time, pursuant to resolution of the Board of Directors, purchase the whole or any part of the preferred shares outstanding in the open market or by tender or by private arrangement or otherwise, at a price not exceeding one hundred percent (100%) of the capital amount paid up thereon, together with all unpaid dividends thereon and an amount calculated as if the dividends thereon had accrued for the period from the then last dividend payment date to the date of such purchase. From and after the date of purchase of any such preferred shares under the provisions hereof, the preferred shares so purchased shall be deemed to be redeemed and shall not be reissued;

4. Upon giving notice as hereinafter provided, the company may at any time redeem the whole or any part of the preferred shares then outstanding, upon payment of one hundred percent (100%) of the capital amount paid up thereon, together with all unpaid dividends and an amount calculated as if the dividends thereon had accrued for the period from the then last dividend payment date to the date of such redemption;

5. In the event of a part only of the outstanding preferred shares being redeemed as aforesaid, the Board of Directors may select by lot, in such manner as they may determine, the preferred shares to be redeemed, or they may take the shares to be redeemed from each preferred shareholder *pro rata* according to the number of shares held by such holder as shown by the books of the company on the date of giving of notice of redemption. Fractional shares shall also be redeemed;

6. Except in the case of shares purchased as above provided, the company shall give at least thirty (30) days' notice in writing of its intention to redeem all or any of the outstanding preferred shares to the holders of the shares to be redeemed, as registered in the company's books at the date of giving such notice. Such notice shall be given by posting the same in a prepaid registered letter addressed to each shareholder at the least address of such shareholder as it appears on the books of the company; it shall set out the date on which redemption is to take place and on and after the date so specified for redemption the company shall pay or cause to be paid to the registered holders of such shares the redemption price, on presentation and surrender, at the head office of the company or at any other place designated in such notice, of the certificates for such shares called for redemption. The certificates for such shares shall be thereupon cancelled and the redemption of the shares thereby represented shall be thereupon completed;

7. From and after the date specified in such notice the holders of preferred shares called for redemption shall not be entitled to exercise any of the rights of shareholders in respect thereof unless payment of the redemption price shall not be made by the company upon presentation and surrender of the certificates. Should the holders of any preferred shares so called for redemption fail to present the certificates representing the same within fifteen (15) days after the date specified for redemption, the company shall have the right to deposit the redemption price of such shares with any chartered bank or trust company

pagnie de fiducie au Canada au crédit d'un ou plusieurs comptes spéciaux en fiducie pour les porteurs respectifs des dites actions, à être payés à eux sur livraison à telle banque ou compagnie de fiducie des certificats les représentant, et sur tel dépôt, telles actions, en autant que la responsabilité de la compagnie est concernée, seront censées être rachetées. Après que la compagnie aura fait un dépôt tel que susdit relativement aux actions privilégiées, les droits des porteurs de telles actions contre la compagnie seront limités à recevoir les montants ainsi déposés et tels porteurs n'auront pas droit à une participation additionnelle dans les profits ou biens de la compagnie ou à exercer tous droits comme porteurs de telles actions ainsi rachetées, et toutes actions privilégiées achetées et rachetées par la compagnie ne seront pas réémises;

8. Avant de déclarer et payer des dividendes sur aucune des actions de la compagnie, les directeurs pourront établir telle réserve qu'ils jugeront nécessaire. Ils pourront mais ne seront pas tenus de pourvoir au rachat de toutes ou d'aucune partie des actions privilégiées avant de déclarer et de payer tous dividendes relativement aux actions ordinaires;

9. Les actions privilégiées ne seront pas sujettes à annulation ou réduction pour cause de perte ou dépréciation de l'actif de la compagnie;

10. Nul porteur d'actions du capital-actions de la compagnie, de quelque classe qu'elles soient, n'aura des droits de souscription pour aucune action ou pour aucune émission de valeurs de la compagnie à moins que ces droits soient accordés à tels actionnaires par le bureau de direction, à sa discrétion et pour le montant ainsi accordé;

11. Les dispositions ci-dessus énoncées concernant les actions privilégiées ne seront pas abrogées ou modifiées à moins d'une autorisation par un règlement de la compagnie, confirmé par un vote des détenteurs d'au moins les deux-tiers ($\frac{2}{3}$) du montant au pair de ces actions privilégiées alors en cours, à une assemblée générale spéciale convoquée dans le but de prendre en considération telle abrogation ou modification, et de plus confirmé par des lettres patentes supplémentaires.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatrième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2639 Sous-secrétaire de la Province.

in Canada to the credit of a special account or accounts in trust for the respective holders of such shares, to be paid to them upon surrender to such bank or trust company of certificates representing the same, and upon such deposit such shares shall, as far as the liability of the company is concerned, be deemed to be redeemed. After the company has made a deposit as aforesaid with respect to any preferred shares, the rights of the holders of such shares against the company shall be limited to receiving the amount so deposited and such holders shall not be entitled to any further participation in the profits or assets of the company or to exercise any rights as holders of such shares so redeemed, and any preferred shares purchased and redeemed by the company shall not be reissued;

8. Before declaring and paying dividends on any of the shares of the company, the directors may set up such reserves as they think expedient. They may but shall not be bound to provide for the redemption of all or any part of the preferred shares before declaring and paying any dividends in respect of the common shares;

9. The preferred shares shall not be liable to cancellation or reduction by reason of loss or depreciation of the company's assets;

10. No holders of shares of the capital stock of the company of whatsoever class shall have any rights of subscription to any shares or to any issue of securities of the company unless such rights be extended to such shareholders by the Board of Directors in its discretion and to the extent so extended;

11. The foregoing provisions respecting preferred shares shall not be repealed or modified unless authorized by by-law of the company confirmed by a vote of the holders of at least two-thirds ($\frac{2}{3}$) in par amount of such preferred shares then outstanding, at a special general meeting called for the purpose of considering such repeal or modification and further confirmed by supplementary letters patent.

The head office of the company will be at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2640-o Assistant Provincial Secretary.

"M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Allan-Angus Magee, William-Cedric Nicholson, tous deux Conseils en Loi du Roi, et Hugh O'Donnell, avocat, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

(a) Exercer l'industrie de tailleurs et confectionneurs et drapiers, et faire le commerce des marchandises sèches, soies, satins, fournitures de tailleurs, étoffes de toutes sortes et articles en drap et en coton en général;

(b) Acheter, acquérir, louer, vendre, aliéner, manufacturer soit totalement ou partiellement, produire, emmagasiner, importer, exporter, échanger ou autrement faire le commerce ou le négoce d'articles, effets, matériels, commodités et marchandises et des articles et effets de commerce de toute nature et description se rapportant au

"M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1936, incorporating: Allan Angus Magee, William Cedric Nicholson, both King's Counsels, and Hugh O'Donnell, advocate, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

(a) To carry on the business of tailors and outfitters and clothiers, and to deal in dry goods, silks, satins, tailors' trimmings, textile fabrics of all kinds and cloth and cotton goods generally;

(b) To buy, acquire, lease, sell, dispose of, manufacture either in whole or in part, produce, store, import, export, exchange or otherwise deal in or with goods, wares, materials, commodities and merchandise and articles and objects of commerce of every kind and description connected with the company's business, whether manu-

commerce de la compagnie, soit fabriqués ou autrement, et en gros et en détail, soit comme mandants ou agents, et sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède, exercer l'industrie de confectionneurs, manufacturiers et marchands de vêtements de toutes sortes;

(c) Exercer toute autre industrie (manufacturière ou non) qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(d) Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

(e) Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(f) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements acquis;

(g) Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

(h) Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

(i) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(j) Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(k) Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les

factured or otherwise, both wholesale and retail, whether as principals or agents, and without in any way limiting the generality of the foregoing, to carry on the business of clothiers, manufacturers of and dealers in wearing apparel of all kinds;

(c) To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the company's property or rights;

(d) To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

(e) To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(f) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

(g) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(h) To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(i) To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company;

(j) To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(k) To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the pur-

fin de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

(l) Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

(m) Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

(n) Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement, pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

(o) Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir, d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie, et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

(p) Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

(q) Vendre, améliorer, gérer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et droits de la compagnie;

(r) Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité, et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

(s) Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie, pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

(t) Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de cette compagnie, soit en paiement ou paiement partiel de toutes propriétés ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

(u) Hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

(v) Vendre, gager, nantir, hypothéquer, aliéner, louer la totalité ou aucune des propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, et des droits en aucun temps possédés par cette compagnie ou dont elle a la jouissance, ou en disposer autrement, aux termes et conditions que cette compagnie croira acceptables;

(w) Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

(x) Distribuer en espèces ou autrement, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les surplus de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie entre ses membres, et particulièrement, toutes actions,

pose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

(l) To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

(m) To draw, make accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

(n) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

(o) To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(p) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(q) To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn to account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

(r) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

(s) To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

(t) To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company, either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

(u) To hypothecate, mortgage, or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

(v) To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, movable or immovable, present or future, and rights at any time owned or enjoyed by this company, upon such terms and conditions as this company may see fit;

(w) To invest and deal with the monies of the company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

(x) To distribute in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner provided by section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members, and particularly, any shares, bonds, debentures or

obligations, débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'une partie quelconque des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif ou du passif de la présente compagnie;

(y) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

(z) Etablir des agences et succursales et ouvrir un département de commandes par la poste;

(aa) Payer toutes ou chacune des dépenses incidentes ou connexes à la formation et à la constitution de la compagnie et au prélèvement de son capital-actions ou passer des contrats avec toute compagnie ou personne pour les payer, sous le nom de "M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1936.

2641

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"Migner, Limitée"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-huitième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Madame Veuve Alvine Plamondon Migner, Rentière, Richard Plamondon, Etudiant, et Charles-Edouard Migner, Agent d'immeubles, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

De faire le commerce en gros et en détail de hardes faites et merceries pour hommes, vêtements et lingerie pour dames et enfants;

Manufacturer, importer et exporter, acheter et vendre toute marchandise se rapportant à ce commerce ou à tout autre commerce se rattachant à ce genre d'affaires, tels qu'articles de toilette, habits, chapeaux et chaussures que la dite compagnie pourra dans la suite estimer avantageux d'exploiter;

D'acquérir et posséder par achat, échange, bail ou autrement, de tout individu, raison sociale ou compagnie, tout magasin faisant le même commerce avec ou sans le terrain et les bâtisses servant à son exploitation, et de payer pour telle acquisition, en argent comptant, en bons, billets, débetures ou parts acquittées de la dite compagnie;

D'acquérir et posséder par achat, échange, bail ou autrement toute propriété immobilière qui sera considérée utile, nécessaire ou avantageuse pour les fins pour lesquelles la dite compagnie est incorporée, et de payer pour telles acquisitions en argent comptant, bons, billets, débetures ou parts acquittées de la dite compagnie;

De vendre, échanger, disposer par bail ou autrement de tous ou partie de ses biens tant meubles qu'immeubles;

De construire et exploiter sur tout lot de terre possédé par la dite compagnie ou dont, par la suite, elle pourra devenir propriétaire, toute manufacture pour y manufacturer des marchandises destinées au commerce de la dite compagnie, et tous magasins devant servir à y faire tel commerce;

De vendre, acquérir, détenir et transporter, pour le bénéfice de la dite compagnie, les parts,

other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the company's property, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(y) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(z) To establish agencies and branches and open a mail-order department;

(aa) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and the raising of its share capital or to contract with any company or person to pay the same, under the name of "M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1936.

2642-o

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Migner Limitée"

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of April, 1936, incorporating: Madame Widow Alvine Plamondon Migner, annuitant, Richard Plamondon, student, and Charles-Edouard Migner, real estate agent, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To deal wholesale and retail in dry-goods and men's haberdashery, garments and lingerie for women and children;

To manufacture, import and export, buy and sell all merchandise incidental to the said business or to any other business connected therewith, such as dress, goods, suits, hats and shoes which the said company may in the course of its business consider advantageous to deal in;

To acquire and own by purchase, exchange, lease or otherwise, from any individual, firm or company, any store carrying on a like business with or without the land and buildings used in its operation, and to pay for such acquisition in cash, bonds, notes, debentures or paid up shares of the said company;

To acquire and own by purchase, exchange, lease or otherwise any immovable property which may be considered useful, necessary or advantageous for the purposes for which the said company is incorporated, and to pay for such acquisitions in cash, bonds, notes, debentures or paid up shares of the said company;

To sell, exchange, dispose of, by lease or otherwise, all or any part of its properties whether movable or immovable;

To construct and operate on any lot of land owned by the said company, or which it may in the future acquire, any factory to manufacture therein the merchandise destined for the business of the said company, and any stores therein to carry on the said business;

To sell, acquire, hold and transfer, for the benefit of the said company, the shares, debentures,

débitures ou autres garanties de toute autre compagnie ou corporation autorisée à faire affaires suivant les lois de cette province;

De faire tous autres actes ou opérations pouvant être considérés avantageux pour les objets ci-dessus mentionnés, en conformité avec les lois de cette province;

De tirer, accepter, endosser, consentir et négocier toutes lettres de change et billets promissaires, chèques et traites en rapport avec le commerce que cette compagnie est autorisée à faire, sous le nom de "Migner Limitée", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-huitième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2643-o Sous-secrétaire de la Province.

tures or other securities of any other company or corporation authorized to carry on business according to the laws of this Province;

To do all other acts or operations which may be considered advantageous for the foregoing objects, in conformity with the laws of this Province;

To draw, accept, endorse, sign and negotiate any bills of exchange and promissory notes, cheques and drafts in connection with the business which the present company is authorized to carry on, under the name of "Migner Limitée", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eighteenth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2644 Assistant Provincial Secretary.

"Modern Tobacco Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-troisième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Samuel-Lyon Caplan, notaire, Delle Mollie Bobrove, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, et Delle Ann-R. Caplan, secrétaire, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Faire le commerce, en gros et en détail, du tabac, cigares, cigarettes, et produits alliés, et les manufactures;

Faire le commerce en général comme commerçants des produits ci-haut mentionnés, aussi bien que le commerce du chocolat, bonbons et autres confiseries, pâtisseries, biscuits et produits alliés, épicerie, vaisselle, verrerie, aussi bien que tous tels autres produits qui sont vendus dans les restaurants, boutiques de confiseurs et de pâtisseries, épicerie, magasins de quincaillerie, dépôts de journaux et comptoirs pour repas;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque des biens et/ou engagements de toutes personnes ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenables requis pour le bénéfice de la présente compagnie;

Acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie, dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie et généralement faire toutes telles actions incidentes que la compagnie jugera à propos, en vue d'en obtenir l'entière amélioration;

Acquérir par achat, bail, échange, ou autrement et généralement posséder des propriétés personnelles et réelles, et des bâtisses érigées et des lots vacants;

Bâtir des maisons ou autres constructions sur les dits lots ou sur une partie des dits lots; améliorer, modifier et changer la destination des propriétés érigées et généralement faire toutes telles améliorations et réparations qui peuvent en accroître la valeur;

Vendre, échanger, transiger, transférer, louer et autrement aliéner les dites propriétés aux termes, prix, clauses et conditions que la dite compagnie jugera convenables, recevoir le paiement des dites ventes, échanges, transactions, transferts et baux, en donner des reçus et quittances valables prendre et détenir tous gages et hypothèques ou autres valeurs en garantie pour le paiement de la

"Modern Tobacco Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty third day of April, 1936, incorporating: Samuel Lyon Caplan, notary, Miss Mollie Bobrove, secretary, both of the city of Montreal, and Miss Ann R. Caplan, secretary, of the city of Outremont, for the following purposes:

To deal, wholesale and retail, in tobacco, cigars, cigarettes and allied products, and to manufacture same;

To deal generally as jobbers in the above-mentioned products, as well as to deal in chocolates, candies and other confections, pastry, biscuits and allied products, groceries, crockery, glassware as well as such other products as are sold in restaurants, confectionery shops, pastry shops, groceries, hardware stores, newstands and lunch counters;

To acquire or undertake in whole or in part the property and/or obligations of any persons or Companies engaged in any industry which the present Company is authorized to undertake or who is in possession of suitable property required for the benefit of the present company;

To acquire and hold shares in any other Company, the objects of which are similar in whole or in part to those of the present Company, and generally to do all such incidental actions as the Company may deem proper in order to obtain the full improvement thereof;

To acquire by purchase, lease, exchange or otherwise and generally to own personal and real properties, both built property and vacant lots;

To build houses or other constructions on said lots of land or part thereof; to improve, alter and change the destination of the built properties and generally to do all such improvements and repairs that may improve the value thereof;

To sell, exchange, transact, transfer, lease and otherwise dispose of the said properties upon such terms, prices, clauses and conditions as the said company may deem advisable, to receive the payment for such sales, exchanges, transactions, transfers and leases, to give good and proper receipts and discharges therefor, to take and hold any mortgages and hypothecs or other securities

totalité ou d'une partie du prix des propriétés ainsi vendues, louées ou transférées ou en garantie du paiement d'icelles, ou garantir tous tels montants à la compagnie. Prendre en paiement intégral ou partiel, pour toutes sommes dues à la compagnie, toutes valeurs scolaires, municipales, provinciales ou fédérales ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Acquérir par achat, échange ou autrement les actions, obligations, débetures ou autres valeurs, des obligations scolaires, municipales ou gouvernementales et vendre ou transférer la totalité ou une partie des dites actions, obligations, débetures ou autres valeurs à toute telle personne ou personnes et aux termes, prix, clauses et conditions que la dite compagnie jugera convenables et appropriés;

Emprunter des deniers de telle personne ou personnes et aux termes, clauses et conditions que la compagnie jugera convenables et comme garantie pour le remboursement des dits emprunts hypothéquer chacune ou toutes les propriétés immobilières ou les biens appartenant à la compagnie;

Prêter des deniers sur billets, traites ou autres effets négociables ou sur première, deuxième ou troisième hypothèque ou aux termes, clauses, conditions et taux que la compagnie jugera convenables;

Emettre toutes débetures et actions-débetures grevant l'actif de la compagnie aux termes, clauses, taux et conditions que la dite compagnie jugera à propos;

Donner en paiement intégral ou partiel du prix d'achat d'aucune et de toutes propriétés réelles et personnelles, droits, privilèges, réclamations ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir ou pour services qui lui sont rendus, des actions partiellement ou entièrement libérées du capital-actions de la compagnie;

Distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèces ou autrement, tel qu'il sera résolu, au moyen de dividendes, bonis ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, toutes propriétés ou biens de la compagnie ou tous produits de la vente ou de l'aliénation de toute propriété de la compagnie et particulièrement toutes actions, obligations, débetures, actions-débetures ou autres valeurs, de ou dans toute autre compagnie appartenant à la présente compagnie ou dont elle a le pouvoir de disposer;

Établir des agences et succursales;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités;

Payer à même les fonds de la compagnie, la totalité ou une partie quelconque des dépenses de ou incidentes à la promotion ou l'organisation de la compagnie, sous le nom de "Modern Tobacco Company", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-troisième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2645 Sous-secrétaire de la Province.

in warranty for the payment of the whole or of part of the price of properties so sold, leased or transferred or in warranty for the payment therefor, or to guarantee all such amounts to the company. To take in total or partial payment, for all sums due to the company any school, municipal, provincial, or federal securities or shares, bonds, debentures or other securities in any other company;

To acquire by purchase, exchange or otherwise shares, bonds, debentures or other securities, school, municipal or government bonds and to sell or transfer all or part of the said shares, bonds, debentures or other securities to any such person or persons and upon such terms, prices, clauses and conditions as the said company may deem good and proper;

To borrow money from such person or persons and upon such terms, clauses and conditions as the Company may deem proper and as security for the repayment of the said loans to hypothecate any or all of the immoveable property or properties to the Company belonging;

To lend money on notes, drafts or other negotiable instruments or upon first, second or third mortgages or upon such terms, clauses, conditions and rates as the Company may deem advisable;

To issue all debentures and debenture stock on the assets of the Company upon such terms, clauses, rates and conditions as the said Company may deem proper;

To give in total or partial payment for the purchase price of any and all real and personal properties, rights, privileges, claims or other advantages that the Company may legally acquire or for services rendered to it, either partly or fully paid up shares in the capital stock of the company;

To distribute among the shareholders of the Company in kind, specie or otherwise, as may be resolved, by way of dividend, bonus, or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, any property or assets of the company or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, bonds, debentures, debenture stock or other securities of or in any other company belonging to this company, or of which it may have power to dispose;

To establish agencies and branches;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To pay out of the funds of the company, all or any part of the expenses of or incidental to the promotion or organization thereof, under the name of "Modern Tobacco Company", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty third day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2646-o Assistant Provincial Secretary.

"Premier Construction Co., Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour d'avril, 1936, consti-

"Premier Construction Co., Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1936, incorporating: Benja-

tuant en corporation: Benjamin Shulman, Samuel Alexander Shulman, tous deux avocats, et Norma Levitt, fille majeure, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie d'entrepreneurs généraux et constructeurs, importateurs, marchands et manufacturiers de matériaux de construction de toute description, outillage et ameublement de bureau et de magasin et autres matériaux qui peuvent être utilisés directement ou indirectement par les entrepreneurs et constructeurs, avec le pouvoir d'agir comme agents pour d'autres personnes ou corporations exerçant une industrie semblable et aussi exercer une industrie de nature semblable ou d'autres industries incidentes à ce qui précède;

2. Acheter, posséder, louer, arrenter, subdiviser, améliorer et vendre des terrains ou autres biens immobiliers, et bâtir, acheter, posséder, détenir, louer toutes sortes d'édifices ou autres biens immobiliers et prêter des deniers sur des terrains, édifices ou autres biens immobiliers;

3. Hypothéquer chacun ou tous les biens immobiliers possédés par la compagnie, et en aucune manière affecter ou donner l'un quelconque des biens de la compagnie comme garantie de tout prêts que la compagnie jugera nécessaire de transiger pour les fins de son industrie;

4. Exercer l'industrie de constructeurs et entrepreneurs généraux pour l'érection, la construction, la modification et la réparation de travaux et entreprise publics et privés, et construire des édifices de toutes sortes, publics et privés, et passer des contrats avec tout gouvernement, corporation, association, firme ou personne pour la construction de travaux d'aucune et de toute description, et sous-louer ou autrement disposer de la totalité ou d'une partie quelconque de tous contrats conclus pour les constructions ci-haut mentionnés;

5. Aider et assister au moyen de boni, avance de deniers ou autrement, avec ou sans garantie, les acheteurs ou locataires de tous terrains appartenant à ou en aucune manière acquis par la compagnie, ou vendus, loués ou en aucune autre manière aliénés par la compagnie et généralement promouvoir la colonisation et le développement des dits terrains;

6. Acheter, louer ou autrement acquérir, et détenir, posséder, développer, exploiter, vendre ou autrement aliéner des carrières, sablières et dépôts de gravier, mines et terrains miniers, et acquérir, détenir, vendre, faire le commerce, manufacturer, importer, exporter, préparer, fondre, traiter, essayer, épurer et autrement préparer pour le marché et faire valoir la pierre, le sable, ciment, minéraux et métaux et leurs produits et sous-produits;

7. Souscrire, souscrire éventuellement à forfait et acquérir par achat, échange ou autre titre légal et détenir, soit comme propriétaire ou au moyen de garantie supplémentaire ou autrement, et vendre, garantir la vente, et céder, transférer ou autrement aliéner ou faire le commerce d'hypothèques, gages, balances de prix, garanties par privilèges ou autrement, réclamations, conventions d'achat ou de vente et obligations de toute nature et description, et aussi des obligations, débentures, parts, actions ou autres valeurs, effets de commerce acceptés, récépissés d'entrepôts, billets promissaires, conventions de vente conditionnelle, contrats, comptes recevables, et toutes sortes d'effets de commerce et de titres de créance d'aucun gouvernement ou corporation municipale ou scolaire, ou de toute compagnie bancaire, utilité publique, commerciale,

min Shulman, Samuel Alexander Shulman, both Advocates, and Norma Levitt, *Fille majeure*, Stenographer, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of general contractors and builders, importers and dealers in and manufacturers of building material of every description, office and store fixtures and equipment and other material which can be used directly or indirectly by contractors and builders, with the power to act as agents for other persons or incorporations carrying on similar business and also to carry on business of a like nature or other business incidental to the foregoing;

2. To buy, own, lease, rent, subdivide, improve and sell land, or other immoveable property, and build, buy, own, hold, lease all kinds of buildings or other immoveable property and to loan money on land, buildings or other immoveable property;

3. To hypothecate any or all of the immoveable properties owned by the company, and in any other way to affect or give any of the property of the company as security for any loans that the company may deem necessary to transact for the purpose of its business;

4. To carry on the business of builders, and general contractors for the erection, construction, alteration, and repair of public and private works and undertakings, and to construct buildings of all kinds, both public and private, and to enter into contracts with any government, body corporate, association, firm or person for the construction of works of any and every description, and to sublet or otherwise dispose of the whole or any part of all contracts entered into for the construction above mentioned;

5. To aid and assist by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, purchasers or lessees of any lands belonging to or in any manner acquired by the company, or sold, leased or in any other manner disposed of by the company and generally to promote the settlement and development of such lands;

6. To buy, lease or otherwise acquire and to hold, own, develop, operate, sell or otherwise dispose of quarries, sand and gravel beds, mines and mineral lands, and to acquire and hold, sell, trade in, manufacture, import, export, dress, smelt, trade, assay, refine, and otherwise make marketable and turn to account stone, sand, cement, minerals, and metals and their products and by-products;

7. To subscribe for, underwrite and acquire by purchase, exchange or other legal title and hold, either as owner or by way of collateral security or otherwise, and to sell, guarantee the sale of, and to assign, transfer or otherwise dispose of or deal in hypothecs, mortgages, balances or price, secured by privilege or otherwise, claims, purchase of sale agreements and obligations of every nature and description; and also in bonds, debentures, stocks, shares or other securities, trade acceptances, warehouse receipts, promissory notes, conditional sale agreements, contracts, accounts receivable and all kinds of commercial paper and evidence of indebtedness of any government or municipal or school corporation, or of any banking, public utility, commercial, industrial or any other company or corporation or individual or association, and to

industrielle ou toute autre compagnie, corporation, individu, association, transiger et faire les opérations d'une agence générale financière de placement et de courtage et agir comme agents et courtiers pour la vente, le perfectionnement et l'administration de tous biens, commerces ou entreprises;

8. Hypothéquer chacun ou tous les biens immobiliers possédés par la compagnie et d'aucune autre manière affecter ou donner aucun des biens de la compagnie comme garantie pour tous prêts que la compagnie jugera nécessaire de transiger pour les fins de son commerce;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie des biens ou engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront directement ou indirectement de nature à profiter à la compagnie;

10. Acheter, vendre, faire le commerce et négocier toutes sortes de matériaux de construction, accessoires et choses diverses;

11. Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autres, qui sembleront à la compagnie susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

12. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de toute industrie dont les objets sont semblables à ceux de la compagnie ou autrement ou tous terrains ou biens immobiliers améliorés, assumer la totalité ou une partie quelconque des engagements de la dite industrie, terrain ou biens immobiliers améliorés et les payer en tout ou en partie avec des terrains, débetures ou en actions entièrement libérées et non sujettes à appel de la compagnie, ou avec tous biens de toute description ou nature quelconque, que la compagnie peut avoir en sa possession, et vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque d'iceux, prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

13. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou la fusion des intérêts avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, et faire des avances de deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

14. Se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de cette compagnie, ou autrement;

15. Vendre, louer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie des biens et entreprises de la compagnie pour la considération qui sera convenue, et particulièrement pour les actions, débetures ou valeurs de toute compagnie les achetant;

16. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

17. Faire toutes les choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets

transact and carry on a general financial agency investment and brokerage business and to act as agents and brokers for the purpose, sale, improvement, and management of any property, business or undertaking;

8. To hypothecate any or all of the immovable properties owned by the company and in any other way to affect or give any of the property of the company as security for any loans that the company may deem necessary to transact for the purpose of its business;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property or liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, sell, trade, and deal in every kind of building material supplies and sundries;

11. To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

12. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any part of any business with objects similar to those of the company or otherwise or any land or improved immovable property, to assume in whole or in any part the liabilities of such business, land or improved immovable property and to pay for same wholly or partly in lands, debentures, or fully paid and non-assessable stock of the company, or any assets of any description or nature whatever, that the company may have in its possession, and to sell, lease, or otherwise dispose of same or any part thereof, to take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company or carrying on any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company;

13. To enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits or union of interests with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, and to make advances, to guarantee the contracts of or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, or otherwise deal with same;

14. To amalgamate with any other company having objects similar to those of this company, or otherwise;

15. To sell, lease, exchange, or otherwise dispose of in whole or in part the property and undertaking of the company for such consideration as may be agreed in, and in particular for shares, debentures, or securities in any company purchasing the same;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

17. To do all such things as are incidental or conducive to the attainment of the above

précités, sous le nom de "Premier Construction Co., Limited", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, distret de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril, 1936.

2647 ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

objects, under the name of "Premier Construction Co., Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1936.

2648-o ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"Richer Moss Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Saul-E. Moskovitch, Isidore Richer, marchands, et Théodore-L. Levine, avocat, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer les opérations de détaillants de garnitures de fourrure, manteaux de fourrure, négociants, marchands, importateurs, exportateurs en gros et en détail de fourrures, peaux vertes et préparées, et de chacune et de toutes les autres choses y appartenant et ou en aucune manière alliées au dit commerce;

2. Représenter les marchands, distributeurs, manufacturiers, importateurs, exportateurs pour toutes ou chacune des marchandises susdites ou articles à base de commission ou autrement;

3. Exercer l'industrie qui consiste à préparer et teindre les fourrures et peaux vertes et faire chacune et toutes les autres choses s'y rapportant;

4. Pour aucun des objets ou fins susdits, acquérir, acheter ou louer toutes formules et brevets jugés nécessaires;

5. Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts ou tous autres risques communs semblables, avec toute personne, personnes, firme ou compagnie que cette compagnie croira convenables;

6. Souscrire, prendre ou autrement acquérir les actions ou valeurs de toute compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie ci-haut mentionnée, les détenir, les vendre ou autrement en disposer;

7. Acquérir, assumer la totalité ou une partie quelconque de l'industrie, des biens et droits de toute personne, personnes, firme ou corporation exerçant une industrie que cette présente compagnie exerce ou a le droit d'exercer et les exercer et les payer totalement ou partiellement en actions libérées de la présente compagnie;

8. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles, mobilières et immobilières et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de son commerce, et particulièrement toute machinerie, matériel, fonds de commerce, accessoires, ameublements, baux, contrats et effets de toute description;

9. Avoir, accepter, faire, endosser, exécuter et émettre des chèques, billets promissaires, lettres de change, mandats et autres effets négociables;

10. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie;

11. Faire enregistrer et reconnaître la compa-

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: Saul E. Moskovitch, Isidore Richer, merchants, and Theodore L. Levine, advocate, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in as retail dealers of fur trimmings, fur coats, dealers, jobbers, importers, exporters, wholesale and retail in furs, raw and dressed skins, and in any and all other things appertaining to the same and or in any way allied thereto;

2. To represent jobbers, distributors, manufacturers, importers, exporters, for all or any of the above merchandise or goods on commission basis or otherwise;

3. To engage in the business of dressing and dyeing raw furs and skins and to do any and all other things incidental thereto;

4. For any of the above objects or purposes, to acquire, purchase or lease any formulae and patents found necessary;

5. To enter into any agreement for the sharing of profits, union of interest, or any similar joint venture with any person, persons, firm or company that this company may think fit;

6. To subscribe for, take or otherwise acquire shares and securities of any company having objects altogether or in part similar to those of the above company, to hold, sell or otherwise dispose of the same;

7. To acquire, take over the whole or any part of the business, property and rights of any person, persons, firm or corporation carrying on any business which this present company carried on or is entitled to carry on and to carry on and pay for the same wholly or in part with paidup shares of the present company;

8. To purchase, take on, lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property movable and immovable and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purposes of its business and in particular, any machinery, plant, stock in trade, fixtures, furniture, leases, contracts and effects of any description;

9. To have, accept, make, endorse, execute and issue cheques, promissory notes, bills of exchange, warrants and any other negotiable instruments;

10. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may think fit, and in particular, for shares, debentures, or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company;

11. To procure the company to be registered

gnie dans tout pays étranger conformément aux lois de tel pays étranger;

12. Prélever et aider à prélever des deniers et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou autrement, toute autre compagnie ou corporation et garantir l'exécution des contrats par toute telle compagnie ou corporation, ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

13. Prendre les moyens de faire connaître les marchandises de la compagnie qui seront jugés convenables et particulièrement au moyen de publicité dans la presse, circulaires, publication de livres et revues périodiques et par l'octroi de prix, récompenses et dons;

14. Vendre, améliorer, administrer, échanger, aliéner, faire valoir ou autrement attribuer la totalité ou une partie quelconque des biens de la compagnie;

15. Faire les choses précitées en qualité de mandants, agents, sous-agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

16. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Richer Moss Inc.", avec un capital total de dix mille dollars (\$10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à 1413 rue Drummond, Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

2649

and recognized in any foreign country according to the laws of such foreign country;

12. To raise and assist in raising money for and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or otherwise, any other company or corporation and to guarantee the performance of contracts by any such company, corporation or by any person or persons with whom the company may have business relations;

13. To adopt such means of making known the merchandise of the Company as may seem expedient and in particular by advertising in the press, by circulars, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

14. To sell, improve, manage, exchange, dispose of, turn to account or otherwise deal with all or any part of the property of the company;

15. To deal with the above things as principals, agents, sub-agents, contractors, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

16. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Richer Moss Inc.", with a total capital stock of ten thousand dollars (\$10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at 1413 Drummond Street, Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

2650-o

"Roy Chibougamou Mining Company, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle).

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies Minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Alfred Savard, C. R., Jules Savard, avocat, Margaret Hackett, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

(2) Faire les opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, affiner, broyer, ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ceux, des appareils mécaniques, des brevets d'inventions ou le droit de faire usage de tels appareils ou droits brevetés se rapportant aux objets susdits;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les sections 105 à 112, chapitre 80 de la Loi des mines de Québec, en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces

"Roy Chibougamou Mining Company, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of April, 1936, incorporating: Alfred Savard, K. C., Jules Savard, advocate, Margaret Hackett, Secretary, spinster, all of the city of Quebec, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy, and sell all kinds of

d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(8) Recevoir, détenir, et disposer d'actions, obligations, débetures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits de toute personne ou compagnie exerçant une industrie ou un commerce que la compagnie peut exercer en vertu de cette loi, et les payer en actions libérées, en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consentent, et se charger des dettes et charges y appartenant;

(10) Faire tous les actes et opérations accessoires à ceux susmentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels la compagnie est constituée en corporation—S.R. (1909), 6746;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Roy Chibougamou Mining Company, Limited"—(Libre de responsabilité personnelle)".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de deux cent vingt-neuf mille dollars (\$229,000.00), divisé en actions de un dollar (\$1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Québec, district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2651 Sous-secrétaire de la Province.

goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned, or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated—R. S. (1909), 6746;

Shareholders will incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Roy Chibougamou Mining Company, Limited—(No Personal Liability)".

The amount of the capital stock of the company to be two hundred and twenty-nine thousand dollars (\$229,000.00), divided into shares of one dollar (\$1.00) each.

The head office of the company will be at the city of Québec, in the district of Québec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2652-0 Assistant Provincial Secretary.

"Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du sixième jour d'avril 1936, constituant en corporation: John-William Terrey, surintendant, Karl Barrett, gérant, Hertel O'Bready, avocat, Léopold Chevalier, manufacturier, Lee-D. Audet, courtier, et Joseph-R. Rosenbloom, marchand, tous de la cité de Sherbrooke, dans les buts suivants:

Acheter, manufacturer, placer sur le marché pour fin de vente, importer ou exporter, vendre ou offrir en vente, manufacturer des bas de soie "full fashioned" ou toutes sortes de produits qui peuvent être fabriqués avec de la soie artificielle ou naturelle;

Solliciter, acheter ou autrement acquérir toutes marques de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature conférant un droit exclusif ou non-exclusif ou limité d'utiliser, ou tout secret ou autre information au sujet de toute invention qui semblera de nature à être utilisée pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer ou émettre des permis en ce qui les concerne ou autrement mettre en valeur les biens, droits ou informations ainsi acquis;

Acquérir et assumer comme industrie en exploitation ou autrement tout ou aucune partie de l'entreprise, actif et passif de toute personne, firme ou corporation exerçant aucun commerce

"Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the sixth day of April, 1936, incorporating: John William Terrey, Superintendent, Karl Barrett, Manager, Hertel O'Bready, Lawyer, Leopold Chevalier, Manufacturer, Lee D. Audet, Broker, and Joseph R. Rosenbloom, Merchant, all of the City of Sherbrooke, for the following purposes:

To purchase, manufacture, place on the market for sale, import or export, to sell or offer for sale, to manufacture full fashioned silk hosiery or any kind of product that can be manufactured by either artificial or natural silk;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade-marks, patents, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop and grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

To acquire and take over as going concern or otherwise the whole or any part of the undertaking, assets and liabilities of any person, firm or corporation, carrying on any business in whole or

en tout ou en partie semblable à celui que la compagnie est autorisée à exercer, ou possédant des biens nécessaires aux fins de cette compagnie, et les payer totalement ou partiellement en argent ou totalement ou partiellement en obligations, débetures, actions acquittées ou autres valeurs de la compagnie ou autrement;

Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider telle personne ou compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

Exercer toute autre industrie, soit manufacturière ou autre, qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en rapport avec son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur de ou rendre profitable aucun des biens, droits de la compagnie;

Conclure des conventions avec les autorités gouvernementales, municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque desdites fins, et obtenir de cesdites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir et exécuter, exercer cesdites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et généralement acheter, prendre à bail ou en échange, ou acquérir autrement tous les biens personnels et tous les droits ou privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie;

Vendre ou disposer de la totalité ou d'aucune partie des biens et de l'entreprise de la compagnie comme industrie en exploitation ou autrement, pour la compensation que la compagnie jugera convenable, et en particulier pour les actions, obligations, les débetures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Prendre les moyens jugés nécessaires pour annoncer les produits de la compagnie, et en particulier par la publicité dans la presse, par circulaires, par l'achat et l'exposition d'œuvres d'art ou d'intérêt, par la publication de livres et revues périodiques et en accordant des prix, récompenses et dons;

Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets susdits;

Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

Prêter de l'argent aux clients et autres ayant

in part similar to that which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of this Company, and to pay for the same either wholly or partly in cash or wholly or partly in the bonds, debentures, paid-up shares or other securities of the Company or otherwise;

To enter into partnership, or into any arrangement for sharing profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which this company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit this Company, and to lend money, to guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or Company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such Company, and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

To carry on any other business, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with the Company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To enter into any arrangements with any government authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects or any of them and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry on or exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To promote any Company or Companies for the purpose of acquiring or assuming all or any of the property and liabilities of this Company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit this Company and generally to purchase, take on lease or in exchange, or otherwise acquire any real and personal property, and any rights or privileges which the Company may think necessary or convenient for the purposes of its business;

To sell or dispose of the whole or any part of the assets and undertaking of the Company as a going concern, or otherwise, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, bonds, debentures, or other securities of any other Company having objects altogether or in part similar to those of this company;

To adopt such means of making known the products of the Company, as may seem expedient, and in particular by advertising in the press, by circulars, by purchase or exhibition of works of art or interest, by publication of books and periodicals and by granting prizes, rewards and donations;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects;

To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein to represent the Company and to accept service in its behalf in any suit or legal proceedings;

To make advances to customers or others

des relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par toutes telles personnes;

Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs, ou autrement, et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,920 actions privilégiées de la classe "A" d'une valeur au pair de \$25.00 chacune et 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations ne sera pas moins de \$45,000.00.

Les actions autres que les actions privilégiées seront émises et réparties à tel prix et telles conditions qui seront fixés par le Bureau de direction, sur simple résolution;

Les actions privilégiées porteront et seront sujettes aux droits, priorités, privilèges, conditions, restrictions suivants, à savoir:

(a) Lesdites actions privilégiées auront droit à un dividende privilégié, cumulatif, fixe, au taux de 5% par année sur le capital payé sur icelles, tel dividende devant être payé à telles périodes qui seront déterminées par le Bureau de direction, sur simple résolution.

(b) Les dites actions privilégiées prendront rang de priorité, en ce qui concerne les dividendes et le remboursement du capital, sur toutes autres actions de la compagnie, mais ne donneront aucun droit additionnel de participer aux profits ou biens;

(c) Les porteurs des dites actions privilégiées n'auront aucun droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie, et telles actions privilégiées ne qualifieront aucune personne comme directeur de la compagnie;

(d) La compagnie peut, sur simple résolution du Bureau de direction, de temps à autre, à son gré, sur avis de soixante (60) jours, par écrit, à cet effet, racheter toutes ou aucune des actions privilégiées créées par les présentes à toute date de dividende, en payant aux porteurs d'icelles les montants payés sur icelles avec ensemble tous les dividendes accrus, et une prime de 10%, pourvu que, dans le cas où la compagnie rachèterait, en aucun temps, moins que la totalité des actions privilégiées alors en cours, les actions à être ainsi rachetées seront déterminées par tirage au sort ou par soumission, tel tirage sera fait par une ou plusieurs personnes nommées par le Bureau de direction de la compagnie, de la manière qui sera déterminée par le Bureau de direction.

Émettre des actions entièrement ou partiellement acquittées, titres, obligations, débentures de la compagnie, à toute personne, compagnie, ou corporation en paiement de tous biens achetés par la compagnie, et payer en argent ou en actions obligations ou débentures, toute personne, firme ou compagnie, pour services rendus ou à être rendus à la compagnie pour son incorporation, formation ou organisation, payer à même les fonds de la compagnie toutes ou une partie des dépenses encourues lors de la formation ou de l'organisation de la compagnie.

Faire toutes choses qui sont incidentes ou nécessaires à la réalisation des objets de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera à Sherbrooke, district de Saint-François.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce sixième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

Sous-secrétaire de la Province.

having dealings with the Company, and to guarantee the performance of contract by any such persons;

To do all or any of the above things as principals, agents, contractors, or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with others; under the name of "Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd."

The capital stock of the Company is divided into 5,920 preferred "class A" shares having a par value of \$25.00 and 2,000 common shares having no par or nominal value, and the amount with which the company will commence its operations will be not less than \$45,000.00.

Shares other than preferred shall be issued and allotted at such price and conditions as may be fixed by the Board of Directors by simple resolution.

The preferred shares shall carry and be subject to the following rights, priorities, privileges, conditions, restrictions, namely:

(a) The said preferred shares shall carry the right to a fixed cumulative preferential dividend at the rate of 5% per annum on the capital paid up thereon, such dividend to be paid at such periods as may be determined by the Board of Directors, by simple resolution.

(b) The said preferred shares shall rank, both as regards dividends and return of capital, in priority to all other shares of the Company, but shall not confer any further right to participate in profits or assets;

(c) The holders of said preferred shares shall not have any right of voting at any meeting of the shareholders of the Company, nor shall such preferred shares qualify any person to be a director of the Company;

(d) The Company is at liberty, upon simple resolution of the Board of Directors, from time to time, at its option, upon giving sixty (60) days notice in writing to that effect, to redeem the whole or any part of the preferred shares hereby created on any dividend date, by paying the holders thereof the amounts paid up thereon together with all accrued dividends, and a premium of 10% provided that, in the event of the Company redeeming at any time, less than the whole of the then outstanding preferred shares, the shares to be so redeemed shall be determined by drawing lots or by tender, such drawing to be made by a person or persons appointed by the board of directors of the Company, in such manner as may be determined by the board of directors;

To issue paid up or partially paid up shares, stock, bonds, debentures of the Company, to any person, company or Corporation in payment of all property bought by the Company, and to pay in cash or in stock, bonds, or debentures, any person, firm or company, for services rendered or to be rendered to the Company for its incorporation, formation or organization, to pay from the funds of the company all or part of the expenses incurred in the formation or the organization of the company.

To do anything incidental or necessary to attain the purposes of the company;

The head office of the company will be at Sherbrooke, district of Saint Francis.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

Assistant Provincial Secretary.

"Standard Farm Produce Co., Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Ben Bernstein, un des Conseils en Loi de Sa Majesté, avocat de la province de Québec, Louis-Henry Rohrlick et Murray I. Kushner, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exploiter et exercer l'industrie ou les industries qui consistent à produire, manufacturer, préparer, acheter, vendre, en gros ou en détail, et faire le commerce des œufs, fromage, produits laitiers, produits alimentaires, denrées, articles en conserve, sauces, thé, café, confiseries, épicerie, et tous autres articles propres à la consommation, et conduire chacune des dites industries comme grossistes ou détaillants;

2. Exercer toutes et chacune des dites spécialités d'industrie comme manufacturiers, producteurs, négociants, marchands, importateurs et exportateurs, généralement sans limiter la sorte de produits et marchandises, et manufacturer, produire, acheter, vendre et autrement faire le commerce de tous matériels, articles ou choses requis en rapport avec ou incidents à la dite industrie;

3. Pour les fins susdites exercer l'industrie de voituriers, agents de transport, agents d'expédition, entrepreneurs et agents à commission, sous le nom de "Standard Farm Produce Co., Ltd.", avec un capital total de vingt mille dollars (\$20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2655

Sous-secrétaire de la Province.

"Standard Farm Produce Co., Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of April, 1936, incorporating: Ben Bernstein, one of His Majesty's Counsel, learned in the law for the Province of Quebec, Louis Henry Rohrlick and Murray I. Kushner, advocates, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in and carry on the business or businesses of producing, manufacturing, preparing, purchasing, selling, either retail or wholesale, and dealing in eggs, cheese, dairy products, food-stuffs, food-products, canned goods, sauces, teas, coffees, confectioneries, groceries, and all other articles suitable for consumption, and to conduct each and every of such businesses as wholesalers or retailers;

2. To carry on all and any of the said lines of business as manufacturers, producers, dealers, merchants, importers and exporters, generally without limitation as to class of products and merchandise, and to manufacture, produce, buy, sell and otherwise deal in any materials, articles, or things required in connection with or incidental to such business;

3. For the purpose aforesaid to carry on the business of carriers, forwarding agents, cartage agents, warehousemen and commission agents, under the name of "Standard Farm Produce Co., Ltd.", with a total capital stock of twenty thousand dollars (\$20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2656-o

Assistant Provincial Secretary.

"The Dorothy Perkins Co., Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingtième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Samuel Chait, avocat, Freda Pomerance, fille majeure, sténographe, et Bob Lewandowski, étudiant, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer tous ou aucun des commerces de marchands et manufacturiers de vêtements et hardes pour dames et hommes, et le commerce de marchands de marchandises sèches, et comme manufacturiers, acheter et vendre, faire le négoce et le commerce de vêtements et hardes de toutes sortes pour dames et hommes, et comme tailleurs, couturiers, drapiers, bonnetiers, merciers, chapeliers, costumiers, pelletiers, gantiers, marchands de soie, coton et dentelles, et marchands de et dans les arts les en cuir, avec le droit de les manufacturer, détailler, importer et exporter;

2. Acquérir par voie d'achat, échange, bail ou autrement, tout commerce d'une nature similaire, comprenant la machinerie, le fonds de commerce, la clientèle, l'ameublement et autres accessoires, et les payer en deniers, ou en actions entièrement libérées de la compagnie pour tel prix et pour le nombre d'actions qui sera déterminé par la compagnie;

3. Ouvrir et opérer des succursales dans des fabriques, entrepôts, magasins, boutiques, agen-

"The Dorothy Perkins Co., Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, incorporating: Samuel Chait, Advocate, Freda Pomerance, *fille majeure*, Stenographer, and Bob Lewandowski, Student, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the business of dealers and manufacturers of ladies' and men's clothing and wearing apparel, and the business of dry goods merchants, and as manufacturers, to buy and sell, trade and deal in all kinds of ladies' and men's clothing or wearing apparel, and as tailors, dress-makers, drapers, hosiers, milliners, hatters, costumers, furriers, glovers, silk, cotton and lace merchants, and dealers of and in any leather goods, with the right to manufacture, retail, import and export the same;

2. To acquire by way of purchase, exchange, lease or otherwise, any business of a similar kind, including machinery, stock in trade, good will, furniture and other accessories, and pay for same in cash, or fully paid up shares of the Company for such price and for the number of shares as may be determined by the Company;

3. To open and operate branches in factories, warehouses, stores, shops, private agencies, coun-

ces privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes d'endroits où le commerce de la compagnie peut être exploité;

4. Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant des affaires dans toutes lignes se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

5. Se fusionner avec aucune compagnie, société ou personne exploitant un commerce similaire en tout ou en partie à ceux des objets de la présente compagnie;

6. Vendre, louer, transférer ou autrement disposer de la totalité ou toute partie du commerce et de l'entreprise de la compagnie en faveur de toute autre personne, firme, compagnie ou corporation, et accepter par voie de considération pour telle vente, location ou transfert, des argents ou toutes actions, titres, débetures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

7. Acquérir par achat, louer, arrenter, vendre, échanger ou disposer de toute manière de toute propriété immobilière ou tout immeuble que la présente compagnie peut considérer nécessaire ou utile d'exploiter dans tout son commerce;

8. Exercer tout autre commerce ou entreprise qui semblera à la compagnie susceptible d'être économiquement ou convenablement exercée en rapport avec toute partie du commerce de la compagnie, ou de nature à augmenter directement ou indirectement les intérêts de la compagnie;

9. Emettre, soit entièrement libérés ou partiellement libérés, des titres, actions, obligations ou débetures de la compagnie à toute personne, firme ou corporation pour tous biens ou droits acquis par la compagnie, et rémunérer soit en deniers ou en titres, obligations ou débetures, tel que susdit, toute personne, firme ou corporation pour services rendus à la compagnie en rapport avec son incorporation, sa promotion ou son organisation ou concernant la conduite du commerce de la compagnie, sous le nom de "The Dorothy Perkins Co., Inc.", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinquante (50) actions de cent dollars (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

✓ Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril, 1936.

2657

ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

ters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the Company may be carried on;

4. To take agencies for any Company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with any of the present Company's objects;

5. To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present Company's objects;

6. To sell, lease, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the business and undertakings of the company to any other person, firm, company or corporation, and to accept by way of consideration for such sale, lease or transfer, monies or any shares, stock, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

7. To acquire by purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way any immovable property or real estate which the present Company may consider necessary or useful to carry out in all its business;

8. To carry on any other business or undertaking which may seem to the company capable of being economically or conveniently carried on in connection with any portion of the company's business, or calculated directly or indirectly to enhance the Company's interests;

9. To issue either fully or paid up or partly paid up stock, shares, bonds or debentures of the Company to any person, firm or corporation for any property or rights acquired by the Company, and to remunerate either in cash or in stock, bonds or debentures, as aforesaid, any person, firm or corporation for services rendered to the Company in connection with its incorporation, promotion or organization or in connection with the conduct of the company's business, under the name of "The Dorothy Perkins Co., Inc.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into fifty (50) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

2658-o

ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour d'avril 1936, constituant en corporation: Max-S. Kaufman, avocat, Solomon Schleifer, notaire, et Dame Lillian Payne, sténographe, épouse séparée de biens de Jack Caplan, tous de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce qui consiste à faire la perception, le placement, le règlement et l'ajustement de comptes de toutes sortes;

2. Acheter, vendre et faire le commerce de comptes, lettres de change, dettes de livre, contrats, dettes, jugements, hypothèques, billets à ordre et/ou tous autres effets négociables, et percevoir par tous moyens légaux des montants d'argent représentés par les effets susdits;

3. Solliciter, obtenir, préparer, composer, dessiner, publier, émettre et distribuer des rapports et comptes classifiés de crédit commercial d'indi-

"The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of April, 1936, incorporating: Max-S. Kaufman, advocate, Solomon Schleifer, notary, and Dame Lillian Payne, stenographer, wife separate as to property of Jack Caplan, all of the city of Montreal, for the following purposes:

1. To engage in the business of collecting, investing, settling and adjusting accounts of all sorts;

2. To purchase, sell and deal in accounts, bills of exchange, book debts, contracts, debts, judgments, mortgages, promissory notes and /or any other negotiable instruments, and to collect by all lawful means, sums of money represented by the aforesaid;

3. To solicit, obtain, prepare, compose, design, publish, issue and distribute commercial credit reports and ratings of private individuals, part-

vidus, société, corporation et / ou de compagnies à responsabilité limitée;

4. Faire des investigations commerciales, financières et industrielles et faire enquête en général sur les détails des comptes pour les clients ou pour ceux qui ont des relations avec la compagnie et fournir des rapports sur iceux;

5. Agir comme ajusteurs, arbitres, agents, percepteurs et investigateurs;

6. Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie par l'émission d'obligations, débetures ou autrement;

7. Vendre ou aliéner l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de la dite entreprise pour la considération que la compagnie jugera à propos, particulièrement pour les actions débetures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables à ceux de la présente compagnie;

8. Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

9. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débetures ou actions-débetures que la compagnie est autorisée par la loi à émettre;

10. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débetures, actions-débetures ou autres valeurs de la présente compagnie, soit en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

11. Acheter ou autrement acquérir, vendre, aliéner, hypothéquer, louer ou autrement faire le commerce de biens mobiliers et immobiliers aux termes et conditions qui seront jugés avantageux;

12. Placer et négocier les deniers de la compagnie et accepter telles garanties qui seront jugées avantageuses y compris des garanties hypothécaires;

13. Emprunter de l'argent et en garantir le remboursement par le transfert ou la mise à hypothèque des biens, soit mobiliers ou immobiliers, de cette compagnie;

14. Faire toutes ou aucune des choses susdites comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres sous le nom de "The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd", avec un capital total de cinq mille dollars (\$5,000.00), divisé en cinq cents (500) actions de dix dollars (\$10.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,

2659

Sous-secrétaire de la Province.

nership, corporations and / or limited liability companies;

4. To make commercial, financial and industrial investigations and to investigate generally the whereabouts of accounts for customers or those having dealings with the company and to furnish reports thereon;

5. To act as adjusters, arbitrators, agents, collectors and investigators;

6. To borrow money upon the credit of the Company by the issue of bonds, debentures or otherwise;

7. To sell or dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other Company having objects similar to those of the Company;

8. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the Company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

9. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled to issue;

10. To issue, hand over and allot as full paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this Company, either in payment or part payment of any property or rights which this Company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

11. To purchase or otherwise acquire, sell, alienate, hypothecate, lease or otherwise deal with property moveable and immoveable upon such terms and conditions as may be deemed advisable;

12. To invest and deal with the monies of the Company and to accept such securities as may be deemed advisable including hypothecary securities;

13. To borrow money and to secure the repayment thereof by the transfer or hypothecation of the assets of this Company, whether moveable or immoveable;

14. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others, under the name of "The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd.", with a total capital stock of five thousand dollars (\$5,000.00), divided into five hundred (500) shares of ten dollars (\$10.00) each.

The head office of the company will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,

2660-o

Assistant Provincial Secretary

Lettres Patentes Supplémentaires

Supplementary Letters Patent

"Georgia Development Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres

"Georgia Development Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223,

patentes supplémentaires, en date du quatorzième jour d'avril 1936, à la compagnie "Georgia Development Company, Limited", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que le capital-actions soit augmenté de \$5,000.00, divisé en 50 actions d'une valeur au pair de \$100.00 chacune à \$90,000.00 divisé en 90,000 actions d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, et que les directeurs soient et ils sont par les présentes autorisés à solliciter du Lieutenant-Gouverneur en Conseil des lettres patentes supplémentaires, autorisant l'augmentation du capital-actions de la compagnie et la division des actions de la compagnie en 100 actions d'une valeur au pair de \$1.00 chacune, pour chaque action présentement en cours d'une valeur au pair de \$100.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quatorzième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2661 Sous-secrétaire de la Province.

R. S. Q., 1925, bearing date the fourteenth day of April, 1936, to the company "Georgia Development Company, Limited", ratifying a by-law of the company, as follows, to wit:

That the capital stock be increased from \$5,000.00 divided into 50 shares of par value of \$100.00 each to \$90,000, divided into 90,000 shares of par value of \$1.00 each, and that the directors be and they are hereby authorized to petition the Lieutenant-Governor in Council for supplementary letters patent, authorizing the increase in the capital stock of the company and the division of the shares of the company into 100 shares of par value of \$1.00 each, for each share presently outstanding of a par value of \$100.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2662-o Assistant Provincial Secretary.

"Industrial Development and Service Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46, 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingtième jour d'avril 1936, à la compagnie "Industrial Development and Service Company", ratifiant un Règlement, modifiant son capital, comme suit, à savoir:

Que toutes les cent actions autorisées et émises sans valeur nominale ou au pair du capital-actions de la compagnie soient et elles sont par les présentes changées en un nombre égal d'actions d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune;

Le capital-actions de la compagnie, après que le changement susdit aura été effectué, est et il est par les présentes augmenté de 1,350 actions additionnelles d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune, de façon à ce que dans l'avenir le capital-actions de la compagnie consistera en sept mille deux cent cinquante dollars (\$7,250.) divisé en 1,450 actions d'une valeur au pair de cinq dollars (\$5.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingtième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2663 Sous-secrétaire de la Province.

"Industrial Development and Service Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of April, 1936, to the company "Industrial Development and Service Company", ratifying a By-law, modifying its capital, as follows, to wit:

All of the one hundred authorized and issued shares without nominal or par value of the capital stock of the Company be and they are hereby changed into an equal number of shares of the par value of five dollars (\$5.00) each;

The capital stock of the Company, after giving effect to the change above made, be and it is hereby increased by an additional 1,350 shares of the par value of five dollars (\$5.00) each, so that in future the capital stock of the Company shall consist of seven thousand, two hundred and fifty dollars (\$7,250.), divided into 1,450 shares of the par value of five dollars (\$5.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twentieth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2664-o Assistant Provincial Secretary.

"Monarch Garage, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinquième jour d'avril 1936, changeant le nom de la compagnie "Transportation Investment Corporation, Limited", en celui de "Monarch Garage, Limited".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2665-o Sous-secrétaire de la Province.

"Monarch Garage, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of April, 1936, changing the name of the Company "Transportation Investment Corporation, Limited", to that of "Monarch Garage, Limited".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2666 Assistant Provincial Secretary.

"Sterling Transport, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-sep-

"Sterling Transport, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh

tième jour d'avril 1936, changeant le nom de la compagnie "Lamoureux Transport, Ltd", en celui de "Sterling Transport, Ltd".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour d'avril 1936.

ALEX. DESMEULES,
2667-o Sous-secrétaire de la Province.

Fair Finance Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du septième jour de mars 1936, changeant le nom de la compagnie "Just Finance Company", en celui de "Fair Finance Company".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce septième jour de mars 1936.

ALEX. DESMEULES,
2669-o Sous-secrétaire de la Province.

day of April, 1936, changing the name of the company "Lamoureux Transport, Ltd", to that of "Sterling Transport, Ltd".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of April, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2668 Assistant Provincial Secretary.

Fair Finance Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of March, 1936, changing the name of the Company "Just Finance Company", to that of "Fair Finance Company".

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of March, 1936.

ALEX. DESMEULES,
2670 Assistant Provincial Secretary.

Assurances

AVIS DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Avis est par le présent donné que le permis et l'enregistrement d'une société de secours mutuels sous le nom de "Kamenetzer Protective Association", ont été accordés en vertu des sections XII et XIII de la Loi des Assurances de Québec.

Le but de la dite société est déclaré être: au moyen de souscriptions de ses membres de pourvoir à ceux de ses membres qui sont affligés par suite de maladie et, dans le cas de mort des membres, de pourvoir aux frais des funérailles et d'enterrement ainsi que des veuves et orphelins ou représentants légaux.

Donné conformément aux dispositions de l'article 121 de la dite loi, ce 29ième jour d'avril 1936.

L'Assistant-Surintendant des Assurances,
J.-A. PARADIS.
Pour le Trésorier de la Province.

2671-o

AVIS DE TRANSPORT

Avis est par le présent donné qu'en vertu d'un arrêté en conseil portant le No 1241 et approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 25 avril 1936, l'acte d'accord daté du 24 février 1936 à l'effet de transporter les biens détenus en fiducie par "The Quebec Savings & Trust Company" à "The Chartered Trust & Executor Company", a été approuvé conformément aux dispositions de la section 1 de la loi 25-26 George V, chapitre 150.

Donné en vertu du sous-paragraphe c du paragraphe 20 de l'article 19 de la section 1 de la loi susmentionnée, ce 30ième jour d'avril 1936.

B.-ARTHUR DUGAL,
Inspecteur des Compagnies de Fidéicommis.
2673-o

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

Avis est par le présent donné que le nom de "The Sun Trust Company, Limited", une compagnie dûment incorporée en vertu des dispositions de la première partie du chapitre 79 des Statuts Refondus du Canada 1906, a été changé.

NOTICE OF LICENSE AND REGISTRATION

Notice is hereby given that the license and registration of a mutual benefit association under the name of "Kemenetzer Protective Association" have been granted in virtue of Divisions XII and XIII of the Quebec Insurance Act.

The purposes of the said association are stated to be: by means of contributions from its members of making provision for those of its members who are afflicted by sickness, and in case of death of members to provide for their funeral and burial expenses and to provide for their widows and orphans or legal representatives.

Given pursuant to the provisions of section 121 of the Quebec Insurance Act, this 29th. day of April, 1936.

J. A. PARADIS,
Assistant Superintendent of Insurance.
For the Treasurer of the Province.
2672-o

NOTICE OF TRANSPORT

Notice is hereby given that pursuant to an order in council bearing No. 1241 and approved by the Lieutenant-Governor on the 25th. of April, 1936, the agreement dated of the 24th. of February, 1936, authorizing the transfer of the properties held in trust by "The Quebec Savings & Trust Company" to the "Chartered Trust & Executor Company", has been approved pursuant to the provisions of section 1 of Act 25-26 George V, chapter 150.

Given in virtue of paragraph c of subsection 20 of section 19 of the above mentioned Act, this 30th. day of April, 1936.

B. ARTHUR DUGAL,
Inspector of Trust Companies.
2674-o

NOTICE OF CHANGE OF NAME

Notice is hereby given that the name of "The Sun Trust Company, Limited", a company duly incorporated under the provisions of the first part of chapter 79 of the Revised Statutes of Canada, 1906, has been changed into that of "The Sun

en celui de "The Sun Trust, Limited—(Le Sun Trust, Limitée)", en vertu de lettres patentes supplémentaires accordées à la dite compagnie par le Secrétaire d'Etat du Canada, le 22 novembre 1933.

Donné conformément aux dispositions de l'article 28 de la Loi des Compagnies de Fidéicommis, ce 30ième jour d'avril 1936.

B.-ARTHUR DUGAL,
Inspecteur des Compagnies de Fidéicommis.
Pour le Trésorier de la Province.

2675-o

Trust, Limited—(Le Sun Trust, Limitée)", in virtue of letters patent granted by the Secretary of State of Canada, dated the 22nd. day of November, 1933.

Given pursuant to the provisions of section 28 of the Trust Companies Act, this 30th. day of April, 1936.

B. ARTHUR DUGAL,
Inspector of Trust Companies.
For the Treasurer of the Province.

2676-o

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que, Louis de Gonzague Prévoist, avocat et Conseil du Roi, Daniel Hillman, ingénieur civil et Geoffrey G. Ommanney, ingénieur civil, tous trois de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour faire adopter une loi incorporant une compagnie sous le nom de "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", pour tracer, construire, équiper, maintenir et opérer un chemin de fer partant de ou près de la Ville d'Angliers, dans le district électoral de Temiscamingue, dans la Province de Québec, et se dirigeant d'Angliers dans une direction nord à travers les cantons Baby, Guérin, Montreuil, Remigny, Désandrouins, Montbeillard, Beauchastel et Rouyn jusqu'à ou près de la ville de Noranda; et de là dans une direction est à travers les cantons de Rouyn et Joannes, dans le district électoral de Temiscamingue, et les cantons de Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Dubuisson et / ou Varsan et Bourlamaque; jusqu'à ou près de la ville de Bourlamaque; et de là dans une direction nord-est à travers les cantons de Louvicourt, Senneville, Pascalis et Tiblemont, jusqu'à ou près de la ville de Senneterre, dans le district électoral de l'Abitibi; et d'un point à ou près de la dite ville de Senneterre, par la route la plus directe et la plus praticable, à un point sur le lac Chibougamau, dans le district électoral du Lac Saint-Jean; pour construire des lignes d'embranchement et extensions d'aucuns points sur ces lignes principales, pourvu que, excepté dans le but de connections avec un autre chemin de fer, aucun de ces embranchements ou extensions n'excède une distance de 50 milles; avec tous les pouvoirs ordinairement accordés à telle compagnie de chemin de fer et spécialement pour déterminer le nombre de directeurs; la convocation des assemblées générales: les avis à être donnés de telles assemblées: le droit de construire, acquérir, aménager et opérer des hôtels, restaurants et maisons pour l'accommodation du public; le droit de construire, acquérir, louer, maintenir et opérer des vaisseaux à vapeur ou autres et tous docks, quais et autres facilités ou accessoires nécessaires ou désirables pour leur maintien et opération; pour acquérir posséder, maintenir et opérer des véhicules-moteurs, aéroplanes ou autre équipement aérien pour le transport des passagers et des marchandises, et toutes facilités ou accessoires nécessaires ou désirables en rapport avec tel transport, pour augmenter le capital-actions de la compagnie: pour déterminer le délai dans lequel telle compagnie pourra commencer ses opérations; pour passer toute convention avec les municipalités en rapport avec la construction, le maintien et l'opération de

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that Louis de Gonzague Prevost, Advocate and King's Counsel; Daniel Hillman, Civil Engineer, and Geoffrey G. Ommanney, Civil Engineer, all three of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of Temiscamingue & Abitibi Railway Company, to lay out, construct, equip, maintain and operate a railway from a point at or near the Town of Angliers, in the Electoral District of Temiscamingue, in the Province of Quebec, and extending from Angliers in a Northerly direction through the Townships of Baby, Guerin, Montreuil, Remigny, Desandrouins, Montbeillard, Beauchastel and Rouyn to a point at or near the Town of Noranda; thence in an Easterly direction through the Townships of Rouyn and Joannes, in the Electoral District of Temiscamingue, and the Townships of Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Dubuisson and / or Varsan and Bourlamaque, to a point at or near the Town of Bourlamaque; thence in a North Easterly direction through the Townships of Louvicourt, Senneville, Pascalis and Tiblemont, to a point at or near the Town of Senneterre, in the Electoral District of Abitibi; and from a point at or near the said Town of Senneterre, by the most direct and feasible route, to a point of Lake Chibougamau, in the Electoral District of Lake Saint John; to build branch lines and extensions from any points on these main lines, provided that, except for the purposes of connections with another railway, any such branch lines or extensions shall not exceed in length fifty (50) miles; with all the powers usually conferred upon such a railway company and especially to determine the number of directors; the calling of general meetings; the notices to be given of such meetings; the right to construct, acquire, equip and operate hotels, restaurants and houses of public entertainment; the right to construct, acquire, charter, maintain and operate steam and other vessels and all docks, wharves and other facilities necessary or desirable for the maintenance and operation thereof; to acquire, own, maintain and operate motor vehicles, aeroplanes, or other aerial equipment for the transport of passengers and freight, and all facilities necessary or desirable in connection therewith; to increase the capital stock of the company; to determine the delays within which such company may start its operations; to enter into agreements with municipalities in respect of the construction, maintenance and operation of the undertaking of the company; to enter into agreements with other companies or persons for amalgamation, sale, lease or use and operation

l'entreprise de la Compagnie; pour passer toute convention avec d'autres compagnies ou personnes pour l'amalgamation, vente, location ou usage et opération des entreprises des parties à telle convention ou toute portion ou portions d'icelles.

Et pour toutes autres fins.
Québec, 16 avril 1936.

Les procureurs des requérants,
2285-16-4-o GRAVEL, THOMSON & HEARN.

Avis est par les présentes donné que lors de l'étude de la Loi exemptant les Commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Liesse dans le comté de Jacques-Cartier, dans le district de Montréal, de l'application de certaines lois, par le Conseil Législatif, un amendement y sera proposé pour rendre ces dispositions applicables à la Commission Scolaire de la Côte Notre-Dame-de-Vertu, dans le comté de Jacques-Cartier.

Le procureur des Commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Vertu,
2479-17-4-o PAUL DALMÉ.

Avis public est par les présentes donné que Dame Alice Amyot, épouse de Albert Paquet, médecin, Dame Gabrielle Amyot, épouse de Henri Bray, financier, tous quatre de la cité de Québec, district de Québec, et Horatio-Euclide-Joseph Amyot, industriel, de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente Session, aux fins de faire autoriser les exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu l'Honorable Georges-Elie Amyot, à placer les deniers dépendant de la Succession de ce dernier, soit en conformité avec les dispositions de la clause dix-huit du testament de celui-ci, soit en conformité des dispositions de l'article 981-o Code Civil, et pour toutes autres fins.

Montréal, ce 23 avril 1936.

Les procureurs des pétitionnaires,
BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER.
2551-18-4-o

of the undertakings of such contracting parties or any portion or portions thereof.

And for other purposes.
Quebec, April 16, 1936.

GRAVEL, THOMSON & HEARN,
2286-16-4-o Attorneys for Petitioners.

Notice is hereby given that at the time of the study of the Act exempting the School Commissioners of Côte Notre-Dame-de-Liesse in the county of Jacques-Cartier, in the district of Montreal, from the application of certain acts, by the Legislative Council, an amendment thereto shall be proposed to render its provisions applicable to the School Commission of Côte Notre-Dame-de-Vertu, in the County of Jacques-Cartier.

PAUL DALME,
Attorney for the School Commissioners of Côte Notre-Dame-de-Vertu.
2480-17-4

Public notice is hereby given that Dame Alice Amyot, wife of Albert Paquet, physician, Dame Gabrielle Amyot, wife of Henri Bray, financier, all four of the city of Quebec, district of Quebec, and Horatio Euclide Joseph Amyot, manufacturer, of the city of Montreal, district of Montreal, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present Session, for the purpose of authorizing the testamentary executors and trustees of the late Honourable Georges Elie Amyot, to invest the monies belonging to the Estate, in accordance with the provisions of clause eighteen of the last will and testament of the said late Georges Elie Amyot, or in accordance with the provisions of section 981-o Civil Code, and for all other purposes.

Montreal, April 23rd., 1936.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER & TELLIER,
Attorneys for the Petitioners.
2552-18-4-o

Arrêté en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 26 février 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 27 février 1936.

Concernant "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée".

551

L'Honorable Secrétaire de la Province, dans un mémoire en date du 26 février, (1936), expose:

Que "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée" a transmis, pour approbation, ses règlements adoptés le 9 février 1936;

Qu'il y a lieu, vu le rapport du Procureur général, en date du 24 février, 1936, d'approuver les dits règlements;

En conséquence, l'honorable Secrétaire recommande que lesdits règlements de "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée", adoptés le 9 février, 1936, soient approuvés conformément aux dispositions de l'article 207b de la Loi des compagnies de Québec, tel qu'édicte par 23 George V, chapitre 83.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

Order in Council

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council dated the 26th of February 1936, approved by the Lieutenant-Governor on the 27th of February 1936.

Respecting "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée".

551

The Honourable the Secretary of the Province, in a memorandum dated the 26th of February (1936) sets forth:

That "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée" has transmitted for approval, its by-laws adopted on the 9th of February 1936;

That it is expedient, seeing the report of the Attorney General, dated the 24th of February 1936, to approve the said by-laws;

Therefore, the Honourable the Secretary recommends that the said by-laws of "L'Association de Protection aux Aveugles Incorporée", adopted on the 9th of February 1936, be approved pursuant to the provisions of article 207b, of the Quebec Companies' Act, as enacted by 23 George V, chapter 83.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

Vente pour taxes municipales—Sale for municipal taxes

Province de Québec

Province of Quebec

DISTRICT DE CHICOUTIMI, CORPORATION DU
CANTON TREMBLAYDISTRICT OF CHICOUTIMI, CORPORATION OF THE
TOWNSHIP OF TREMBLAY

Avis public est par les présentes donné par Alfred Tremblay E., secrétaire-trésorier de la Corporation du Canton Tremblay, que la Commission Municipale de Québec, par un arrêté en date du vingt-deuxième jour d'avril, l'an mil neuf cent trente-six, a ordonné au soussigné, conformément aux dispositions de l'article 46a de la Loi de la Commission Municipale de Québec, de faire vendre les immeubles sur lesquels il était dû des taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires, et qu'en conséquence les lots ou parties de lots ci-après mentionnés seront vendus par encan public dans la salle publique de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Chicoutimi, (salle des séances du Conseil de Canton Tremblay) le VINGT-SIXIEME jour de MAI mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi, pour taxes générales ou spéciales, municipales ou scolaires dues à la Corporation du Canton Tremblay et à la Commission Scolaire de la paroisse de Sainte-Anne de Chicoutimi, à moins qu'elles ne soient payées avec les intérêts et les frais avant la vente.

Public notice is hereby given by Alfred Tremblay E., secretary-treasurer of the Corporation of the Township of Tremblay, that the Quebec Municipal Commission, by an order dated the twenty second day of April of the year nineteen hundred and thirty six, has ordered the undersigned, pursuant to the provisions of article 46a of the Quebec Municipal Commission Act, to sell the immovables on which are due arrears of general or special, municipal or school taxes, and consequently the lots or parts of lots hereinafter mentioned will be sold by public auction in the Public Hall of the parish of Sainte Anne, in the County of Chicoutimi (Council meeting room of the Township of Tremblay), on the TWENTY SIXTH day of MAY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon, for general or special, municipal or school taxes due to the Corporation of the Township of Tremblay and to the Parish of Sainte Anne de Chicoutimi School Commission, unless the same be paid, with interest and costs, before the sale.

Numéros d'ordre Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant Name of proprietor or occupant	Numéro du cadastre Cadastral number	Rang Range	Canton Township	Nos de lots Nos of lots	Superficie approximative en acres Approximate area in acres
1	Bouehard, Gérard	Pt. du-of lot 28	5	Tremblay	28	60

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du Canton Tremblay sous le numéro vingt-huit (28) du cinquième rang au cadastre officiel du Canton Tremblay, sauf à distraire de ce lot, cinq arpents de profondeur du côté sud sur la largeur de ce lot—avec bâtisses dessus construites et toutes dépendances, appartenant à Dame Julia Bouchard, épouse de M. Henri Desjardins, et sauf aussi à distraire, les droits et privilèges que peut avoir sur ce lot la Cie Electrique du Saguenay—avec ensemble bâtisses dessus construites s'il s'en trouve, circonstances et dépendances.

The lot of land known and designated on the official cadastre of the township of Tremblay under number twenty eight (28) of the fifth range of the official cadastre of the township of Tremblay, save to be deducted from the said lot, five arpents in depth, on the South side by the width of the said lot—with the buildings thereon erected and all dependencies, belonging to Dame Julia Bouchard, wife of Mr. Henri Desjardins, and save also to be deducted, the rights and privileges which the Saguenay Electric Co. may have on the said lot—together with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

2	Bouchard, Gérard	Pt. du-of lot 29	5	Tremblay	29	60
---	------------------	------------------	---	----------	----	----

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du Canton Tremblay sous le numéro vingt-neuf (29) du cinquième rang au cadastre officiel du Canton Tremblay, sauf à distraire de ce lot cinq arpents de profondeur du côté sud sur la largeur de ce lot—avec bâtisses dessus construites et toutes dépendances, appartenant à Dame Julia Bouchard, épouse de M. Henri Desjardins, et sauf aussi à distraire, les droits et privilèges que peut avoir sur ce lot la Cie Electrique du Saguenay; avec ensemble dessus construites les bâtisses s'il s'en trouve, circonstances et dépendances.

The lot of land known and designated on the official cadastre of the Township of Tremblay under number twenty nine (29) of the fifth range of the official cadastre of the township of Tremblay, save to be deducted from the said lot five arpents in depth on the South side by the width of the said lot—with buildings thereon erected and all dependencies, belonging to Dame Julia Bouchard, wife of Mr. Henri Desjardins, and save also to be deducted, the rights and privileges which the Saguenay Electric Co. may have on the said lot; together with the buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

3	Bouchard, Gérard	Pt. du-of lot 30	5	Tremblay	30	60
---	------------------	------------------	---	----------	----	----

Le lot de terre connu et désigné au cadastre officiel du Canton Tremblay sous le numéro trente (30) du cinquième rang au cadastre officiel du Canton Tremblay, sauf à distraire de ce lot cinq arpents de profondeur du côté sud sur la largeur de ce lot—avec bâtisses dessus construites et toutes dépendances, appartenant à Dame Julia Bouchard, épouse de M. Henri Desjardins, et sauf aussi à distraire, les droits et privilèges que peut avoir sur ce lot la Cie Electrique du Saguenay; ensemble bâtisses dessus construites s'il s'en trouve, circonstances et dépendances.

The lot of land known and designated on the official cadastre of the Township of Tremblay under number thirty (30) of the fifth range of the official cadastre of the Township of Tremblay, save to be deducted from the said lot five arpents in depth on the South side by the width of the said lot—with buildings thereon erected and all dependencies, belonging to Dame Julia Bouchard, wife of Mr. Henri Desjardins, and save also to be deducted the rights and privileges which the Saguenay Electric Company may have on the said lot; together with the buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

Numéros d'ordre Numerical Order	Nom du propriétaire ou occupant Name of proprietor or occupant	Numéro du cadastre Cadastral number	Rang Range	Canton Township	Nos de lots Nos of lots	Superficie approximative en acres Approximate area in acres
4	Gauthier, Joseph.	Pt. du-of lot 4.	1 E.	Tremblay.	1	2

Un terrain de figure irrégulière d'une superficie d'environ deux acres, sans aucune garantie de mesure précise, formant partie du lot No 4 (quatre) du premier rang est au cadastre officiel du Canton Tremblay et compris dans les bornes suivantes:—Vers l'est par le terrain de M. Johnny Tremblay Emilien suivant la ligne séparative des lots quatre et cinq dudit rang, vers le sud à la Rivière Saguenay et vers l'ouest et le nord-ouest par le terrain de Louis Savard "Garçon" ou représentants suivant la ligne centrale du ruisseau puant qui, partant de la ligne séparative des lots quatre et cinq, divise le terrain de culture dudit Louis Savard de celui susdésigné, continue jusqu'au bord du capet, se déverse ensuite dans la Rivière Saguenay, le tout sans bâtisses et avec dépendances.

A lot of land of irregular figure of an area of about two acres, without warranty of exact measurement forming part of lot No. 4 (four) of the first range of the official cadastre for the Township of Tremblay and comprised within the following boundaries:—Towards the East by the land of Mr. Johnny Tremblay Emilien following the division line of lots four and five of the said range, on the South by the Saguenay river and on the West and Northwest by the land of Louis Savard "Garçon" or representatives following the central line of the "Puant" stream, which, starting at the division line of lots four and five, divides the farm land of the said Louis Savard from the lot hereinabove described, continues as far as the edge of the small cape and then empties into the Saguenay river, the whole without buildings and with dependencies.

5	Tremblay, Jos. "Alexis"	Pt. du-of lot 20	6	Simard.	20	50
---	-------------------------------	------------------------	---	--------------	----	----

La moitié nord-est du lot numéro vingt (20) du sixième rang au cadastre officiel du Canton Simard, dans le comté de Chicoutimi, contenant cinquante acres en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses, s'il s'en trouve, et améliorations, circonstances et dépendances.

The Northeastern half of lot number twenty (20) of the sixth range of the official cadastre of the township of Simard, in the county of Chicoutimi, containing fifty acres in area, more or less—with all the buildings, if any, improvements, circumstances and dependencies.

4	Girard, Louis-Philippe ou-or Mailloux, Joseph.	Pt. 24a.	3	Tremblay.	24a	$\frac{3}{4}$
---	--	---------------	---	----------------	-----	---------------

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot connu et désigné au cadastre officiel du Canton Tremblay, sous le numéro vingt-quatre-A (24-A) du troisième rang de ce Canton situé dans l'angle sud-est de ce lot, lequel terrain mesure soixante-quinze pieds de largeur du sud-est au nord-ouest et cent trente-trois pieds de profondeur du sud-ouest au nord-est et est borné au sud-ouest par le chemin public de front actuel, vers le sud-est par le terrain de Charles Brassard, possédant le numéro 24-B (vingt-quatre-B) du même rang, vers le nord-est et le nord-ouest par le terrain de Pierre Tremblay—avec toutes bâtisses et dépendances. Avec le droit d'exiger dudit Pierre Tremblay, fils Théophile, dans le cas où le chemin de front actuel serait refait entièrement dans le trait-carré plus au nord-est en front du terrain ci-dessus de lui fournir et livrer à la profondeur du terrain ou emplacement susdésigné la moitié en largeur du terrain qui sera pris pour le nouveau chemin de front du terrain maintenant décrit.

All that parcel of land or emplacement forming part of the lot known and designated on the official cadastre for the Township of Tremblay, under number twenty four-A (24-A) of the third range of the said Township, situate in the Southeast angle of the said lot, which lot of land measures seventy five feet in width from Southeast to Northwest and one hundred and thirty three feet in depth from Southwest to Northeast and is bounded on the Southwest by the present public front road, on the Southeast by the land of Charles Brassard, owning number 24-B (twenty four-B) of the same range, towards the Northeast and Northwest by the land of Pierre Tremblay—with all buildings and dependencies. With the right to exact from the said Pierre Tremblay, son of Théophile, in the case where the present front road shall be entirely remade in the "trait-carré" more to the Northeast in front of the lot of land hereinabove, to furnish it and cede at the depth of the lot of land or emplacement hereinabove described, half the width of the land which shall be taken for the new front road from the lot of land presently described.

5	Simard Alias	Pt. du-of lot 5	1 E.	Tremblay.	5	$\frac{3}{4}$
---	--------------------	-----------------------	------	----------------	---	---------------

Tout ce lopin de terre ou emplacement formant partie du lot cinq (5) au cadastre officiel du Canton Tremblay, au 1er rang est dudit Canton, et lequel lopin de terre ou emplacement mesure soixante-cinq pieds de largeur de l'est à l'ouest sur cent vingt-cinq pieds de profondeur du sud-ouest au nord-est, borné au nord par le chemin public, à l'est et au sud par le terrain de Alfred Tremblay E. et à l'ouest par la ligne séparative entre les lots quatre et cinq du premier rang est dudit Canton Tremblay—avec toutes les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances.

All that parcel of land or emplacement forming part of lot five (5) of the official cadastre for the Township of Tremblay, in the 1st East range of the said Township, and the said parcel of land or emplacement measures sixty five feet in width from East to West by one hundred and twenty five feet in depth from Southwest to Northeast, bounded on the North by the public road, on the East and South by the land of Alfred Tremblay E. and on the West by the division line between lots four and five of the first East range of the said Township of Tremblay—with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Tous les lots et parties de lots susmentionnés formant partie du cadastre officiel de Simard et Tremblay.

La vente sera faite sujette à tous les droits acquis de la Corporation du Canton Tremblay.

Donné à Sainte-Anne de Chicoutimi, ce 23 avril 1936.

Le délégué spécial,
ALFRED TREMBLAY, E.

All the lots and parts of lots hereinabove mentioned forming part of the official cadastre of Simard and Tremblay.

The sale shall be made subject to all the acquired rights of the Corporation of the Township of Tremblay.

Given at Sainte Anne de Chicoutimi, this 23rd of April, 1936.

ALFRED TREMBLAY E,
Special delegate.

Avis divers

Miscellaneous Notices

"L'ASSOCIATION DE PROTECTION AUX AVEUGLES,
INCORPORÉE".

Extrait des règlements de l'Association.

Art. 13—Conseil Exécutif:

L'Association est administrée par un Conseil Exécutif qui se compose d'un Président, d'un Vice-Président, d'un Secrétaire-Trésorier et de deux conseillers.

Montréal, le 9 février 1936.

Le secrétaire correspondant,
2679-o EMILE HERBERT.

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 25 avril 1936.

Le siège principal de la société est à 2010 Cartier, Montréal.

2681-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique du Textile de Saint-Hyacinthe", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 25 avril 1936.

Le siège principal de la société est fixé dans la ville de Saint-Hyacinthe.

2683-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

"INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT
COMPANY LIMITED".

"Règlement Numéro XL (b)".

(étant un règlement réduisant le nombre des
directeurs)

Le nombre des directeurs de cette compagnie est par les présentes réduit de 10 (dix) à 7 (sept), et le Règlement No 11 tel qu'amendé par les Règlements Nos XXV, XXVI, XXVIII, XXXI, XL et XL (a), est, par les présentes, de nouveau amendé en en retranchant le mot "dix" partout où il apparaît dans tel règlement et en y substituant le mot "sept".

Certifié vraie copie.

Montréal, le 28 avril 1936.

2699 Le secrétaire,
A.-H. LANG.

Extrait certifié des minutes de l'Assemblée du Bureau de direction de la compagnie "B. Gardner Limited", tenue aux Bureaux de la compagnie, Montréal, mercredi, le 15 avril 1936.

Sur motion il a été résolu que le Règlement No X de la Compagnie soit:

"Attendu que la compagnie a cessé d'exercer ses opérations, excepté pour fins de ventilation de ses affaires et n'a aucunes dettes et obligations auxquelles elle n'a pas pourvu et qui ne sont pas protégées;

"L'ASSOCIATION DE PROTECTION AUX AVEUGLES,
INCORPORÉE".

Extract from the By-laws of the Association.

Art. 13—Executive Council:

The Association is administered by an Executive Council composed of a President, a Vice-President, a Secretary-Treasurer and of two directors.

Montreal, February 9th., 1936.

2680 EMILE HERBERT,
Corresponding Secretary.

The formation of an association under the name of "L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the twenty fifth day of April, 1936.

The principal place of business of the association is at 2010 Cartier, Montreal.

2682 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

The formation of an association under the name of "Syndicat National Catholique du Textile de Saint-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the twenty fifth day of April, 1936.

The principal place of business of the association is fixed in the town of Saint Hyacinthe.

2684 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

"INTERNATIONAL HOLDING AND INVESTMENT
COMPANY LIMITED".

"By-law Number XL (b)".

(being a By-law reducing the number of
Directors)

The number of Directors of this Company is hereby decreased from 10 (ten) to 7 (seven), and By-law No. 11 as amended by By-laws Nos. XXV, XXVI, XXVIII, XXXI, XL and XL (a), is hereby further amended by delating therefrom the word "ten" where it appears in such By-law, and by substituting therefor the word "seven".

Certified True Copy.

Montreal, 28th April, 1936.

2700-o A. H. LANG,
Secretary.

Certified Extract of the Minutes of the Meeting of the Board of Directors of B. Gardner Limited, held at the offices of the Company, Montreal, on Wednesday, April 15th, 1936.

On motion it was resolved that By-law No. X of the Company be:

"Whereas the Company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding up its affairs and has no debts and obligations that have not been provided for and protected;

En conséquence qu'il soit décrété ce qui suit:

Que les directeurs de la compagnie soient autorisés à distribuer les biens de la compagnie entre les actionnaires conformément à leurs droits et intérêts respectifs.

Je certifie, par les présentes, que ceci est une vraie copie du Règlement No X de la "B. Gardner Limited".

Le secrétaire-trésorier,
E.-L. GARDNER.

B. GARDNER LIMITED.

Je, certifie, par les présentes, que le susdit Règlement No. X a été passé par le Bureau de direction de la "B. Gardner Limited" le 15ème jour d'avril 1936, et a été unanimement ratifié et confirmé à une Assemblée des actionnaires dûment convoquée pour le considérer, et tenue le 15ème jour d'avril 1936, et à laquelle assemblée tous les actionnaires étaient présents personnellement ou représentés par procuration.

B. GARDNER LIMITED.

2701 Le secrétaire-trésorier,
E.-L. GARDNER.

"RENÉ-T. LECLERC INCORPORÉE"

Règlement No 19"

Que le conseil d'administration de cette compagnie soit composé de sept administrateurs, dont quatre constitueront le quorum, et que les règlements généraux de la compagnie, article (5), adoptés le 12 septembre 1922, soient amendés en y remplaçant le nombre "cinq" par le nombre "sept".

Copie certifiée véritable.

2703-o La secrétaire,
ALINE COUSINEAU.

Action en séparation de corps et de biens

Province de Québec, District de Roberval, Cour Supérieure, No 8840. Yvonne Bilodeau, épouse d'Elzéar Guérin, cultivateur, de Notre-Dame-de-Lourdes, district de Roberval, demanderesse; vs Ledit Elzéar Guérin, du même endroit, défendeur.

Une action en séparation de corps a été instituée en cette cause le 30 avril 1936.

Roberval, 30 avril 1936.

2709-o Les procureurs de la demanderesse,
BERGERON & BERGERON.

Bureaux-chefs

"CAPITAL REALTY COMPANY, LIMITED"

Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Capital Realty Company, Limited", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 20ème jour d'avril 1936, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau-chef à Chambre 413, Insurance Exchange Building, 276 rue Saint-Jacques-Ouest, cité de Montréal, province de Québec.

Now Therefore be it enacted as follows:

That the Directors of the Company be authorized to distribute the assets of the Company among the shareholders according to their respective rights and interest.

I hereby certify that this is a true copy of By-law No. X of B. Gardner Limited.

E. L. GARDNER,
Secretary-Treasurer.

B. GARDNER LIMITED.

I hereby certify that the foregoing By-law No. X was passed by the Board of Directors of B. Gardner Limited, on the 15th day of April, 1936, and was unanimously ratified and confirmed at a Meeting of shareholders duly called for considering the same, also held on the 15th day of April, 1936, and at which meeting all shareholders were personally present or represented by proxy.

B. GARDNER LIMITED.

2702-o E. L. GARDNER,
Secretary-Treasurer.

"RENÉ-T. LECLERC INCORPORÉE"

By-law No. 19"

That the Board of Directors of the present company be composed of seven members, whereof four shall constitute the quorum, and that the general by-laws of the company, article (5), adopted the 12th of September, 1922, be amended by replacing therein the word "five" by the word "seven".

Certified true copy.

2704 ALINE COUSINEAU,
Secretary.

Action for separation as to bed and board and property

Province of Quebec, District of Roberval, Superior Court, No. 8840. Yvonne Bilodeau, wife of Elzéar Guérin, farmer, of Notre Dame de Lourdes, district of Roberval, plaintiff; vs The said Elzéar Guerin, of the same place, defendant.

An action in separation as to bed and board has been taken in this case on the 30th April 1936.

Roberval, 30th April 1936.

2710-o BERGERON & BERGERON,
Attorneys for plaintiff.

Chief Offices

"CAPITAL REALTY COMPANY, LIMITED"

Province of Quebec, district of Montreal.

Notice is hereby given that "Capital Realty Company, Limited", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 20th. day of April, 1936, and having its head office in the city of Montreal, has established its Head Office at Room 413, Insurance Exchange Building, 276 Saint James Street West, city of Montreal, Province of Quebec.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté en la cité de Montréal, Québec, ce 29ème jour d'avril 1936.

2685

Le secrétaire,
B. SCHACHTER.

"JAMES WALKER HARDWARE COMPANY"

Avis est par les présentes donné que la compagnie "James Walker Hardware Company", constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 20 mars 1936, a établi son bureau-chef à 412, rue Saint-Jacques Ouest, en la cité de Montréal.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau de la compagnie sera considéré comme son bureau-chef.

Daté à Montréal, ce 22ème jour d'avril 1936.

2687

Le président,
F.-MAX. HILL.

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la "Montreal Development Company", corporation légalement constituée en vertu de lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le vingt-huitième jour du mois de janvier mil neuf cent vingt-six (1926) ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, au No 1434 rue Sainte-Catherine-ouest, jusqu'à aujourd'hui, a transporté ledit bureau dans les limites de ladite cité de Montréal, au No 627 rue Dorchester-Ouest.

Le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef, à compter de la date du présent avis.

Donné à Montréal, le Vingtème jour du mois d'avril mil neuf cent trente-six (1936).

2691

Le secrétaire,
J.-F. DWANE.

Avis est par les présentes donné que la "Peel Street Development Company", corporation légalement constituée en vertu de lettres patentes, émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le trentième jour du mois de mai mil neuf cent vingt-huit (1928), ayant son bureau-chef, en la cité de Montréal, au No 1434 rue Sainte-Catherine-Ouest, jusqu'à ce jour, a transporté ledit bureau dans les limites de ladite cité de Montréal, au No 627 rue Dorchester-Ouest.

Ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef, à compter de la date de ce présent avis.

Donné à Montréal, le vingtième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-six (1936).

2693

Le secrétaire,
J.-F. DWANE.

Canada, Province de Québec, district de Montréal.

Avis est par les présentes donné que la "West End Development Company", corporation légalement constituée par lettres patentes, émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, le neuvième jour du mois de décembre mil neuf cent vingt-sept (1927), ayant son bureau-chef, en la cité de Montréal, au No 1434 rue Sainte-Catherine-Ouest, jusqu'à ce jour, a

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at the city of Montreal, Quebec, this 29th. day of April, 1936.

2686-o

B. SCHACHTER,
Secretary.

"JAMES WALKER HARDWARE COMPANY"

Notice is hereby given that "James Walker Hardware Company", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, dated March 20th., 1936, has established its head office at 412 Saint James Street West, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice the said premises of the Company shall be considered as its Head Office.

Dated at Montreal, this 22nd. day of April, 1936.

2688-o

F. MAX. HILL,
President.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "Montreal Development Company", a corporation duly incorporated under letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the twenty eighth day of the month of January, nineteen hundred and twenty six (1926), having its Head-Office, in the city of Montreal, at No. 1434 Sainte Catherine Street West, until to-day, has transferred the same within the limits of the said City of Montreal, to No. 627 Dorchester Street West.

The said Office is considered by the Company as being its head-office as from the date hereof.

Given at Montreal, on the twentieth day of the month of April, nineteen hundred and thirty six (1936).

2692-o

J. F. DWANE,
Secretary.

Notice is hereby given that "Peel Street Development Company", a corporation duly incorporated under letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the thirtieth day of the month of May, nineteen hundred and twenty eight (1928), having its Head-Office, in the city of Montreal, at No. 1434 Sainte Catherine Street West, until to-day, has transferred the same within the limits of the said City of Montreal, to No. 627 Dorchester Street West.

The said office is considered by the Company as being its Head-Office as from the date hereof.

Given at Montreal, on the twentieth day of the month of April, nineteen hundred and thirty six (1936).

2694-o

J. F. DWANE,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "West End Development Company", a corporation duly incorporated under letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the ninth day of the month of December, nineteen hundred and twenty seven (1927), having its Head-Office, in the city of Montreal, at No. 1434 Sainte Catherine Street West, until to-day, has

transporté ledit bureau dans les limites de ladite cité de Montréal, au No 627 rue Dorchester-Ouest.

Le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau chef, à compter de la date de ce présent avis.

Donné à Montréal, le vingtième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-six (1936).

2695

Le secrétaire,
J. F. DWANE.

Canada, Province de Québec, District de Montréal.

Avis est par le présent donné que la "Westmount Development Company", corporation légalement constituée en vertu de lettres patentes, émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le quatrième jour du mois de mai mil neuf cent vingt-sept (1927), ayant son bureau-chef, en la cité de Montréal, au No 1434 rue Sainte-Catherine-Ouest, jusqu'à ce jour, a transporté ledit bureau dans les limites de ladite cité de Montréal, au No 627 rue Dorchester-Ouest.

Ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef, à compter de la date de ce présent avis.

Donné à Montréal, le vingtième jour du mois d'avril mil neuf cent trente-six (1936).

2697

Le secrétaire,
J. F. DWANE.

MENARD-HAMER MANUFACTURING CO., LIMITED

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited", constituée en corporation par lettres patentes de la Province de Québec en date du quatrième jour d'avril 1936, a établi son bureau-chef à 911, rue Notre-Dame-Ouest, en la cité de Montréal.

A l'avenir ledit bureau sera considéré par la compagnie comme son bureau-chef.

Montréal, le 11 avril 1936.

MENARD-HAMER MANUFACTURING CO., LIMITED,
Le président,
R. MENARD.

2705

transferred the same within the limits of the said City of Montreal, to No. 627 Dorchester Street West.

The said office is considered by the Company as being its Head-Office as from the date hereof.

Given at Montreal, on the Twentieth day of month of April, nineteen hundred and thirty six (1936).

2696-o

J. F. DWANE,
Secretary.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Notice is hereby given that "Westmount Development Company, a corporation duly incorporated under letters patent, issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the Fourth day of the month of May, nineteen hundred and twenty seven (1927), having its Head-Office, in the city of Montreal, at No. 1434 Sainte Catherine Street West, until to-day, has transferred the same within the limits of the said city of Montreal, to No. 627 Dorchester Street West.

The said office is considered by the Company as being its Head-Office as from the date hereof.

Given at Montreal, on the Twentieth day of the month of April, nineteen hundred and thirty six (1936).

2698-o

J. F. DWANE,
Secretary.

MENARD-HAMER MANUFACTURING CO., LIMITED

Notice is hereby given that Menard-Hamer Manufacturing Co., Limited, incorporated under Letters Patent of the Province of Quebec dated the 4th day of April 1936, has established its head office at 911 Notre Dame Street West, in the City of Montreal.

Henceforth the said office shall be considered by the Company as its head office.

Montreal, April 11th., 1936.

MENARD-HAMER MANUFACTURING CO., LIMITED,
R. MENARD,
President.

2706-o

Soumissions

Province de Québec, Comté de Chicoutimi, Cité d'Arvida.

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "soumissions pour obligations" et adressées au soussigné, seront reçues par le conseil de la Cité d'Arvida jusqu'à 4.00 P. M., le 27 mai, 1936, pour l'achat de \$450,000.00 d'obligations non-rachetables, datées du 1er juin 1936, portant intérêt à 4% et remboursables par séries du 1er juin 1937 au 1er juin 1961. Capital et intérêts semi-annuels (1er juin et 1er décembre) payables au bureau principal de la Banque Royale du Canada à Montréal ou aux succursales de la dite Banque dans les Cités de Québec et d'Arvida. Les obligations pourront être enregistrées quant au Capital et les dénominations seront de \$500.00 et \$1,000.00 au gré de l'acheteur.

Objet de l'emprunt: Pour acquérir certains trottoirs de béton et l'aqueduc public; pour construire certains trottoirs de béton et nouvelles rues; pour prolonger et/ou améliorer certaines rues, égouts sanitaires, égouts pour l'égouttement

Tenders

Province of Quebec, County of Chicoutimi, City of Arvida.

Public notice is hereby given that sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" and addressed to the undersigned will be received by the Council of the City of Arvida until 4.00 P. M., 27th May 1936, for the purchase of \$450,000.00 of non-callable coupon bonds, dated 1st June 1936, bearing 4% interest and redeemable serially from 1st of June 1937 to first of June 1961. Principal and semi-annual interest (1st June and 1st December) payable at the Main Office of the Royal Bank of Canada at Montreal or at the branches of said Bank in the Cities of Quebec and Arvida. The bonds will be registerable as to principal and will be in denominations of \$500.00 and \$1,000.00 at the option of the purchaser.

Purpose: For the acquisition of concrete sidewalks, curbs and gutters and the water system; for the construction of concrete sidewalks, curbs and gutters and of new streets; for the extension and/or improvements of streets, sanitary and

de rues, aqueduc public; et pour acheter et installer des nouvelles lumières de rues et un système d'alarme à feu.

Les dites obligations sont émises en vertu du règlement numéro 45 dûment approuvé suivant la loi et seront délivrées à la Banque Royale du Canada à Arvida, vers le 1er juin 1936.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié égal à 1% du montant de l'emprunt.

L'intérêt couru sur les obligations devra être ajouté au prix offert, lors de la livraison.

Les soumissions contenant des conditions autres que celles ci-dessus énumérées seront rejetées.

Le conseil de la Cité d'Arvida se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pour renseignements additionnels, s'adresser au soussigné.

Arvida, P. Q., le 5 mai, 1936.

Le secrétaire-trésorier,
J.-A. FRECHETTE.

2707-0

storm sewers, water system; and for the purchase and installation of new street lights and of a fire alarm system.

The said bonds are issued under the authority of By-law number 45 duly approved according to law, and will be delivered to the Royal Bank of Canada, at Arvida, about 1st June 1936.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the issue.

The interest accrued on the bonds must be added to the price offered, at the time of delivery.

Tenders containing conditions other than those hereinabove mentioned shall be rejected.

The Council of the City of Arvida reserves the right to accept neither the highest nor any of the tenders.

For further particulars, apply to the undersigned.

Arvida, P. Q., 5th May, 1936.

J. A. FRECHETTE,
Secretary-Treasurer.

2708-0

Minutes de notaire

Québec, le 20 avril, 1936.

Avis est par le présent donné, conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été transmise au Lieutenant-Gouverneur en Conseil par M. Jean-Marie Gagnon, demeurant et pratiquant à Mont-Joli, district judiciaire de Rimouski, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, de cette partie du greffe du notaire Paul Gagnon, en son vivant pratiquant à Saint-Octave-de-Métis, district de Rimouski, concernant les actes et minutes reçus par M. Paul Gagnon du 1er septembre 1900 au 15 août 1932, savoir les minutes portant les numéros 1 à 10, 253 inclusivement.

ALEX. DESMEULES,
2345—17-5-0 Sous-secrétaire de la Province.

Notarial Minutes

Quebec, April 20, 1936.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Jean Marie Gagnon, residing and practising in Mont Joli, judicial district of Rimouski, whereby he asks for the transfer, in his favour, of that part of the notarial records of notary Paul Gagnon, in his lifetime practising in Saint Octave de Métis, district of Rimouski, respecting the deeds and minutes received by Mr. Paul Gagnon, from September 1, 1900 to August 15, 1932, namely the minutes bearing numbers 1 to 10, 253 inclusively.

ALEX. DESMEULES,
2346—17-5 Assistant Provincial Secretary.

Ventes—Loi de faillite

SOUS LA LOI DE FAILLITE

VENTE A L'ENCAN

Dans l'affaire de William Côté, boulanger, Saint-Basile, comté Portneuf, Qué., cédant.

Avis est par le présent donné que MARDI le VINGT-SIXIEME jour de MAI, 1936, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire) sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Basile, comté de Portneuf, Qué., l'actif de cette faillite comme suit:

ITEM A.—1. Un emplacement au village de la paroisse de Saint-Basile, faisant partie du lot de terre portant le numéro deux cent soixante-huit (P. 268) des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Basile, mesurant 70 pieds de long par 55 pieds de largeur, mesure anglaise, borné au nord et à l'est par le terrain des représentants de Cyriac Jacques, à l'ouest par le terrain d'Adj. Genest ou représentants, et au sud à 20 pieds du terrain de la Fabrique—avec bâtisses y érigées.

La vente de cet emplacement ci-haut décrit est faite à charge d'une rente foncière annuelle de 7.50 constituée au capital de \$150.00 payable

Sales—Bankruptcy Act

UNDER THE BANKRUPTCY ACT

AUCTION SALE

In the matter of William Côté, baker, Saint Basile, County of Portneuf, Que., Assignor.

Notice is hereby given that on TUESDAY the TWENTY SIXTH day of MAY, 1936, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time) there shall be sold by auction at the parochial church door of Saint Basile, county of Portneuf, Que., the assets of this estate, to wit:

ITEM A.—1. An emplacement in the village of the parish of Saint Basile, forming part of the lot of land bearing number two hundred and sixty eight (Pt. 268) of the official plan and book of reference of the said parish of Saint Basile, measuring 70 feet in length by 55 feet in width, English measure, bounded on the North and on the East by the land of the representatives of Cyriac Jacques, on the West by the land of Adj. Genest or representatives, and on the South at 20 feet distant from the land of the Fabrique—with buildings thereon erected.

The sale of this emplacement hereinabove described is made subject to an annual constituted ground rent of 7.50 on the capital of \$150.00

aux représentants de Cyriac Jacques, le 11 juin de chaque année.

2. Un autre emplacement situé au même lieu, faisant aussi partie du lot numéro deux cent soixante-huit (P. 268) desdits plan et livre de renvoi officiels, mesurant 60 pieds de largeur en front sur la rue par 70 pieds de profondeur au bout de laquelle profondeur le dit terrain mesure 63 pieds de largeur, le tout mesure anglaise, et borné comme suit: en front au sud par la rue, en profondeur au nord et nord-est par d'autres parties du dit lot No 268 appartenant à Vital Jacques ou représentants et du côté sud-ouest par le terrain ci-dessus décrit—avec servitude d'un droit de sortie sur le terrain du dit Vital Jacques ou représentants dans un passage ou rue à être pris sur une largeur de 25 pieds, mesure anglaise, du dit lot numéro 268, ce droit de sortie constituant une servitude à l'usage du terrain ci-dessus décrit en second lieu et des autres emplacements que le dit Vital Jacques a pu ou pourra concéder ou vendre à l'avenir au nord-est de ce terrain.

ITEM B.—Un morceau de terrain situé au village de Saint-Basile, pris et détaché du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-huit (P. 268) au cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Basile compris dans les bornes suivantes: Au nord-est à Alfred Jacques, au nord à Arthur Hardy, au sud-ouest par le terrain de la Fabrique et au sud au terrain de Léger Hardy, ce morceau de terrain a une largeur d'environ 60 pieds sur une longueur d'environ 175 pieds, mesure anglaise, et avec aussi un droit de passage à pied et en voiture le long du terrain de la Fabrique d'un côté et des emplacements de Arthur Hardy et de Siméon Genest de l'autre côté, pour communiquer du terrain susvendu à la rue.

ITEM C.—Un ameublement de boulangerie comprenant:

Un engin à gazoline refroidie à l'air, 2½ forces,
Un pétrin mécanique 4 poches poulies et courroies,

Boîte pétrin sur roulettes,

Boîte pétrin sur tréteaux,

Boîte pétrin à brioches,

3 tables, une armoire, une balance.

Le tout d'une valeur d'environ \$300.00

ITEM D.—129 tôles à pain et 12 tôles à brioches 40.00

ITEM E.—Une berline rouge pour livrer le pain 10.00

ITEM F.—Les créances aux livres 164.71

Les item A, B, C, D, E seront offerts en vente au plus haut et dernier enchérisseur et l'item F. sera vendu à tant dans la piastre et au plus haut enchérisseur.

La vente des item A et B est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de Faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Les titres, certificat, inventaire et liste des crédits peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux des syndics soussignés.

Conditions de paiement: Comptant.

Québec, le 22 avril, 1936.

Les syndics,

R.-E. LEFAIVRE, J. MARMETTE & R. LEFAIVRE
Bureaux: 147 Côte de la Montagne,
Québec, Qué. 2367—17-2-o

payable to the representatives of Cyriac Jacques, the 11th of June of each year.

2. Another emplacement situate at the same place, forming also part of lot number two hundred and sixty eight (Pt. 268) of the said official plan and book of reference, measuring 60 feet in width in front on the street by 70 feet in depth, at the end of this said depth the said lot of land measures 63 feet in width, the whole English measure and bounded as follows: in front on the South by the street, in depth on the North and Northeast by other parts of said lot No. 268 belonging to Vital Jacques or representatives and on the Southwest side by the land hereinabove described—with servitude of a right of exit on the land of the said Vital Jacques or representatives in a passage or street to be taken on a width of 25 feet, English measure, from said lot number 268, this right of exit constituting a servitude for the use of the land hereinabove secondly described and of other emplacements which the said Vital Jacques has or may have conceded or shall in the future sell on the Northeast of the said lot of land.

ITEM B.—A parcel of land situate in the village of Saint Basile, taken and detached from the lot of land known and designated under number two hundred and sixty eight (Pt. 268) of the official cadastre for the parish of Saint Basile, comprised within the following boundaries: on the Northeast by Alfred Jacques, on the North by Arthur Hardy, on the Southwest by the land of the Fabrique and on the South by the land of Léger Hardy, this parcel of land has a width of about 60 feet by a length of about 175 feet, English measure, and with also right of way on foot and with vehicle along the land of the Fabrique on one side and the emplacements of Arthur Hardy and of Siméon Genest on the other side, to communicate from the land hereinabove sold with the street.

ITEM C.—The quipment of a bakery consisting of:

One air-cooled gasoline engine, 2½ H.P.

One mechanical kneading-trough, cap. 4 bags, pulleys and belts.

One kneading-trough on wheels,

One kneading-trough on trestle,

One kneading trough for buns,

3 tables, one cupboard, one scale.

The whole valued at about \$300.00

ITEM D.—129 bread pans and 12 bun pans 40.00

ITEM E.—One red delivery sleigh for bread 10.00

ITEM F.—The book-debts 164.71

ITEMS A, B, C, D, E, shall be offered for sale to the highest and last bidder and item F. shall be sold at so much on the dollar and to the highest bidder.

The sale of Items A and B shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen of the C.C.P. and also article forty five of the Bankruptcy Act; the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale.

The titles, certificate, inventory and list of credits may be seen at any time at the offices of the undersigned trustees.

Conditions of payment: Cash.

Quebec, April 22, 1936.

R. E. LEFAIVRE, J. MARMETTE & R. LEFAIVRE.
Trustees.

Offices: 147 Mountain Hill,
Quebec, Que. 2368—17-2

LA LOI DE FAILLITE.

Canada, Province de Québec, District de Saint-François-Bedford, Cour Supérieure (en faillite), No 612, dans l'affaire de Paul-Emile Fontaine, Collinsville, Québec, cédant autorisé, et Albert Comtois et J.-W. Genest, syndics.

AVIS DE VENTE.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance d'un juge de la Cour Supérieure (en faillite), en date du seizième (16ième) jour d'avril 1936, sera vendu par encaissement public au bureau des soussignés, le LUNDI, le PREMIER jour de JUIN 1936, l'immeuble ci-après décrit:

DÉSIGNATION.

Ce certain morceau de terre situé dans le canton d'Ascot, connu comme étant le lot de subdivision numéro cent vingt-neuf (129) de partie du lot numéro seize "B" (16-b) dans le neuvième rang sur le plan officiel du cadastre et dans le livre de renvoi pour ledit Canton d'Ascot—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Tel que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble.

Ladite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la Loi de Faillite et des articles 716, 717 et 719 et suivants du C. P. C. et équivaldra à une vente au shérif.

Conditions de vente: argent comptant.

Sherbrooke, le 22 avril 1936.

Les syndics,

ALBERT COMTOIS & J.-W. GENEST.

Bureau: Ch. 201, Edifice Banque de Commerce,

4, rue Wellington nord,

Sherbrooke, Qué.

2411-17-2-o

Vente par licitation

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No A-144113.

Avis public est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure siégeant à Montréal, le huitième jour d'avril 1936, dans une cause dans laquelle Société d'administration et de Fiducie, une corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, en sa qualité du curatrice dûment nommée à la succession vacante de feu Dame Marie-Virginie Chartrand, en son vivant, épouse d'Olivier Faucher, marchand, de la cité de Montréal, est demanderesse; vs Oswald Soulière et autres, défendeurs, et The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited, intervenante, ordonnant la licitation de certains immeubles désignés comme suit, savoir:

1. Un lot de terre ayant front sur la rue Dorchester-Ouest, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision A de la subdivision No 6 de la subdivision du lot No 1622 (1622-6-A) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal—avec les bâtisses dessus construites;

2. Un lot de terre situé sur la rue des Seigneurs, en la cité de Montréal, connu sous le No 344 aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal—avec bâtisses dessus construites;

BANKRUPTCY ACT.

Canada, Province of Quebec, District of Saint Francis-Bedford, Superior Court, (Sitting in Bankruptcy), No. 612, in the matter of Paul-Emile Fontaine, Collinsville, Quebec, authorized assignor, and Albert Comtois and J. W. Genest, trustees.

NOTICE OF SALE.

Notice is hereby given that pursuant to an order from a Judge of the Superior Court (Sitting in Bankruptcy), dated the sixteenth (16th.) day of April, 1936, shall be sold by public auction at the office of the undersigned, on MONDAY, the FIRST day of JUNE, 1936, the immovable hereinafter described:

DESCRIPTION.

That certain parcel of land situate in the Township of Ascot, known as being subdivision lot number one hundred and twenty nine (129) of part of lot number sixteen "B" (16-b) in the ninth range on the official cadastral plan and in the book of reference for the said Township of Ascot—with the buildings and improvements thereon erected and made.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent and unapparent servitudes attached to the said immovable.

The said sale shall be made in conformity with Article 45 of the Bankruptcy Act and Articles 716, 717 and 719 and following of the C. C. P. and is equivalent to a sheriff's sale.

Conditions of sale: Cash.

Sherbrooke, April 22nd., 1936.

ALBERT COMTOIS & J. W. GENEST,

Trustees.

Office: R. 201, Bank of Commerce Building,

4 Wellington Street, North,

Sherbrooke, Que.

2412-17-2

Sale by licitation

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. A-144113.

Public notice is given that under a judgment of the Superior Court sitting in Montreal, on the eighth day of April, 1936, in a cause wherein the Société d'Administration et de Fiducie, a body politic and corporate having its principal place of business in the city and district of Montreal, in its quality of curator duly named to the vacant estate of the late Dame Marie Virginie Chartrand, in her lifetime, wife of Olivier Faucher, merchant, of the city of Montreal, is plaintiff; vs Oswald Soulière and others, defendants, and The Canadian Credit Men's Trust Association, Limited, intervenant, ordering the licitation of certain immovables described as follows, to wit:

1. A lot of land fronting on Dorchester Street West, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision A of subdivision No. 6 of the subdivision of lot No. 1622 (1622-6-A), on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected;

2. A lot of land situate on Des Seigneurs Street, in the city of Montreal, known under No. 344, on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, in the city of Montreal—with buildings thereon erected;

3. Un emplacement ayant front sur la rue William, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le No 1 de la subdivision officielle du lot No 1209 (1209-1) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Sainte-Anne, en la cité de Montréal—sans bâtisse;

4. Un lot de terre ayant front sur la rue Saint-Antoine, en la cité de Montréal, faisant partie du lot No 40 de la subdivision officielle du lot No 466 (466-40) aux plan et livre de renvoi officiels du Quartier Saint-Antoine, en la cité de Montréal, contenant 24 pieds de largeur sur la rue Saint-Antoine par la profondeur qu'il peut y avoir à partie de la dite rue Saint-Antoine la ruelle en arrière du lot No 466-42 et une superficie totale de 2881 pieds, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites; le dit immeuble constituant la totalité de ce lot No 466-40 moins la partie expropriée par la cité de Montréal pour l'élargissement de la rue Saint-Antoine;

5. Un lot de terre ayant front sur la rue Henri-Julien, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision No 971 du lot No 10 (10-971) des plan et livre de renvoi officiels de la Côte Saint-Louis—avec bâtisses dessus construites;

6. Les lots de terre connus sous les Nos 149, 150, 155, 156, 157 et 158 du cadastre pour le village de Laprairie—sans bâtisse;

Les immeubles ci-dessus désignés seront mis à l'enchère et adjugés au plus offrant et dernier enchérisseur, le CINQUIÈME jour de JUIN 1926, Cour tenante, dans la salle d'audience du Palais de Justice de Montréal, à DIX heures ET DEMIE (heure avancée) de l'avant-midi, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées dans le cahier des charges déposé au greffe du protonotaire de la dite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charge ou à fin de distraire à la dite licitation, devra être déposée au greffe du protonotaire de la dite Cour au moins douze jours avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et, à défaut par les parties de déposer les dites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

Montréal, le 27 avril 1936.

Les procureurs de la demanderesse *ès-qual.*,
DUSSAULT, CADOTTE & LAFONTAINE.
2563—18-2-o

3. An emplacement fronting on William Street in the City of Montreal, known and designated under No. 1 of the official subdivision of lot No. 1209 (1209-1) on the official plan and book of reference of Saint Ann Ward, in the city of Montreal—without buildings;

4. A lot of land fronting on Saint Antoine Street in the city of Montreal, forming part of lot No. 40 of the official subdivision of lot No. 466 (466-40), on the official plan and book of reference of Saint Antoine Ward, in the city of Montreal, measuring 24 feet in width on Saint Antoine Street by whatever depth there may be from the said Saint Antoine Street to the lane in rear of lot No. 466-42 and a total superficies of 2881 feet, English measure and more or less—with buildings thereon erected; the said immovable comprising the totality of said lot No. 466-40 less that part expropriated by the city of Montreal for the widening of Saint Antoine Street;

5. A lot of land fronting on Henri-Julien Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision No. 971 of lot No. 10 (10-971) of the official plan and book of reference of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected;

6. The lots of land known and designated under Nos. 149, 150, 155, 156, 157 and 158 of the cadastre for the Village of Laprairie—without buildings;

The hereinabove designated immovables will be put up for auction and adjudged to the highest and last bidder on the FIFTH day of JUNE, 1936, sitting the Court, in the Court Room of the Court House of Montreal, at HALF PAST TEN o'clock (Daylight Saving Time) of the forenoon, subject to the charges, clauses and conditions contained in the list of charges deposited in the office of the prothonotary of the said Court; and that any opposition to annul, to secure charges, or to withdraw, to be made to the said licitation must be filed in the office of the prothonotary of the said Court at least twelve days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication, and that any opposition for payment must be filed within six days after the adjudication; and failing the parties to file such oppositions within the delays hereby limited, they will be foreclosed from so doing.

Montreal, April 27, 1936.

DUSSAULT, CADOTTE & LAFONTAINE,
Attorneys for plaintiff *ès-qual.*
2564—18-2

Chartes:—Abandon de

Avis est donné par les présentes que "The James Walker Hardware Company, Limited", a fait application au Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, demandant permission d'abandonner sa charte émise le 21 avril 1899, et toutes lettres patentes supplémentaires s'y rapportant, le tout conformément aux termes de la première partie de l'Acte des Compagnies de la Province de Québec.

Daté à Montréal, ce 30ième jour d'avril 1936.

2689-o Le président,
F. MAX. HILL.

"Graham-Bousquet Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle) donne par les présentes avis qu'en vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, elle s'adressera à Son Honneur le Lieutenant-Gou-

Charters:—Surrender of

Notice is hereby given that "The James Walker Hardware Company, Limited", has made application to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its Charter issued on the 21st. of April, 1899, and all letters patent supplementary thereto, the whole pursuant to the terms of Part I of the Companies' Act of the Province of Quebec.

Dated at Montreal, this 30th. day of April, 1936.

2690-o F. MAX. HILL,
President.

Graham-Bousquet Mining Corporation (No Personal Liability) hereby gives public notice that it will make application under the provisions of the Quebec Companies Act, to His Honour the Lieutenant Governor of Quebec for leave to

verneur de Québec pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté ce 5ème jour de mai 1936.

2711 Le secrétaire,
W. S. WALTON.

surrender its Charter on and after a date to be fixed by him.

Dated this 5th day of May, 1936.

2712-o W. S. WALTON,
Secretary.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Farnham Development Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 novembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1936.

2725-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Indian Leather Novelties, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 décembre 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 2 mai 1936, la dite compagnie a pris fin.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce cinquième jour de mai 1936.

2727-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Farnham Development Corporation", incorporated by letters patent dated the 23rd November, 1928.

Notice is also given that from and after the second day of May, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1936.

2726 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, article 25, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Indian Leather Novelties, Limited", incorporated by letters patent dated the thirtieth day of December, 1933.

Notice is also given that from and after the second day of May, 1936, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of May, 1936.

2728 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

Avis divers

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 29 avril 1936.

Aujourd'hui, à quatre heures de l'après-midi, Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR s'est rendu à la Chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à Son Honneur le LIEUTENANT-GOUVERNEUR d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative, et, cette Chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre du bill à être sanctionné, comme suit:

7 Loi modifiant la Loi suspendant l'exigibilité des créances hypothécaires et autres.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ce bill."

2723-o

Miscellaneous Notices

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 29th of April, 1936.

This day, at four o'clock of the afternoon, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, His Honour the LIEUTENANT-GOVERNOR was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly and, that House being present, the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bill to be sanctioned as follows:

7 An Act to amend the Act to suspend the exigibility of hypothecary and other claims.

To the bill the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council, in the following words:

"In His Majesty's name, His Honour the Lieutenant-Governor assents to the bill."

2724-o

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No E-154269. Dame Emélie Martin, épouse commune en biens de Etienne Roncari, gérant, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs Etienne Roncari, gérant, du même lieu, défendeur.

Action for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 154269. Dame Emélie Martin, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Etienne Roncari, of the same place, manager, plaintiff; vs Etienne Roncari, of the same place, manager, defendant.

Une action en séparation de biens a été instituée ce jour par la demanderesse, contre le défendeur.

Montréal, 5 mai 1936.

Les procureurs de la demanderesse,
2713-o BERNARD & BERNARD.

An action in separation as to property has been instituted this day by plaintiff, against defendant.

Montreal, May 5, 1936.

2714-o BERNARD & BERNARD,
Attorneys for plaintiff.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil Exécutif, de faire les nominations suivantes:

Québec, le 23 avril 1936.

MM. Arthur Cadorette, hôtelier, et Homer A. Mitchell, agent d'assurances, tous deux du village de Knowlton, P. Q.: Juges de paix avec juridiction sur le district de Bedford.

MM. Arthur Dufresne et Carl C. Juby, cultivateurs, tous deux du canton d'East Bolton, Qué.: Juges de paix avec juridiction sur le district de Bedford, aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi concernant les tribunaux judiciaires (S. R. Q., 1925, chapitre 145).

2759

Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to make the following appointments:

Quebec, April 23rd, 1936.

Messrs Arthur Cadorette, hotel-keeper, and Homer A. Mitchell, insurance agent, both of the village of Knowlton, P. Q.: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Bedford.

Messrs Arthur Dufresne, and Carl C. Juby, farmers, both of the township of East Bolton, Que.: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the district of Bedford, for the purposes of administering the oath only, in conformity with the provisions of article 358 of the Courts of Justice Act (R. S. Q., 1925, chapter 145).

2760-o

Avis divers

La formation d'une société sous le nom de "L'Association des Camionneurs de Québec" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 4 mai 1936.

Le siège principal de la société est en la cité de Québec.

ALEX. DESMEULES,
2761-o Sous-secrétaire de la Province.

Miscellaneous Notices

The formation of an association under the name of "L'Association des Camionneurs de Québec", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council, dated the fourth day of May, 1936.

The principal place of business of the association is in the city of Quebec.

ALEX. DESMEULES,
2762 Assistant Provincial Secretary.

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] ES.-L. PATENAUDE.

EDOUARD VIII, par la Grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } ATTENDU que, conformément aux dispositions des articles 66 et 67 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts Refondus de Québec, 1925, chapitre 145), le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut, par proclamation, décréter l'abolition d'une Cour de circuit et la transmission des registres, archives et dossiers de cette cour à une autre cour;

ATTENDU qu'il y a lieu de décréter l'abolition de la Cour de Circuit pour le district électoral de Hull, at Gracefield:

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] ES. L. PATENAUDE.

EDWARD VIII, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING.

PROCLAMATION.

CHARLES LANCTOT, } WHEREAS, pursuant to the provisions of Articles 66 and 67 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1925, chapter 145), the Lieutenant-Governor in Council, may, by proclamation, enact the abolition of a Circuit Court and the transfer of the books, papers and records of the said court to another court;

WHEREAS it is expedient to enact the abolition of the Circuit Court for the electoral district of Hull, at Gracefield:

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, Nous avons réglé et ordonné et, par les présentes, réglons et ordonnons:

- a) L'abolition de la Cour de Circuit pour le district électoral de Hull, à Gracefield;
- b) La transmission des registres, archives et dossiers de cette Cour à la Cour de Circuit pour le district judiciaire de Hull.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles fait apposer le grand sceau de Notre province de Québec. TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'Honorable M. ESIOFF-LEON PATENAUE, membre de Notre Conseil privé du Canada, lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

En l'Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de QUÉBEC, de Notre province de QUÉBEC, ce VINGT-SEPTIÈME jour d'AVRIL, en l'année mil neuf cent trente-six de l'ère chrétienne et de Notre Règne la première année.

Par ordre.

2729-o ALEX. DESMEULES,
Sous-secrétaire de la Province.

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, We have enacted and ordered and, do hereby enact and order:

- a) The abolition of the Circuit Court for the electoral district of Hull, at Gracefield;
- b) The transfer of the books, papers and records of the said Court to the Circuit Court for the judicial district of Hull.

OF ALL WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Mr. ESIOFF LEON PATENAUE, Member of Our Privy Council of Canada, Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

At Our Government House, in Our city of QUÉBEC, in Our said Province, this TWENTY SEVENTH day of APRIL, in the year of Our Lord nineteen hundred and thirty six and in the first year of Our Reign.

By command,

2730 ALEX. DESMEULES,
Assistant Provincial Secretary.

ERRATA

CORRECTION

Le texte anglais de l'arrêté ministériel No 1131 du 14 avril 1936 rendant obligatoire la convention collective de travail relative aux travailleurs du port de Montréal, telle que publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 18 avril 1936—pp. 1648-1649-1650-1651—est corrigé de la façon suivante:

La phrase précédant immédiatement l'article I doit se lire comme suit:

"L'Union des Travailleurs du Port de Montréal, Incorporée", hereinafter called longshoremen or designated the employees, be rendered obligatory for the employers and employees of the contemplated trade according to the following conditions:"

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
de la Chasse et des Pêcheries.
Québec, ce 9 mai 1936.

2751-o

CORRECTION

L'avis de requête d'extension de la convention collective de travail relative à l'industrie de la fourrure dans le district de Montréal, tel que publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 11 avril 1936, est corrigé de la façon suivante:

1) Le texte français du paragraphe "a" de l'article I doit se lire comme suit:

"a) Un "finisseur" ou une "finisseuse" de première classe est celui ou celle qui peut faire et compléter les opérations de finissage de tout vêtement ou article."

2) Le texte français du paragraphe "c" de l'article I doit se lire comme suit:

"c) Un "préposé aux garnitures" (trimmer) de première classe est celui qui peut faire toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article."

ERRATA

CORRECTION

The English version of Order in Council No. 1131 of the 14th of April, 1936, rendering obligatory the collective labour agreement relating to the Montreal harbour workers, as published in the *Quebec Official Gazette* of the 18th of April, 1936—pp. 1648-1649-1650-1651—is corrected in the following manner:

The sentence preceding immediately section I is to be read as follows:

"L'Union des Travailleurs du Port de Montréal, Incorporée", hereinafter called longshoremen or designated the employees, be rendered obligatory for the employers and employees of the contemplated trade according to the following conditions."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Game and Fisheries.
Quebec, May 9th, 1936.

2752-o

CORRECTION

The notice of request for the extension of the collective labour agreement relating to the fur industry in the district of Montreal, as published in the *Quebec Official Gazette* of the 11th of April, 1936, is corrected in the following manner:

1) The French version of subsection "a" of section I is to be read as follows:

"a) Un finisseur ou une finisseuse de première classe est celui ou celle qui peut faire et compléter les opérations de finissage de tout vêtement ou article."

2) The French version of subsection "c" of section I is to be read as follows:

"c) Un préposé aux garnitures (trimmer) de première classe est celui qui peut faire toutes les opérations de son métier sur tout vêtement ou article."

3) Le texte français du paragraphe "d" de l'article 1 doit se lire comme suit:

"d) Un "opérateur" ou "opératrice" de première classe est celui ou celle qui peut travailler la fourrure de première classe."

4) Le texte français du paragraphe "e" de l'article 1 doit se lire comme suit:

"e) Les ouvriers ou ouvrières préposés à la confection des doublures seront considérés comme des opérateurs ou opératrices de deuxième classe.

Les coupeurs, les opérateurs ou opératrices, les cloueurs, les finisseurs ou finisseuses de première classe, etc, comprennent les ouvriers ou ouvrières exécutant des travaux sur des manteaux doublés en fourrure de première qualité telle que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul de Russie, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (skunk), seal de mer (real seal), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée."

5) L'article XIII doit se lire comme suit:

"XIII.—Pour la mise à exécution de la présente convention, il est clairement entendu que tout employé exécutant des travaux sur des fourrures de première qualité, tel que mentionné au sous-paragraphe "e" de l'article 1 de la présente convention, sera considéré comme exécutant du travail de première classe et recevra le salaire fixé pour telle classe."

GERARD TREMBLAY,
Sous-Ministre du Travail.

Ministère du Travail,
de la Chasse et des Pêcheries.
Québec, ce 9 mai 1936.

2753-o

3) The French version of subsection "d" of section 1 is to be read as follows:

"d) Un "opérateur" ou "opératrice" de première classe est celui ou celle qui peut travailler la fourrure de première classe."

4) The French version of subsection "e" of section 1 is to be read as follows:

"e) Les ouvriers ou ouvrières préposés à la confection des doublures seront considérés comme des opérateurs ou opératrices de deuxième classe.

Les coupeurs, les opérateurs ou opératrices, les cloueurs, les finisseurs ou finisseuses de première classe, etc, comprennent les ouvriers ou ouvrières exécutant des travaux sur des manteaux doublés en fourrure de première qualité telle que vison, martre de Russie, vison japonais, Kolinsky, mouton de Perse, caracul de Russie, écureuil, castor, hermine, renard argenté, toutes sortes de renards, chat sauvage, martre d'Alaska (skunk), seal de mer (real seal), broadtail russe, fitch, martre de roche, seal d'Hudson, blaireau, lynx, loup, martre Baum, toutes sortes de martres et toutes autres fourrures de valeur identique et tout travail de peau allongée."

5) Section XIII is to be read as follows:

"XIII.—For the purposes of the present agreement, it is distinctly understood that any employee doing work on first class furs, in accordance with subsection "e" of the article 1 of the present agreement, such employee shall *prima facie* be considered as a first class worker and shall be paid accordingly."

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Game and Fisheries.
Quebec, May 9th, 1936.

2754-o

VENTES PAR LE SHÉRIF

BEAUCE

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Beauce.

Beauce, à savoir: { SA MAJESTÉ LE ROI,
No 14793. { demandeur; contre LUDGER TURGEON, défendeur.

1. Le lot numéro six cent cinquante-sept (657) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Isidore—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Le lot numéro six cent cinquante-huit (No 658) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Isidore—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Le lot numéro six cent cinquante-neuf (No 659) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de Saint-Isidore—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances; sauf à distraire cependant des dits lots la partie vendue à Sieur Joseph Bilodeau par acte de vente devant le notaire Joseph-Maurice Fortin, en date du 11 novembre 1929, sous le numéro sept mille huit cent soixante et onze (No 7871) de ses minutes, lesquels lots sont en

SHERIFF'S SALES

BEAUCE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Beauce.

Beauce, to wit: { HIS MAJESTY THE
No. 14793. { KING, plaintiff; against
LUDGER TURGEON, defendant.

1. Lot number six hundred and fifty seven (657) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Isidore—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Lot number six hundred and fifty eight (658) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Isidore—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. Lot number six hundred and fifty nine (659) of the official cadastral plan and book of reference of the parish of Saint Isidore—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies; save to be deducted however from the said lots the part sold to Sieur Joseph Bilodeau by deed of sale before notary Joseph-Maurice Fortin dated the 11th November 1929, under number seven thousand eight hundred and seventy one (No. 7871) of his minutes, the said

possession de Ludger Turgeon qui en est le propriétaire.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Isidore, le DIX-NEUVIEME jour de MAI prochain (1936) à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GUSTAVE GARANT,
Saint-Joseph, Beauce, 14 avril 1936.
2239-16-2-o
[Première publication, 18 avril 1936]

lots are in the possession of Ludger Turgeon who is the proprietor thereof.

To be sold at the church door of the parish of Saint Isidore, on the NINETEENTH day of MAY next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon.

GUSTAVE GARANT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Joseph, Beauce, April 14, 1936.
2240-16-2
[First publication, April 18, 1936]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure

Province de Québec, } ANDRÉ SAUVÉ,
District de Beauharnois, } demandeur; vs
No 7255. } AVILA LÉGER ET
AL., défendeurs; et DIDIER LÉGER, es-qualité,
mis-en-cause.

Saisis comme appartenant aux défendeurs:

1. Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, connu et désigné sous le numéro 613 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, de la contenance de cinquante perches, et borné en front au sud-ouest par un chemin public, à l'est par le numéro 612, au sud par la rivière Saint-Louis et au nord par les numéros 614 et 615;

2. Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, connu et désigné sous le numéro 600 des plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse;

3. Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, connu et désigné sous les numéros 594, 595 et partie 596 des plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse, laquelle partie 596 est bornée comme suit: à l'ouest par le chemin public, au nord par le numéro 595, à l'est par le numéro 593 et au sud par le résidu du dit lot numéro 596.

Pour être vendus, séparément, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Louis-de-Gonzague, comté et district de Beauharnois, MARDI, le NEUVIEME jour de JUIN 1936, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le shérif,
Bureau du shérif, PIERRE REID.
Salaberry-de-Valleyfield, 4 mai 1936.
[Première publication, 9 mai 1936]

2731-19-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } CHARLES - HEN-
District de Beauharnois, } RI LALONDE,
No 7262. } demandeur; vs
FRANÇOIS-XAVIER GOYETTE, défendeur.

Saisis comme appartenant au défendeur:

Les lots de terre situés dans le canton de Hemmingford, comté de Huntingdon, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du dit canton, comme étant les numéros 117B, 118D, 118E, 118F dans le troisième rang des terres concédées au dit canton de Hemmingford, contenant soixante acres, plus ou moins, en superficie—avec les bâtisses dessus érigées, et avec aussi les droits de pouvoir d'eau, privilège et servitudes actives attachés à la dite propriété.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Romain de Hem-

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court

Province of Quebec, } ANDRÉ SAUVÉ,
District of Beauharnois, } plaintiff; vs
No. 7255. } AVILA LÉGER ET
AL., defendants; and DIDIER LÉGER, es-
qualité, mis-en-cause.

As belonging to the defendants:

1. An emplacement being and situate in the parish of Saint Louis de Gonzague, known and designated under number 613 on the official plan and book of reference for the said parish, containing fifty perches, and bounded in front, on the Southwest, by a public road, on the East, by number 612, on the South by the River Saint Louis and on the North by numbers 614 and 615;

2. An emplacement being and situate in the parish of Saint Louis de Gonzague, known and designated under number 600 on the official plan and book of reference for the said parish;

3. An emplacement being and situate in the parish of Saint Louis de Gonzague, known and designated under numbers 594, 595 and part of 596 on the official plan and book of reference for the said parish, the said part of 596 being bounded as follows: on the West by the public road, on the North by number 595, on the East by number 593 and on the South by the residue of the said lot number 596.

To be sold separately at the parochial church door of the parish of Saint Louis de Gonzague, county and district of Beauharnois, on TUESDAY, the NINTH day of JUNE, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving Time.

PIERRE REID,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, this 4th of May 1936.
[First publication, May 9th, 1936]

2732-19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } CHARLES HEN-
District of Beauharnois, } RI LALONDE,
No. 7262. } plaintiff; vs
FRANÇOIS-XAVIER GOYETTE, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

The lots of land situate in the township of Hemmingford, county of Huntingdon, known and designated on the official plan and book of reference of the said township, as being numbers 117B, 118D, 118E, 118F in the third range of the lands conceded in the said township of Hemmingford, containing sixty acres, more or less, in area—with the buildings thereon erected, and also with rights to the water power, privileges and active servitudes attached to the said property.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Romain de Hemmingford,

mingford, comté de Huntingdon, district de Beauharnois, MERCREDI, le DIXIEME jour de JUIN 1936, à TROIS heures de l'après-midi, heure avancée.

Bureau du shérif, **PIERRE REID**,
Salaberry de Valleyfield, ce 4 mai 1936.
[Première publication, 9 mai 1936]
2733-19-2-o

County of Huntingdon, district of Beauharnois, on WEDNESDAY, the TENTH day of JUNE, 1936, at THREE o'clock in the afternoon (Daylight Saving Time).

Sheriff's Office, **PIERRE REID**,
Salaberry de Valleyfield, this 4th May, 1936.
[First publication, May 9th, 1936]
2734-19-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } **MOLSON'S BRE-**
District de Beauharnois, } **WERY, LTD.,**
No 7252. } demanderesse; vs
DOLOR CARDINAL, défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur:

Un emplacement sis et situé en la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, connu et désigné sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, comme partie du lot de terre No 295, de la contenance de cent douze pieds de front sur la profondeur qu'il y a du chemin public à la rivière, joignant de front le chemin public, par derrière la rivière, d'un côté le surplus du lot No 295 et de l'autre côté au No 294, à distraire cependant la partie qui appartient à M. L.-E. Robin et qui est aujourd'hui la propriété de M. Dolor Cardinal pour l'avoir acquise de MM. Vincent Lamarre et Albert Lamarre, en leur qualité de syndics à la faillite de Louis-Emma Robin, par acte de vente passé le 18 septembre 1931 devant Me. Gérard Léonard, notaire, et enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Châteauguay sous le No 54304.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Joachim de Châteauguay, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, MARDI, le NEUVIEME jour de JUIN 1936, à UNE heure de l'après-midi, heure avancée.

Un dépôt de \$150.00 sera exigé de tout offrandant ou enchérisseur avant de recevoir son offre ou enchère, suivant jugement de l'Hon. Juge J. Denis, daté le 5 mai 1936.

Bureau du shérif, **PIERRE REID**,
Salaberry de Valleyfield, ce 5 mai 1936.
[Première publication, le 9 mai 1936]
2735-19-2-o

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } **MOLSON'S BRE-**
District of Beauharnois, } **WERY, LTD.,**
No. 7252. } plaintiff; vs **DOLOR**
CARDINAL, defendant.

Seized as belonging to the defendant:

An emplacement lying and situate in the parish of Saint Joachim de Châteauguay, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Saint Joachim de Châteauguay, as part of lot of land No. 295, measuring one hundred and twelve feet in front by the depth from the public road to the river, joining in front to the public road, in rear to the river, on one side to the surplus of lot No. 295 and on the other side to No. 294, to be deducted however the part which belongs to Mr. L. E. Robin and which is today the property of Mr. Dolor Cardinal who has acquired the same from Messrs. Vincent Lamarre and Albert Lamarre, in their quality of trustees to the estate of Louis Emma Robin, by deed of sale passed on September 18, 1931, before Mr. Gérard Léonard, notary, and registered in the registry office of the county of Chateauguay, under No. 54304.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Joachim de Chateauguay, county of Chateauguay, district of Beauharnois, TUESDAY, the NINTH day of JUNE, 1936, at ONE o'clock in the afternoon, Daylight Saving Time.

A deposit of \$150.00 shall be exacted from each and every bidder before receiving his offer or bid, pursuant to a judgment of the Hon. Justice J. Denis, dated May 5, 1936.

Sheriff's Office, **PIERRE REID**,
Salaberry de Valleyfield, this 5th. May, 1936.
[First publication, May 9th., 1936]
2736-19-2

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **DAME EMMA CHA-**
Province de Québec, } **PUT**, demanderesse;
District de Bedford, } vs **JOSEPH LECLERC**,
Cour Supérieure. } défendeur.
No 173.

Comme appartenant au défendeur:

Ces terrains sis et situés dans le canton de Roxton, district de Bedford, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels pour le susdit canton de Roxton, sous les numéros trois cent vingt-sept (327), trois cent vingt-huit (328), trois cent vingt-neuf (329) et trois cent trente (330)—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste

BEDFORD

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Canada, } **DAME EMMA CHA-**
Province of Quebec, } **PUT**, plaintiff; vs
District of Bedford, } **JOSEPH LECLERC**,
Superior Court. } Defendant.
No. 173.

As belonging to the defendant:

Those lots of lands lying and situate in the Township of Roxton, district of Bedford, known and designated on the official plan and book of reference for the aforesaid Township of Roxton, under numbers three hundred and twenty seven (327), three hundred and twenty eight (328), three hundred and twenty nine (329) and three hundred and thirty (330)—with the buildings thereon erected.

To be sold "en bloc" at the parochial church door of the parish of Saint Jean Baptiste de

de Roxton, à Roxton-Falls, dit district, le DIXIEME jour de JUIN, 1936, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, W. FREDERIC KAY.
Sweetsburg, Qué., 5 mai 1936. 2737-19-2-o
[Première publication, 9 mai 1936]

Roxton, at Roxton Falls, said district, on the TENTH day of JUNE, 1936, at TEN o'clock in the afternoon.

W. FREDERIC KAY,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sweetsburg, Que., May 5, 1936. 2738-19-2
[First publication, May 9th, 1936]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Magistrat.—District de Kamouraska.

Province de Québec, } LA COMPAGNIE
Rivière-du-Loup, à savoir: } LIMITEE DO-
No 8882. } MINION COR-

SET, corps politique et incorporé, ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Québec, Province de Québec, demanderesse; contre LES HEIRTIERS DE SIEUR ALPHONSE BOUCHER, en son vivant marchand de Saint-Pacôme, comté de Kamouraska, P. Q. défendeur.

Un emplacement de forme irrégulière, sans bâtisses mais avec fondations de bâtisses contenant le dit emplacement, quatre-vingt-sept pieds de front du côté sud-est, cent quatre-vingt-dix pieds du côté nord-est, cent quatre-vingt-seize pieds du côté sud-ouest et trente-cinq pieds dans la ligne nord-ouest, le tout mesure anglaise et plus ou moins, lequel fait partie et est la partie sud-est du lot numéro trois cent quatre-vingt-dix-sept (P. No 397) du cadastre officiel de la susdite paroisse de Saint-Pacôme, tenant nord-ouest à l'autre partie du même numéro à veuve Jean-Jacques Levesque, au sud au terrain ci-après désigné, au nord-est à Achille Levesque ou ses représentants et au sud-ouest au chemin public. (Toutes les bâtisses qui existaient sur le dit emplacement et sur celui ci-après décrit ont été rasées par un incendie en mai 1935).

2. Un autre terrain, aussi de forme irrégulière, mesurant soixante et neuf pieds et demi de front sur quatre-vingt-treize pieds de profondeur (dans sa partie la plus large) mesure anglaise et plus ou moins—sans bâtisses, faisant partie du lot de terre connu et désigné au cadastre précité sous le numéro trois cent quatre-vingt-dix-huit (P. No 398), borné au nord-ouest au terrain ci-dessus décrit, au nord-est et au sud-est à l'autre partie du même numéro à François Levesque et au sud-ouest au numéro trois cent quatre-vingt-dix-neuf, partie à Emile Levesque et partie à Charles Levesque à Bernard.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Pacôme, comté et district de Kamouraska, JEUDI, le ONZIEME jour de JUIN 1936, à DIX heures de l'avant-midi (heure solaire)

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, 6 mai 1936. 2739-19-2-o
[Première publication, le 9 mai 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour de Recorder.—District de Montréal

Montréal, à savoir: } LA CITÉ DE MONT-
152. } REAL; vs BEACON
COMPANY, LIMITED.

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Kamouraska.

Province of Quebec, } THE DOMINION
Rivière-du-Loup, to wit: } CORSET COM-
No. 8882. } PANY, LIMIT-

ED, a body politic and corporate, having its head office in the city of Quebec, Province of Quebec, plaintiff; against THE HEIRS OF SIEUR ALPHONSE BOUCHER, in his lifetime, merchant, of Saint Pacome, county of Kamouraska, P. Q., defendants.

An emplacement of irregular figure, —without buildings, but with foundations of buildings, containing the said emplacement, eighty seven feet in front on the Southeast side, one hundred and ninety feet on the Northeast side, one hundred and ninety six feet on the Southwest side and thirty five feet in the Northwest line, the whole English measure and more or less, the said emplacement forms a part of and is the Southeast part of lot number three hundred and ninety seven (Pt. No. 397) of the official cadastre of the aforesaid parish of Saint Pacome, bounded on the Northwest by the other part of the same number belonging to the Widow Jean Jacques Levesque, on the South by the land hereinafter designated, on the Northeast by Achille Levesque or his representatives and on the Southwest by the public road. (All the buildings which existed on the said emplacement and on the one hereinafter described were razed by a fire in May, 1935).

2. Another lot of land, also of irregular figure, measuring sixty nine feet and one half in front by ninety three feet in depth (in its wider part), English measure and more or less—without buildings, forming part of the lot of land known and designated on the aforesaid cadastre under number three hundred and ninety eight (Pt. No. 398), bounded on the Northwest by the land hereinafter described, on the Northeast and Southeast by the other part of the same number belonging to François Levesque and on the Southwest by number three hundred and ninety nine, part belonging to Emile Levesque and part to Charles Levesque à Bernard.

To be sold at the parochial church door of Saint Pacome, county and district of Kamouraska, on THURSDAY, the ELEVENTH day of JUNE, 1936, at TEN o'clock in the forenoon, (Standard Time).

J. W. MOREL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup, May 6, 1936. 2740-19-2
[First publication, May the 9th., 1936]

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE CITY OF MON-
152. } TREAL; vs BEACON
COMPANY, LIMITED.

Un certain emplacement situé dans le quartier Mercier, en la cité de Montréal, étant composé des subdivisions numéros quatre-vingt-treize, quatre-vingt-quatorze, quatre-vingt-quinze, quatre-vingt-seize et quatre-vingt-dix-sept du lot originaire numéro trente-quatre (34-93, 34-94, 34-95, 34-96, 34-97) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant le dit emplacement, une superficie de deux millions neuf cent quarante mille, sept cent quatre-vingt-dix-sept pieds carrés (2,940,797 pieds carrés) mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 avril 1936. 2241—16-2-o
[Première publication, le 18 avril 1936]

A certain emplacement situate in Mercier Ward in the city of Montreal, being composed of subdivisions numbers ninety three, ninety four, ninety five, ninety six and ninety seven of original lot number thirty four (34-93, 34-94, 34-95, 34-96, 34-97) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe, the said emplacement containing an area of two million nine hundred and forty thousand, seven hundred and ninety seven square feet (2,940,797 square feet), English measure and more or less.

To be sold, at my office, in the city of Montreal on the TWENTY SECOND day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 14, 1936. 2242—16-2
[First publication, April 18th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Recorder.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { LA CITÉ DE MONT-
No 39. { RÉAL; vs RAOUL
BOURQUE.

Un lot de terre—avec bâtisse portant les numéros 8419 à 8423 rue Saint-Denis, quartier Villeray, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision numéro mille huit cent vingt-huit du lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1828) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Saint-Laurent, mesurant vingt-cinq pieds en largeur sur quatre-vingt-dix pieds en profondeur, mesure anglaise et plus ou moins.

Pour être vendu, à mon bureau, en la Cité de Montréal, le VINGT-DEUXIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 14 avril 1936. 2243—16-2-o
[Première publication, 18 avril, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Recorder's Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { THE CITY OF MONT-
No 39. { REAL; vs RAOUL
BOURQUE.

A lot of land—with building bearing numbers 8419 to 8423 Saint Denis Street, Villeray Ward, in the City of Montreal, known and designated as being subdivision number eighteen hundred and twenty eight of the original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1828) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring twenty five feet in width by ninety feet in depth, English measure and more or less.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the TWENTY SECOND day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, April 14th., 1936. 2244—16-2
[First publication, April 18th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { CRÉDIT FONCIER
E-148839. { FRANCO-CANADIEN; vs DAME YVONNE MEUNIER, épouse contractuellement séparée de biens de Jean Normandin et ce dernier pour autoriser son épouse *ès-nom et ès-qual.*, et al.

1. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Timothée, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro huit cent quatre-vingt-quinze (895) sur le plan et au livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec bâtisses dessus construites;

2. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Timothée, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro neuf cent quarante-six (946) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec bâtisses dessus construites;

3. Un emplacement ayant front sur la rue Saint-Timothée, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro neuf cent quarante-sept (947) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$720.00 quant au paragraphe 1, en dépôt de \$650.00 quant au paragraphe 2 et

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { CREDIT FONCIER
E-148839. { FRANCO-CANADIEN; vs DAME YVONNE MEUNIER, wife separate as to property by marriage contract of Jean Normandin and the latter to authorize his wife *ès-nom et ès-qual.*, et al.

1. An emplacement fronting on Saint Timothée Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number eight hundred and ninety five (895) on the official plan and book of reference of Saint James Ward—with buildings thereon erected;

2. An emplacement fronting on Saint Timothée Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number nine hundred and forty six (946) on the official plan and book of reference of Saint James Ward—with buildings thereon erected;

3. An emplacement fronting on Saint Timothée Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number nine hundred and forty seven (947) on the official plan and book of reference of Saint James Ward—with buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$720.00 as to paragraph 1, a deposit of \$650.00 as to paragraph 2 and a deposit of

un dépôt de \$650.00 quant au paragraphe 3 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Forest, daté le 7 avril 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 avril 1936. 2261-16-2-o
[Première publication, le 18 avril 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MELITA PELTIER;
D-147913. } vs ALBERT DES-
CHAMPS.

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front sur la rue Bourbonnière, connu et désigné sous le numéro neuf cent vingt-quatre, de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-huit (18-924) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelega—avec maison portant les numéros civiques 2610, 2612 et 2614 de la dite rue Bourbonnière et autres bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$560.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, daté le 15 avril 1936.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 15 avril 1936. 2263-16-2-o
[Première publication, le 18 avril 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: { MONTREAL TRUST
149911. } COMPANY et al., es-
qual.; vs DAME MARGARET LESLIE, épouse
séparée de biens d'Arthur-Thomas Forbes, ce dernier pour autoriser sa dite épouse.

Un emplacement situé sur la Place Blenheim, autrefois Place Belmont, en la cité de Westmount, contenant dix-neuf pieds six pouces en largeur sur une profondeur de cent quatorze pieds et une superficie totale de deux mille deux cent vingt-trois pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, et étant composé de la subdivision "A" au plan de subdivision dûment fait et déposé du lot numéro de subdivision cent quatre-vingt-douze au plan de subdivision dûment fait et déposé du lot numéro quatorze cent trente-quatre, aux plan et livre de renvoi officiels de la municipalité de la paroisse de Montréal, et de la subdivision "B" au plan de subdivision dûment fait et déposé du lot numéro de subdivision cent quatre-vingt-onze au plan de subdivision dûment fait et déposé du dit lot officiel quatorze cent trente-quatre, aux dits plan et livre de renvoi officiels (Nos 1434-192-"A" et 1434-191-"B"). Avec une résidence à façade en brique pressée, dont les murs de pignon nord-ouest et sud-est sont mitoyens, sus-érigée et connue sous le numéro civique 114 de la dite Place Blenheim. Avec le droit de passage en commun avec d'autres y ayant droit dans la ruelle en arrière connue comme étant le lot No 1434-193 au dit plan officiel et aussi dans la ruelle connue comme étant le lot No 1434-198 au dit plan officiel, mais sans aucun droit de l'obstruer en aucune façon.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-HUITIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 15 avril 1936. 2265-16-2
[Première publication, le 18 avril 1936]

\$650.00 as to paragraph 3, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Forest, dated April 7th., 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 15th., 1936. 2262-16-2
[First publication, April 18th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MELITA PELTIER;
D-147913. } vs ALBERT DES-
CHAMPS.

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Bourbonnière Street, known and designated under number nine hundred and twenty four of the official subdivision of original lot number eighteen (18-924) of the official plan and book of reference of the incorporated village of Hochelega—with a house bearing civic numbers 2610, 2612 and 2614, on the said Bourbonnière Street and other buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$560.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated April 15, 1936.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 15, 1936. 2264-16-2
[First publication, April 18th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: { MONTREAL TRUST
149911. } COMPANY et al., es-
qual.; vs DAME MARGARET LESLIE, wife
separate as to property of Arthur Thomas Forbes, the latter to authorize his said wife.

An emplacement situate in Blenheim Place, formerly Belmont Place, in the city of Westmount containing nineteen feet six inches in width by a depth of one hundred and fourteen feet and a total superficies of two thousand two hundred and twenty three square feet, English measure, more or less, and being composed of subdivision "A" on the subdivision plan duly made and fyled of lot subdivision number one hundred and ninety two, on the subdivision plan duly made and fyled of lot number fourteen hundred and thirty four, on the official plan and book of reference of the municipality of the parish of Montreal, and of subdivision "B", on the subdivision plan duly made and fyled of lot subdivision number one hundred and ninety one on the subdivision plan duly made and fyled of said official lot fourteen hundred and thirty four on said official plan and book of reference (Nos. 1434-192-"A" and 1434-191-"B"). With the pressed brick front dwelling of which the North West and South East gable walls are mitoyens, thereon erected known as Civic No. 114 of said Blenheim Place. With the right of passage in common with others having rights therein in the lane in rear known as lot No. 1434-193, on said official plan and also in the lane known as lot No. 1434-198, on said official plan, but without right to encumber the same in any way.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY EIGHTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, April 15th., 1936. 2266-16-2-o
[First publication, April 18th., 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **AUGUSTE BAILLAR-GEON**; vs **ROCH TRUDEAU**.
No A-144882.

Une terre située en la Côte sud-est de Saint-Régis, dans la paroisse de Saint-Isidore, dans le comté de Laprairie, contenant en superficie quarante-neuf arpents, étant une partie du lot connu et désigné sous le numéro deux cent soixante-quinze (pt. No 275) sur les plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse de Saint-Isidore, bornée, en front par la rivière Saint-Régis, en profondeur, par le chemin de fer de Jonction de Montréal et Champlain, d'un côté, par le lot No 274, et de l'autre côté, par le lot No 276—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Isidore de Laprairie, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, 5 mai 1936. 2741—19-2-o
[Première publication, 9 mai, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **JOHN CROWTHER**; vs
No 146950. } **LES HERITIERS DE LA SUCCESSION DE FEU PETER McCORMICK**.

Un emplacement situé sur la rue Saint-Antoine et portant les numéros civiques 2408 et 2410 de la dite rue Saint-Antoine dans les cité et district de Montréal, composé des lots de terres suivants:

a) Du lot No soixante-seize de la subdivision du lot No quatre-vingt-sept (87-76) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Antoine;

b) Du lot No deux de la subdivision du lot No trois cent quatre-vingt-six (386-2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

c) Du lot No quatre de la subdivision du lot No trois cent quatre-vingt-dix (390-4) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

d) Du lot No cinq de la subdivision du lot No trois cent quatre-vingt-neuf (389-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal;

e) Du lot No trois de la subdivision du lot No trois cent quatre-vingt-sept-A (387A-3) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal.

Avec les constructions y érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Forest, en date du 29 avril 1936.

Le shérif,

Bureau du shérif, **OMER LAPIERRE**,
Montréal, 5 mai 1936. 2743—19-2-o
[Première publication, 9 mai 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } **BERNARD LAHAIE**; vs
No 146573. } **DAME ADELINA DUFRESNE**, veuve de Joseph Cardinal, et al.

Comme appartenant à Dame Adelina Dufresne, veuve de Joseph Cardinal:

Un lot de terre connu et désigné comme étant

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS

Superior Court.—District of Montreal

Montreal, to wit: } **AUGUSTE BAILLAR-GEON**; vs **ROCH TRUDEAU**.
No. A-144882.

A farm situate on the Southeast Hill of Saint Régis, in the Parish of Saint Isidore, in the County of Laprairie, containing forty nine arpents in area, being part of that lot known and designated under number two hundred and seventy five (Pt. No. 275) on the official plan and book of reference for the parish of Saint Isidore, bounded in front by the river Saint Régis, on the depth by the Montreal and Champlain Junction Railway, on one side by lot No. 274 and on the other side by lot No. 276—with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Isidore de Laprairie, on the ELEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
Montreal, May 5th., 1936. 2742—19-2
[First publication, May 9th., 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **JOHN CROWTHER**; vs
No. 146950. } **THE HEIRS OF THE ESTATE OF THE LATE PETER McCORMICK**.

An emplacement situate on Saint Antoine Street and bearing civic numbers 2408 and 2410 of said Saint Antoine Street, in the City and District of Montreal, composed of the following lots of land:

a) Lot No. seventy six of the subdivision of lot No. eighty seven (87-76) on the official plan and book of reference for Saint Antoine Ward;

b) Lot No. two of the subdivision of lot No three hundred and eighty six (386-2) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal;

c) Lot No. four of the subdivision of lot No. three hundred and ninety (390-4) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal;

d) Lot No. five of the subdivision of lot No. three hundred and eighty nine (389-5) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal;

e) Lot No. three of the subdivision of lot No. three hundred and eighty seven-A (387A-3) on the official plan and book of reference for the parish of Montreal.

With the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$800.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Forest, dated April 29th, 1936.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, **Sheriff**,
Montreal, May 5th, 1936. 2744—19-2
[First publication, May 9th, 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } **BERNARD LAHAIE**; vs
No. 146573. } **DAME ADELINA DUFRESNE**, widow of Joseph Cardinal, et al.

As belonging to Dame Adelina Dufresne, widow of Joseph Cardinal:

A lot of land known and designated as being

le lot numéro trois cent dix-huit de la subdivision officielle du lot originaire numéro onze (11-318), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village de la Côte Saint-Louis—avec bâtisse y érigée, ayant front sur la rue Saint-Laurent, portant les numéros civiques 5842 et 5844 de ladite rue Saint-Laurent, moins cette partie dudit lot qui a été expropriée pour l'élargissement de ladite rue Saint-Laurent en la cité de Montréal.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le ONZIEME jour de JUIN prochain, à DIX heures du matin,

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 5 mai 1936. 2745—19-2-o
[Première publication, 9 mai 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: **THE ROYAL TRUST**
No 154039. **CO., et al., es-qual.;**
vs WARREN ANDERSON KNEELAND &
E. L. W. HENDEN, curateur au délaissement.

Ce certain emplacement situé au coin des Avenues Fenwick et Broughton, en la ville de Montréal-ouest, composé:

1. Du lot de la subdivision numéro un de la resubdivision du lot numéro quatre au plan de subdivision dûment fait et déposé du lot numéro cent trente-huit-D, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, (138D-4-1) contenant cinquante pieds en largeur en front et en arrière sur une profondeur de quarante-neuf pieds et neuf pouces sur la ligne sud-est le long du Chemin Broughton et quarante-neuf pieds et un pouce et demi sur la ligne nord-est et une superficie totale de deux mille quatre cent soixante-douze pieds, mesure anglaise et plus ou moins, et

2. Du lot de subdivision numéro deux de la resubdivision du lot numéro trois des subdivisions officielles du dit lot numéro cent trente-huit-D, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal (138D-3-2) et se rattachant à la propriété ci-dessus premièrement décrite sur son côté nord-ouest. Le dit lot contenant neuf pieds et six pouces en largeur en front et en arrière sur une profondeur de quarante-neuf pieds et un pouce et demi en profondeur dans sa ligne sud-est et quarante-neuf pieds dans sa ligne nord-ouest et une superficie de quatre cent soixante-six pieds, mesure anglaise, plus ou moins.

Avec la résidence érigée sur le dit lot portant le numéro civique 5 de la susdite Avenue Fenwick.

Telle que la dite propriété se trouve présentement avec tous ses droits, membres et appartenances sans exception ou réserve d'aucune sorte. [Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, ce ONZIEME jour de JUIN prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 5 mai 1936. 2747—19-2
[Première publication, 9 mai, 1936]

lot number three hundred and eighteen of the official subdivision of original lot number eleven (11-318), on the official cadastral plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with buildings thereon erected, fronting on Saint Lawrence Street, bearing civic numbers 5842 and 5844 on the said Saint Lawrence Street, less that part of the said lot which has been expropriated for the widening of the said Saint Lawrence Street, in the city of Montreal.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 5th, 1936. 2746—19-2
First publication, May 9th, 1936]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: **THE ROYAL TRUST**
No. 154039. **CO. et al., es-qual.;**
vs WARREN ANDERSON KNEELAND &
E. L. W. HENDEN, curator to surrender.

That certain emplacement situate at the corner of Fenwick and Broughton Avenues, in the town Montreal West, composed of:

1. Lot subdivision number one of the resubdivision of lot number four on the subdivision plan duly made and filed of lot number one hundred and thirty-eight letter D, on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, (138D-4-1) containing fifty feet in width in front and in rear by a depth of forty-nine feet and nine inches in the Southeasterly line along Broughton Road and forty-nine feet and one and a half inches in the North Westerly line and a total of superficial area of two thousand four hundred and seventy-two feet, English measure and more or less, and

2. Lot subdivision number two of the resubdivision of lot number three of the official subdivisions of the said lot number one hundred and thirty-eight letter D on the official plan and book of reference of the parish of Montreal (138D-3-2) and adjoining the property hereinabove firstly described on its North Westerly side. Said lot containing nine feet and six inches in width in front and in rear by a depth of forty-nine feet and one and a half inches in depth in its South Easterly line and forty-nine feet in its North Westerly line and a superficial area of four hundred and sixty-six feet, English measure, more or less.

With the dwelling house erected on the said lots bearing the civic number 5 in Fenwick Avenue aforesaid.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the ELEVENTH day of JUNE next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, May 5th, 1936. 2748—19-2-o
[First publication, May 9th, 1936]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: **DEMOISELLE IDA JO-**
No 31644. **BIN, fille majeure usant**
de ses droits, de la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec; contre NAZAIRE DION, de la paroisse de Saint-Nicholas, comté de Lévis, à savoir:

QUEBEC

FIERI FACIAS

Quebec, to wit: **MISS IDA JOBIN, spins-**
No. 61644. **ter of age, in use of her**
rights, of the parish of Charlesbourg, County of Québec; against NAZAIRE DION, of the parish of Saint Nicholas, County of Lévis, to wit:

Le lot No 132 (cent trente-deux) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicholas, comté de Lévis, étant une terre située au premier rang, contenant deux arpents de front sur environ 25 arpents de profondeur—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Nicholas, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DEUX heures de l'après-midi, (heure solaire).

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
 Québec, 22 avril 1936. 2369—17-2-o
 [Première publication, 25 avril, 1936]
 [Deuxième publication, 9 mai, 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: } RICHARD EDWIN
 No 32665. } WARK, de Leeds
 Village, commerçant; contre JOSEPH-OCTAVE
 CARRIER, de Saint-David, comté de Lévis,
 à savoir:

1. Le lot No 328 (trois cent vingt-huit) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph-de-Lévis, comté de Lévis, étant une terre située maintenant dans la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre, sixième rang, mesurant deux arpents de front sur trente arpents de profondeur—circonstances et dépendances.

2. Les lots Nos 1 et 3 (un et trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David-de-l'Aube-Rivière, comté de Lévis, étant une terre située au premier rang—avec les bâties dessus construites, circonstances et dépendances. A distraire du lot No 1 les emplacements de Théodore et Arthur Samson ou représentants.

Pour être vendu, le lot en premier lieu décrit, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Louis-de-Pintendre, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à DIX heures du matin. (Heure solaire).

Pour être vendus, les lots en deuxième lieu décrits, "en bloc", à la porte de l'église de la paroisse de Saint-David-de-l'Aube-Rivière, comté de Lévis, le VINGT-NEUVIEME jour de MAI prochain, à ONZE heures et DEMIE du matin. (Heure solaire).

Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
 Québec, le 22 avril 1936. 2371—17-2-o
 [Première publication, le 25 avril 1936]
 [Deuxième publication, le 9 mai 1936]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } JOSEPH - GERARD
 District de Roberval. } VERREAULT, de
 No 8757. } la cité de Québec, no-
 taire, demandeur; vs DAME FLORE TREM-
 BLAY, épouse commune en biens de Ivan
 Savinsky, tous deux de Saint-Joseph d'Alma,
 maintenant de Lac des Habitants, canton La-
 breceque, et le dit IVAN SAVINSKY, tant per-
 sonnellement que pour autoriser son épouse;
 Dame Marie Gaudreault, veuve de Thomas
 Tremblay, de Saint-Joseph d'Alma, ALBERT
 TREMBLAY et FLORIAN TREMBLAY,
 tous deux de Saint-Joseph d'Alma, défendeurs,
 à savoir:

1. Comme étant en la possession, par indivis,
 de Dame Marie Gaudreault, veuve de Thomas

Lot No. 132 (one hundred and thirty two) on the official cadastre for the parish of Saint Nicholas, County of Levis, being a farm situate in the first range, measuring two arpents in front by about 25 arpents in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of Saint Nicholas, County of Levis, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TWO o'clock in the afternoon (Standard Time).

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
 Québec, April 22, 1936. 2370—17-2
 [First publication, April 25th., 1936]
 [Second publication, May 9th., 1936]

FIERI FACIAS.

Québec, to wit: } RICHARD EDWIN
 No. 32665. } WARK, of Leeds
 Village, trader; against JOSEPH OCTAVE
 CARRIER, of Saint David, county of Levis,
 to wit:

1. Lot No. 328 (three hundred and twenty eight) on the official cadastre for the Parish of Saint Joseph de Lévis, county of Levis, being a farm now situate in the parish of Saint Louis de Pintendre, sixth range, measuring two arpents in front by thirty arpents in depth—circumstances and dependencies.

2. Lots Nos. 1 and 3 (one and three) on the official cadastre for the Parish of Saint David de l'Aube-Rivière, county of Levis, being a farm situate in the first range—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. To be deducted from lot No. 1, the emplacements of Théodore and Arthur Samson or representatives.

To be sold, the lot firstly described, at the church door of the Parish of Saint Louis de Pintendre, county of Levis, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at TEN o'clock in the forenoon (Standard time).

To be sold, the lots secondly described, "en bloc" at the church door of the Parish of Saint David de l'Aube-Rivière, county of Levis, on the TWENTY NINTH day of MAY next, at HALF PAST ELEVEN o'clock in the forenoon, (Standard time).

Sheriff's Office, L. LAPIERRE, Sheriff.
 Québec, April 22nd., 1936. 2372—17-2
 [First publication, April 25th., 1936]
 [Second publication, May 9th., 1936]

ROBERVAL

FIERI FACIAS.

Superior Court.

Province of Québec, } JOSEPH GERARD
 District of Roberval, } VERREAULT, of
 No. 8757. } the city of Québec,
 notary, plaintiff; vs DAME FLORE TREM-
 BLAY, wife common as to property of Ivan
 Savinsky, both of Saint Joseph d'Alma, now
 of Lac des Habitants, township of Labrecque,
 and the said IVAN SAVINSKY, both per-
 sonally and to authorize his wife; DAME MA-
 RIE GAUDREAU, widow of Thomas Trem-
 blay, of Saint Joseph d'Alma, ALBERT TREM-
 BLAY and FLORIAN TREMBLAY, both
 of Saint Joseph d'Alma, defendants, to wit:

1. As being in the possession, as joint owners,
 of Dame Marie Gaudreault, widow of Thomas

Tremblay, et de Dame Flore Tremblay, épouse commune en biens de Ivan Savinsky, et du dit Ivan Savinsky, époux commun en biens de la dite Dame Flore Tremblay, tous défendeurs:

Un terrain ou emplacement situé dans la ville de Saint-Joseph d'Alma, faisant partie du lot primitif numéro trois-B, et maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Delisle, sous le numéro trois-B-cinq (No 3-B-5) du premier rang de l'Île d'Alma—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, d'une superficie de six mille cinq cents pieds, mesurant cent trente pieds de l'ouest à l'est sur cinquante pieds du nord au sud, borné au nord au terrain des représentants d'Egide Harvey, au sud au terrain de Nicholas Nemé, à l'ouest à la route qui conduit au pont en fer jeté sur la petite décharge et à l'est au lot numéro trois-B-huit.

2. Comme étant en la possession, par indivis, de Dame Marie Gaudreault, veuve de Thomas Tremblay, et de Albert Tremblay et Florian Tremblay, tous défendeurs:

Un autre terrain aussi situé en la ville de Saint-Joseph d'Alma, faisant partie des lots numéros trois-B et quatre (Ptie 3B et 4) du rang un (1) de l'Île d'Alma, au cadastre officiel du canton Delisle, mesurant soixante-quatre pieds à l'ouest et soixante-trois pieds à l'est sur cent pieds de profondeur—avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances, mais à distraire une petite pointe de terre dont les dimensions exactes n'ont pas été données mais devant être distraite dans la ligne sud de l'emplacement présentement décrit à la profondeur d'icelui, de manière à ce que l'emplacement de Joseph Ouellet ou représentants situé au sud de l'emplacement désigné par les présentes ait cinquante-deux pieds de largeur dans toute sa profondeur, lequel emplacement lui a été vendu par M. Arthur Tremblay, ces mesures devant être prises depuis la clôture qui sépare le dit emplacement de Joseph Ouellet ou représentants de celui qui est situé au sud du sien; lequel terrain est ainsi borné: à l'ouest à la route qui conduit au pont en fer jeté sur la Petite Décharge; au nord au terrain d'Edouard et Charles Cauchon; à l'est au terrain d'Henri Boivin ou représentants et au sud au terrain de Joseph Ouellet ou représentants.

Pour être vendus séparément à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Joseph d'Alma (Ville d'Alma), MARDI, le NEUVIEME jour de JUIN prochain (1936) à DIX heures de l'avant-midi (Heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO. LEVESQUE.
Roberval, 4 mai 1936. 2749-19-2-0
[Première publication, 9 mai 1936]

Tremblay, and of Dame Flore Tremblay, wife common as to property of Ivan Savinsky, and of the said Ivan Savinsky, husband common as to property of the said Dame Flore Tremblay; all defendants:

A lot of land or emplacement situate in the Town of Saint Joseph d'Alma, forming part of original lot number three-B, and now known and designated on the official cadastral plan and book of reference of the township of Delisle, under number three-B-five (No. 3-B-5) of the first range of l'Île d'Alma,—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies of an area of six thousand five hundred feet, measuring one hundred and thirty feet from West to East by fifty feet from North to South, bounded on the North by the land of the representatives of Egide Harvey, on the South by the land of Nicholas Nemé, on the West by the road leading to the steel bridge across the "Petite Décharge" and on the East by lot number three-B-eight.

2. As being in the possession, as joint owners, of Dame Marie Gaudreault, widow of Thomas Tremblay, and of Albert Tremblay and Florian Tremblay, all defendants:

Another lot of land also situate in the Town of Saint Joseph d'Alma, forming part of lots numbers three-B and four (Pt. 3B and 4) of range one (1) of l'Île d'Alma, on the official cadastre for the township of Delisle, measuring sixty four feet on the West and sixty three feet on the East by one hundred feet in depth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but to be deducted a small point of land, the exact dimensions whereof have not been given, but to be deducted in the South line of the emplacement presently described at the depth thereof, in such manner that the emplacement of Joseph Ouellet or representatives situate South of the emplacement herein designated shall have fifty two feet in width in all its depth, the said emplacement having been sold to him by Mr. Arthur Tremblay. These measurements to be taken from the fence which separates the said emplacement of Joseph Ouellet or representatives from that which is situate South of his own; the said lot of land is bounded as follows: on the West by the road leading to the steel bridge crossing the "Petite Décharge"; on the North by the land of Edouard and Charles Cauchon; on the East by the land of Henri Boivin or representatives and on the South by the land of Joseph Ouellet or representatives.

To be sold separately at the church door of the parish of Saint Joseph d'Alma (Town of Alma), on TUESDAY the NINTH day of JUNE next, 1936, at TEN o'clock in the forenoon (Standard Time).

GEO. LEVESQUE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Roberval, May 4, 1936. 2750-19-2
[First publication, May 9, 1936]

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada,
Province de Québec, } SHERBROOKE
District de Saint-François, } REAL ESTATE COMPANY,
No 146. } de la Cité de
Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse; vs HENRI BOISCLAIR, du Canton

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

Canada,
Province of Quebec, } SHERBROOKE
District of Saint Francis, } REAL ESTATE
No. 146. } COMPANY,
of the City of
Sherbrooke, district of Saint Francis, plaintiff; vs HENRI BOISCLAIR, of the township of

d'Ascot, district de Saint-François, défendeur; et "Panneton & Boisvert", avocats, de la cité de Sherbrooke, dit district, distrayants:

Saisi comme appartenant au dit défendeur.

Ce certain morceau de terre autrefois connu et désigné comme étant partie du lot quatorze dans le septième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le Canton d'Ascot et aujourd'hui connu et désigné comme étant le numéro quatorze F, dans le septième rang, sur les plan et livre de renvoi officiels pour le Canton d'Ascot—avec les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent.

Pour être vendu au bureau du shérif, Palais de Justice, Sherbrooke, MERCREDI, le VINGTIÈME jour de MAI prochain, à DIX heures a.m. (heure solaire).

Bureau du shérif, J.-P.-C. LEMIEUX, Sheriff's Office,
Sherbrooke, le 14 avril 1936. Sherbrooke, April, the 14th, 1936.
[Première publication, le 18 avril 1936] [First publication, on April the 18th, 1936]
2249—16-2-o 2250—16-2-o

Ascot, district of Saint Francis, defendant; and "Panneton & Boisvert", advocates, of the City of Sherbrooke, said district, distrayants.

Seized as belonging to the said defendant:

That certain piece of land formerly known and designated as being part of lot fourteen in the seventh range, upon the official plan and book of reference for the township of Ascot, and now known and designated as being the number fourteen F, in the seventh range, upon the official plan and book of reference for the Township of Ascot—with the buildings and improvements thereon.

To be sold at the Sheriff's Office, Court House, Sherbrooke, WEDNESDAY, the TWENTIETH day of MAY next, at TEN o'clock A.M. (standard time).

J. P. C. LEMIEUX, Sheriff.
Sherbrooke, April, the 14th, 1936.
[First publication, on April the 18th, 1936]
2250—16-2-o

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 3821. } **EUGENE BOURNIVAL**, cultivateur, de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, demandeur; vs OVILA BOISVERT *alias* AVILA BOISVERT, cultivateur, de la paroisse de Saint-Barnabé, district des Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain sis et situé en la paroisse de Saint-Barnabé, à la concession de la Grande Rivière, et connu et désigné comme étant et faisant partie des lots de terre numéros deux cent quatre-vingt-dix (Pt. 290) et quatre cent quarante-deux (Pt. 442) ainsi connus aux plan et livre de renvoi officiels, le premier de la paroisse de Saint-Barnabé, et le second de la paroisse de Sainte-Anne d'Yamachiche, contenant le dit terrain environ un arpent et demi de large depuis la Rivière Machiche, qui le borne au nord-est, jusqu'à un cours d'eau ou fossé, connu des parties, qui traverse les dits lots dans toute leur largeur du côté sud-ouest du chemin public, et situé environ à quatorze arpents environ au sud-ouest du dit chemin, et de là prenant ensuite une largeur de trois arpents environ pour se continuer de la même largeur jusqu'à la limite sud-ouest des dits terrains formée par la ligne irrégulière des terrains de Adélar Boulanger et Avila Lamy, sur la concession Saint-Joseph, borné au sud partie par le dit Sévère Boisvert et partie par Louis Lapointe, et au nord par James Bourassa—avec maison et dépendances dessus érigées.

Pour être vendu en bloc, suivant ordonnance de l'Hon. Juge Aimé Marchand, J. C. S., en date du 11 avril 1936, à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Barnabé, le VINGTIÈME jour de MAI, mil neuf cent trente-six, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER, Sheriff's Office,
Trois-Rivières, le 14 avril 1936. Trois Rivières, April 14th., 1936.
[Première publication, le 18 avril 1936] [First publication, April 18th., 1936]
2257—16-2-o 2258—16-2

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivières, No. 3821. } **EUGENE BOURNIVAL**, farmer, of Saint Barnabé, district of Trois Rivières, plaintiff; vs OVILA BOISVERT *alias* AVILA BOISVERT, farmer, of the parish of Saint Barnabé, district of Trois Rivières, defendant.

As belonging to the said defendant the following immovable, to wit:

A lot of land lying and situate in the parish of Saint Barnabé, in the Grande Rivière concession, and known and designated as being and forming part of the lots of land numbers two hundred and ninety (Pt. 290) and four hundred and forty two (Pt. 442) thus known on the official plan and book of reference, the first number of the parish of Saint Barnabé, and the second of the parish of Sainte Anne d'Yamachiche, the said lot of land measuring about one arpent and one half in width from the River Machiche, which bounds it on the Northeast, to the water course or ditch, known by the parties hereto, which crosses the said lots in their whole width from the Southwest side of the public road, and situate at about fourteen arpents Southwest of the said road, and thence then having a width of three arpents or thereabouts, continuing in this same width as far as the Southwest limit of the said lots of land formed by the irregular line of the lands of Adélar Boulanger and Avila Lamy, in the Saint Joseph Concession, bounded on the South partly by the said Sévère Boisvert and partly by Louis Lapointe, and on the North by James Bourassa—with house and dependencies thereon erected.

To be sold "en bloc" pursuant to an order of the Hon. Justice Aimé Marchand, J. S. C., dated April 11th., 1936, at the church door of the parish of Saint Barnabé, on the TWENTIETH day of MAY, nineteen hundred and thirty six, at TEN o'clock in the forenoon.

L. P. MERCIER, Sheriff.
Trois Rivières, April 14th., 1936.
[First publication, April 18th., 1936]
2258—16-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District des Trois-Rivières.

Canada, } ULRIC LESIEUR,
Province de Québec, } marchand, de la pa-
No 3833. } roisse de la Pointe-du-
Lac, demandeur; vs ACHILLE MARTIN, du
même endroit, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'im-
meuble suivant, savoir:

Les neuf dixièmes indivis d'une certaine terre,
sise dans le rang Saint-Nicholas, en la paroisse de
la Pointe-du-Lac, connue et désignée au cadastre
officiel d'enregistrement de la dite paroisse de la
Pointe-du-Lac, comme étant le lot numéro quatre
cent trente-trois (433)—avec bâtisses dessus cons-
truites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de la pa-
roisse de la Pointe-du-Lac, le VINGTIÈME jour
de MAI 1936, à ONZE heures et QUARANTE-
CINQ minutes (11.45 hrs) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 14 avril 1936. 2259—16-2-o
[Première publication, le 18 avril 1936]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Trois-Rivières.

Canada, } ULRIC LESIEUR,
Province of Quebec, } merchant, of the pa-
No. 3833. } rish of Pointe du Lac,
plaintiff; vs ACHILLE MARTIN, of the same
place, defendant.

As belonging to the said defendant, the follow-
ing immovable, to wit:

The undivided nine tenths of a certain farm,
situate in the Saint Nicholas range, in the parish of
Pointe-du-Lac, known and designated on the
official cadastral plan of the said parish of Pointe-
du-Lac, as being lot number four hundred and
thirty three (433)—with buildings thereon erected,
circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of the parish of
Pointe-du-Lac, on the TWENTIETH day of
MAY, 1936, at ELEVEN FORTY FIVE o'clock
(11.45 o'clock) of the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, April 14, 1936. 2260—16-2
[First publication, April 18th., 1936]

Action en séparation de biens

Canada, Province de Québec, District de
Nicolet, Cour Supérieure, No 1043. Dame Mar-
guerite Auger, épouse commune en biens de
Maurice Lemay, commerçant, de la ville de Nico-
let, district de Nicolet, domiciliée à Nicolet,
district de Nicolet, demanderesse; vs Maurice
Lemay, commerçant, de la ville de Nicolet, dis-
trict de Nicolet, défendeur.

Une action en séparation de biens a été ins-
tituée en cette cause, le vingt-quatrième jour
d'avril 1936.

Nicolet, ce 27 avril 1936.

Le procureur de la demanderesse,
2763-o J.-ALFRED GAUDET.

Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of
Nicolet, Superior Court, No. 1043. Dame Mar-
guerite Auger, wife common as to property of
Maurice Lemay, trader of Nicolet, district of
Nicolet, domiciliated at Nicolet, district of
Nicolet, plaintiff; vs Maurice Lemay, trader of
Nicolet, district of Nicolet, defendant.

An action of separation as to property has
been instituted in this cause on the twenty fourth
day of April, 1936.

Nicolet, 27th of April 1936.

J. ALFRED GAUDET,
2764-o Attorney for plaintiff.

Arrêtés en Conseil

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable
Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936,
approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4
mai 1936.

Concernant la Loi de la protection des plantes.

1293

L'honorable Ministre de l'Agriculture, dans
un mémoire en date du 1er mai (1936), expose:
Attendu qu'il y a lieu d'amender le règlement
No 2 concernant la protection contre la pyrale
du maïs, tel que publié dans la *Gazette officielle
de Québec*, en date du 13 mai 1933, ledit règle-
ment tel qu'amendé par un arrêté ministériel
publié dans la *Gazette officielle de Québec*, en date
du 25 août 1934, et d'inclure le comté d'Yamaska
dans la zone de quarantaine;

En conséquence, l'honorable Ministre recom-
mande:

Que le dit règlement No 2, tel qu'amendé, soit
de nouveau amendé en remplaçant tout le para-
graphe commençant par les mots: "Qu'une qua-
rantaine soit établie, etc...", par le paragraphe
suivant: "Qu'une quarantaine soit établie dans
toute cette partie de la province bornée à l'est,

Orders in Council

COPY of the Report of a Committee of the
Honourable Executive Council, dated May 1st,
1936, approved by the Lieutenant-Governor
on May 4, 1936.

Concerning the Plant Protection Act.

1293

The Honourable Minister of Agriculture, in a
memorandum dated May 1st, 1936, sets forth:
Whereas it is expedient to amend regulation
No. 2 concerning protection against the Euro-
pean Corn Borer, as published in the *Quebec
Official Gazette*, dated May 13, 1933, the said
regulation as amended by an Order in Council
published in the *Quebec Official Gazette*, dated
August 25, 1934, and to include the county of
Yamaska in the quarantine zone;

Therefore, the Honourable Minister recom-
mends:

That the said regulation No. 2, as amended,
be again amended by replacing all the paragraph
commencing with the words: "That a quaran-
tine be established, etc...", by the following para-
graph: "That a quarantine be established in all
that part of the Province bounded on the East,

par la limite ouest des comtés de Saint-Maurice, Nicolet, Drummond, Richmond, Sherbrooke et Stanstead; et à l'ouest, par la limite du comté de Pontiac."

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2715-o

by the Western limit of the counties of Saint Maurice, Nicolet, Drummond, Richmond, Sherbrooke and Stanstead; and on the West, by the limit of the county of Pontiac."

Certified,

A. MORISSET,
Clerk Executive Council.

2716

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4 mai 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 1st., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 4, 1936.

Concernant la protection de la perdrix hongroise

Concerning the protection of Hungarian Partridge

1349

1349

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des pêcheries, dans un mémoire en date du 1er mai (1936) expose:

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 1st., 1936, sets forth:

Qu'il y a quelques années, des personnes ont importé des perdrix hongroises dans la province, dans le but de les libérer dans la forêt pour des fins de reproduction et qu'au mois d'avril 1931, un règlement a été passé défendant de les chasser pour une période de cinq ans;

That for several years, people have imported Hungarian Partridge into the Province for the purpose of freeing the said birds in the woods with a view to reproduction and that in the month of April, 1931, a regulation was passed prohibiting the hunting of same for a period of five years;

Que cette période expire le 1er mai 1936, et qu'il importe de la prolonger.

That this period expires on the 1st of May, 1936, and that it is expedient to further extend it:

En conséquence, l'honorable Ministre recommande qu'il soit défendu en tout temps, de chasser, tuer ou prendre la perdrix hongroise, ou de déranger, endommager, cueillir ou enlever les œufs de ces oiseaux, pour une nouvelle période de cinq ans, soit du 1er mai 1936 jusqu'au 1er mai 1941.

Therefore, the Honourable Minister recommends that it be prohibited, at all times, to hunt, kill or take Hungarian Partridge, or to disturb, damage, gather or take the eggs of these birds, for a further period of five years, namely from the 1st. of May, 1936, until the 1st of May, 1941.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2719-o

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2720

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4 mai, 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable the Executive Council, dated the 1st of May, 1936, approved by the Lieutenant Governor on the 4th of May, 1936.

Concernant le règlement sur le transport des abeilles et du matériel apicole.

Respecting the Regulation for the transportation of Bees and Apicultural Material.

1348

1348

L'honorable Ministre de l'Agriculture, dans un mémoire en date du 1er mai (1936), expose:

The Honourable the Minister of Agriculture, in a memorandum dated the 1st of May (1936), sets forth:

Que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur la recommandation du ministre, est autorisé en vertu de l'article 11a de la loi des abeilles (Statuts refondus de 1925, chapitre 71) tel qu'amendé par le statut 25-26 George V, chapitre 32) à faire des règlements sur toute matière relevant de la susdite loi, notamment en ce qui concerne le transport des abeilles ou du matériel apicole;

That the Lieutenant Governor in Council, on the recommendation of the Minister, may, in virtue of Article 11a of the Bee Act, (Revised Statutes of Quebec 1925, Chapter 71) as amended by the Statute 25-26 George V, Chapter 32) make regulations on any matter arising out of the aforesaid Act, especially with respect to the transportation of bees or of apicultural material;

Qu'il importe de réglementer le transport des abeilles et du matériel apicole afin de protéger plus efficacement les ruchers sains contre la propagation des maladies contagieuses;

That it is expedient to regulate the transportation of bees and of apicultural material so as to protect more effectually the healthy apiaries against the spreading of contagious diseases;

Pourquoi, l'honorable Ministre recommande que soit édicté le règlement suivant:

Wherefore the Honourable the Minister recommends that the following regulation be enacted:

"RÈGLEMENT SUR LE TRANSPORT DES ABEILLES ET DU MATÉRIEL API-COLE.

"REGULATION FOR THE TRANSPORTATION OF BEES AND APICULTURAL MATERIAL.

Art. 1er.—*Inspection obligatoire:*

Art. 1st.—*Obligatory Inspection:*

Nul ne peut transporter ou faire transporter d'un point à un autre dans la province, des abeilles ou du matériel apicole, sans, au préalable,

No person may transport or cause to be transported from one place to another in the Province, any bees or apicultural material, without pre-

avoir fait visiter le rucher et le matériel à transporter par un inspecteur nommé en vertu de la loi des abeilles, et avoir obtenu un laissez-passer à cet effet signé par l'inspecteur.

Le laissez-passer est émis dans la forme autorisée par le ministre et ne vaut que pour la période y indiquée par l'inspecteur.

Art. 2.—*Gratuité du service:*

Le service ci-dessus est effectué gratuitement et les demandes sont adressées au département de l'agriculture, section apicole, Hôtel du gouvernement, Québec, ou à un inspecteur nommé pour la circonscription où sont situés les abeilles et le matériel à transporter.

Art. 3.—*Limitation du règlement:*

Ce règlement ne s'applique pas à un rucher certifié sain en vertu de l'article 8a de la Loi des abeilles.

Certifié,
(Signé) A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2717-o

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936, approuvé par le lieutenant-gouverneur, le 4 mai 1936.

Concernant les barbiers et coiffeurs du comté de Portneuf

No 1356

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 1er mai (1936), expose:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64), les parties contractantes de la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2662 du 18 septembre 1935—convention collective de travail relative aux métiers de barbier et coiffeur du comté de Portneuf—lui ont demandé la modification suivante du dit arrêté:

Le paragraphe *b* de l'article III est remplacé par le suivant:

"*b.* Aucun employeur n'aura le droit de réduire le salaire d'un employé recevant plus que les minima mentionnés ci-haut lors de la signature de cette convention.

Salaire du contrat à la pièce:

Le salaire de toute personne du métier, maître ou employé, barbier, coiffeur, qui travaille à contrat, à la pièce ou à forfait, ne devra jamais être inférieur aux taux suivants:

Barbe.....	\$0.15
Cheveux:	
Pour hommes.....	0.25
Pour femmes.....	0.25
Pour enfants au-dessous de 16 ans.....	0.15
Pour enfants, le samedi de 6.00 p.m. à la fermeture.....	0.25
Rase sur le cou.....	0.05
Shampooing.....	0.25
Grillage de cheveux.....	0.15
Lotion et tonique..... 0.10, 0.15 et	0.25
Cheveux à domicile.....	0.25
Barbe à domicile.....	0.25
Aiguisage de rasoir.....	0.25
Aiguisage de ciseaux.....	0.15
Teinture de cheveux.....	2.50

viously having the apiary and the material to be transported inspected by an inspector appointed under the Bee Act, and having obtained a pass to that effect signed by the Inspector.

The pass shall be issued in the form authorized by the Minister and shall be valid only for the time indicated by the Inspector.

Art. 2.—*Gratuitous Service:*

The aforementioned service shall be effected gratuitously, and the request shall be addressed to the Department of Agriculture, Apicultural Division, Parliament House, Quebec, or to an Inspector appointed for the District wherein are situated the bees and the material to be transported.

Art. 3.—*Limitation of the Regulation:*

This regulation shall not apply to certified healthy apiary, in virtue of article 8a of the Bee Act."

Certified,
(Signed) A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2718

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council, dated May 1st, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 4th, 1936.

Concerning the barbers and hairdressers of the County of Portneuf

No. 1356

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 1st, (1936), sets forth:

Whereas, pursuant to the provisions of Article 5 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by the Order in Council No. 2662 of September 18, 1935—Collective labour agreement relating to the barber and hairdresser trades of the County of Portneuf—have requested the following modification to the said Order in Council:

Paragraph *b* of article III is replaced by the following:

"*b.* No employer has the right to cut the wages of an employee receiving more than the minimum hereinabove mentioned at the time of the signing of this agreement.

Wages for contract or job work:

The wages of all tradesmen, master or employee—barber, men's or ladies' hairdresser who work on contract, piece work or by the job, should never be less than the following rate:

Shave.....	\$0.15
Haircut:	
Men.....	0.25
Women.....	0.25
Children under sixteen.....	0.15
Children, Saturday from 6.00 p.m. until closing.....	0.25
Neck shave.....	0.05
Shampoo.....	0.25
Singeing.....	0.15
Lotion and tonic..... 0.10, 0.15 and	0.25
Haircut at home.....	0.25
Shave at home.....	0.25
Sharpening razor.....	0.25
Sharpening scissors.....	0.15
Dyeing hair.....	2.50

Manicure.....	0.35	Manicure.....	0.35
Ondulation permanente.....	1.50	Permanent wave.....	1.50
Ondulation à l'eau.....	0.35	Water wave.....	0.35
Ondulation Marcel.....	0.25	Marcel wave.....	0.25
Ondulation au Komol.....	0.35	Komol wave.....	0.35
Ondulation au papier.....	0.50	Paper wave.....	0.50

Note:—Si pour une coupe de cheveux ou barbe à domicile, un barbier est dans l'obligation de faire des dépenses, il a pleinement le droit de charger les frais de déplacement.

Sera considéré comme une coupe de cheveux, le travail de barbier utilisant la tondeuse et des ciseaux.

Toute entente ayant pour effet de diminuer les taux ci-dessus énumérés, soit à l'heure, soit à contrat, sera de nul effet.

Aucune prime, aucun objet ou service d'une valeur quelconque, pouvant servir à abaisser les taux ci-haut mentionnés, ne pourra être donné au client."

Attendu que la dite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mars 1936, et qu'aucune objection n'a été formulée de cette date, contre ladite requête;

L'honorable Ministre recommande son acceptation conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi 24 Geo. V, ch. 56, amendée par la loi 25-26 Geo. V, ch. 64.

Certifié,

A. MORISSET,

2755-o

Greffier Conseil Exécutif.

Note:—If for a haircut or shave at a customer's residence, a barber is obliged to make expenditures, he is lawfully entitled to charge the travelling expenses.

Work done by a barber with a clipper or scissors is considered a haircut.

Any agreement in the way of diminishing the rates hereinabove enumerated, either by the hour, or job, shall be null and void.

No prize, object or service of any value whatsoever, which might be used to lower the rates hereinabove mentioned, shall be given to a customer."

Whereas the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette* of March 28, 1936, and that no objections have been made from that date, against the said request;

The Honourable Minister recommends its approval in conformity with the provisions of Article 5 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64.

Certified,

A. MORISSET,

2756-o

Clerk of the Executive Council.

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4 mai 1936.

Concernant le prix des permis de chasse pour le gibier à plumes

1347

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 1er mai (1936), expose:

Que l'arrêté ministériel daté du 31 janvier 1934, fixe les permis de pêche et de chasse pour tous les non-résidents de la Province, ainsi que le permis de transport de gibier pour les résidents;

Que le permis de chasse de \$26.00 pour les non-résidents non membres d'un club et celui de \$10.50 pour les non-résidents membres bona-fide d'un club sont émis pour toutes espèces de gibier;

Qu'il est notoire qu'un bon nombre de non-résidents viennent dans la Province pour y chasser exclusivement le gibier à plumes, surtout dans la région sud de la Province et qu'il importe de faire une distinction dans le prix du permis de chasse pour ces non-domiciliés qui se limitent exclusivement au gibier à plumes;

En conséquence, l'honorable Ministre recommande qu'un permis spécial pour chasser le gibier à plumes soit émis à tous les non-résidents qui viennent faire cette chasse dans notre Province, et que le prix de ce permis soit fixé à \$15.00 plus \$0.50c de commission, et que l'arrêté ministériel ci-haut cité, portant le No 188, soit modifié en conséquence.

Certifié,

A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2721-o

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 1st., 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 4, 1936.

Concerning the price of permits to hunt feathered game

1347

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 1st 1936, sets forth:

That the Order in Council dated January 31, 1934, fixes the permits to fish and hunt for all non-residents of the Province, as well as the permits to transport game for residents;

That the hunting permit of \$26.00 for non-residents not members of a club and that of \$10.50 for non-residents bona-fide members of a club are issued for all species of game;

That it is well known that quite a number of non-residents come into the Province to hunt feathered game exclusively, particularly in the Southern region of the Province and that it is expedient to make a distinction in the price of hunting permits for those non-residents who limit themselves exclusively to feathered game;

Therefore, the Honourable Minister recommends that a special hunting permit for feathered game be issued to all non-residents who come to hunt such game in our Province, and that the price of such permit be fixed at \$15.00 plus \$0.50 commission, and that the Order in Council above cited, bearing No. 188, be consequently amended.

Certified,

A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2722

COPIE du Rapport d'un Comité de l'Honorable Conseil Exécutif en date du 1er mai 1936, approuvé par le Lieutenant-Gouverneur le 4 mai 1936.

COPY of the Report of a Committee of the Honourable Executive Council dated May 1st, 1936, approved by the Lieutenant-Governor on May 4th., 1936.

Concernant l'industrie de la construction dans le district de Québec

Concerning the building trade in the district of Quebec.

No 1357.

No. 1357

L'honorable Ministre du Travail, de la Chasse et des Pêcheries, dans un mémoire en date du 1er mai (1936), expose:

The Honourable Minister of Labour, Game and Fisheries, in a memorandum dated May 1st, (1936) sets forth:

Attendu que, conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 George V, ch. 64), le Conseil des Métiers de la Construction de Québec lui a présenté une requête à l'effet que la convention collective de travail intervenue entre:

Whereas, pursuant to Article 4 of the Act respecting the extension of collective labour agreements (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64), "Le Conseil des Métiers de la Construction de Québec" has presented to him a request to the effect that the collective labour agreement entered into between:

D'UNE PART:

ON THE ONE PART:

Le Conseil des Métiers de la Construction, corps politique et incorporé ayant son siège social en la cité de Québec, au No 19 de la rue Caron, stipulant tant pour lui-même que pour chacun des Syndicats suivants qui lui sont affiliés:

"Le Conseil des Métiers de la Construction", a corporation having its head office in the city of Quebec, at 19 Caron Street, stipulating as much for itself as for each of the following Syndicates affiliated to it:

Le Syndicat National Catholique des Bricqueurs-Maçons du Canada, Inc., Section No 1, Québec; le Syndicat National Catholique des Plâtriers du Canada, Inc., Section No 1, Québec; L'Union Nationale Catholique des Charpentiers-Menuisiers de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Ferblantiers-couvreurs de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Peintres de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Manœuvres de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Ingénieurs-mécaniciens de Québec, Inc.

"Le Syndicat National Catholique des Bricqueurs-Maçons du Canada, Inc., Section No. 1, Québec; Le Syndicat National Catholique des Plâtriers du Canada, Inc., section No. 1, Québec; L'Union Nationale Catholique des Charpentiers-Menuisiers de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Ferblantiers-Couvreurs de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Peintres de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Manœuvres de Québec, Inc.; L'Union Nationale Catholique des Ingénieurs-mécaniciens de Québec, Inc.;

Et, D'AUTRE PART:

And, ON THE OTHER PART:

L'Association des Constructeurs de Québec, Inc., corps politique et incorporé, ayant son siège social au No 267 de la rue Saint-Paul en la cité de Québec, et représenté par son président, monsieur Ignace Bilodeau, dûment mandaté à cette fin par les entrepreneurs suivants:

"L'Association des Constructeurs de Québec, Inc.", a corporation having its head office at 267 Saint Paul Street, in the city of Quebec, and duly represented by its president, Mr. Ignace Bilodeau, duly authorized so to do by the following contractors:

Entrepreneurs généraux:

General Contractors:

MM. Philippe Mathieu, Québec; C.-A. Vézina, Québec; J.-B. Jinchereau, Enr., Québec; Edmond Bélanger, Québec; O. Roberge, Enr., Québec; Abel Ratté, Québec; C. Jobin, Limitée, Québec; Arthur Poulin, Québec; C.-Emile Morissette, Ltée, Québec; Magloire Cauchon, Ltée, Québec; Delphée Maranda, Québec; F.-X. Lamontagne, Québec; Ernest Côté, Québec; Santo-F. Walters, Québec; Barnabé & Fils, Québec; Alb. Langelier, Saint-Victor, Beauce.

Messrs. Philippe Mathieu, Quebec; C. A. Vézina, Quebec; J. B. Jinchereau, Reg'd, Quebec; Edmond Bélanger, Quebec; O. Roberge, Reg'd, Quebec; Abel Ratté, Quebec; C. Jobin, Limited, Quebec; Arthur Poulin, Quebec; C. Emile Morissette Ltée, Quebec; Magloire Cauchon, Ltée, Quebec; Delphée Maranda, Quebec; F. X. Lamontagne, Quebec; Ernest Côté, Quebec; Santo F. Walters, Quebec; Barnabé & Fils, Quebec; Alb. Langelier, Saint Victor, Beauce.

Entrepreneurs-Plâtriers:

Plasterer Contractors:

MM. J.-O. Lambert, Québec; J.-Albert Lebel, Québec.

Messrs. J. O. Lambert, Quebec; J. Albert Lebel, Quebec.

Entrepreneurs-Peintres:

Painter Contractors:

MM. Gauthier, Limitée, Québec; Marier & Tremblay, Ltée, Québec; B. Leonard Reg'd., Québec; E. Gervais, Ltée, Québec; Simard & Frère, Eng., Québec; Ovide Lachance, Lévis.

Messrs. Gauthier Limitée, Quebec; Marier & Tremblay Ltée, Quebec; B. Leonard Reg'd, Quebec; E. Gervais Ltée, Quebec; Simard & Frère Eng., Quebec; Ovide Lachance, Levis.

Entrepreneurs Plombiers-Electriciens:

Electrician-Plumber Contractors:

MM. P.-E. Larocque, Québec; O. Picard & Fils, Inc., Québec; Gaud. Brousseau & Fils, Ltée, Qué-

Messrs. P. E. Larocque, Quebec; O. Picard & Fils Inc., Quebec; Gaud. Brousseau & Fils Ltée,

bee; Jobin & Paquet, Limitée, Québec; J.-E. Tremblay, Québec; Albéric Noreau, Québec; Pierre Paradis, Québec.

Entrepreneurs Ferblantiers-Couvreurs:

MM. Désiré Delisle, Québec; Eug. Falardeau, Ltée, Québec; Edm. Lachance, Québec; Eug. Prémont, Québec.

Entrepreneurs en Tuile, Marbre et Terrazo:

MM. J.-Ignace Bilodeau, Québec; Louis Marcon & Frère, Québec.

tous entrepreneurs en construction de la ville et du district de Québec, soit rendue obligatoire pour les employeurs et les employés des métiers et de l'industrie de la construction, selon les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 mars 1936.

Attendu que l'Honorable Ministre a reçu des objections contre ladite requête et qu'il les a soumises à l'appréciation des parties contractantes;

Attendu que les dispositions relatives aux taux de salaire et à la durée du travail pour les métiers et l'industrie concernés et dans la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête telle qu'amendée, ont acquis une signification et une importance prépondérantes;

L'honorable Ministre recommande l'approbation de ladite requête conformément aux dispositions de l'article 4 de la Loi 24 Geo. V, chapitre 56, amendée par 25-26 Geo. V, chapitre 64, avec toutefois, les nouvelles conditions suivantes et tenant lieu des conditions décrites dans ladite requête:

I.—Définition des termes:—

a) Les mots "compagnons-briqueurs", dans la présente convention, signifient et comprennent tout ouvrier qui pose la brique, la terra cotta, la pierre artificielle et le bloc de gypse.

b) Le mot "maçon" comprend toute personne qui pose la pierre naturelle ou artificielle, le granit.

c) Par "charpentier-menuisier" il y a lieu d'entendre tout artisan qui fait l'assemblage des pièces de bois, travaille en charpente, s'occupe de toutes les réparations des objets en bois, exécute tous les travaux en bois avec des outils de menuisier.

d) Les mots "compagnon-plâtrier" désignent tout travailleur qui exécute les travaux d'enduit de plâtre, tels que le posage de la célanite, la finition du blanc, du ciment, du mortier, du stucco, des moulures de plâtre, le posage et le coulage d'ornements, qui fait le mélange du blanc de chaux avec le plâtre ou le mélange de chaux avec le plâtre, ou le mélange de chaux avec le ciment blanc; celui qui prépare la moulure, c'est-à-dire pose les règles pour faire le poussage de la moulure.

e) Les mots "ferblantier-couvreur" signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux de couverture en tuile, en ardoise, en tôle, en cuivre, en gravier, en asphalte ou en papier goudronné; fabrique toutes sortes d'objets en fer-blanc, tôle ou cuivre; tels: corniches, ornementation, ventilateurs, gouttières, etc., fait le tracé, la coupe et le posage de tout métal en feuille.

f) Les mots "mécanicien de machines fixes", désignent les mécaniciens préposés à une installation de la force motrice, au sens du paragraphe 5, article 2, S. R. V.C. c. 42, s. 1.

g) Le mot "manœuvre" désigne tout homme qui exécute un travail non qualifié et d'aide.

Quebec; Jobin & Paquet Limitée, Québec; J. E. Tremblay, Québec; Albéric Noreau, Québec; Pierre Paradis, Québec.

Tinsmith-Roofers Contractors:

Messrs. Désiré Delisle, Québec; Eug. Falardeau Ltée, Québec; Edm. Lachance, Québec; Eug. Prémont, Québec.

Tile, Marble and Terrazo Contractors:

Messrs. J. Ignace Bilodeau, Québec; Louis Marceau & Frère, Québec.

All building contractors of the city and district of Québec, be rendered obligatory for the employees and employers of the building trades, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette* of March 28th., 1936.

Whereas, the Honourable Minister received objections against the said request and he submitted them to the appreciation of the contracting parties;

Whereas, the provisions relating to the rate of wages and the duration of labour for the trades concerned and within the territorial jurisdiction determined in the said request, as amended, have acquired preponderant significance and importance;

The Honourable Minister recommends the approval of the said request in conformity with the provisions of Article 4 of the Act 24 Geo. V, chapter 56, amended by 25-26 Geo. V, chapter 64, with however, the new following conditions and to be substituted to the provisions set forth in the said request:

I.—Definition of terms:

a) The words "journeymen-bricklayers" in the present agreement signify and comprise any workman who lays bricks, terra cotta, artificial stone and block gypsum;

b) The word "mason" signifies any person who lays natural or artificial stone or granite.

c) By "carpenters and joiners" it is meant any workman who assembles pieces of wood, does carpentry work, repairs wooden objects, executes any wood work with carpenter tools;

d) The words "journeyman plasterer" designate any worker who executes plastering work such as the laying of celanite, finishing in rock wall, cement, mortar, stucco, plaster mouldings, the laying or pouring of ornaments, the mixing of lime with plaster or the mixing of lime wash with plaster or the mixing of lime with white cement; the man who prepares the moulding, that is to say lays the rules for the cutting of the moulding;

e) The words "tinsmiths and roofers" signify and comprise any person who does roofing work in tile, slate, tin, copper, gravel, asphalt or tarpaper; manufactures any objects in tin, sheet-iron or copper, such as: cornices, ornamental work, ventilators, spouts, etc., makes the tracing, the cutting and the laying of all sheet metal.

f) The words "stationary enginemen" signify mechanics in charge of an installation of motive power, within the meaning of paragraph 5 of article 2 R.S.V.C. c. 42, s. 1.

g) The word "labourer" signifies any man who does unspecified and unclassified work and is employed as a helper.

h) Les mots "compagnons-peintres", signifient et comprennent toute personne qui fait des travaux de peintre au pinceau ou à la machine pneumatique, de vernissage, de peinture ou de décoration, ou de tapisage, ou d'imitation ou de dorage.

Nonobstant la définition ci-haut, sera considéré comme compagnon-peintre, tout salarié peintre qui aura un certificat de compétence soit du bureau des examinateurs créé en vertu de l'article 7, paragraphe 2 de la Loi de l'extension des conventions collectives de travail, soit de son association professionnelle conformément à l'article 10 de la même Loi.

i) Dans le présent contrat, le terme "poseur de terrazo" signifie et comprend tout homme qui nivelle la surface propre à recevoir le terrazo et mesure, divise cette surface et y trace les lignes, et prépare les échantillons, et mélange les matériaux, et étend le mélange et surveille le roulage et le polissage du terrazo.

Le terme "poseur de tuiles", signifie et comprend tout homme qui mesure la surface propre à recevoir les tuiles et qui pose les tuiles.

Le terme "poseur de marbre", signifie et comprend tout homme qui mesure la surface propre à recevoir le marbre, taille le marbre et pose le marbre.

h) The words "journeymen painters" signify and mean any person doing painting work either with a paint-brush, pneumatic machine, varnishing, painting or decorating or paper hanging, imitation or gilding.

Notwithstanding the foregoing definition, any salaried painter who holds a certificate of competency either from the Board of Examiners established under article 7, paragraph 2 of the Collective Labour Agreements' Extension Act, or from his own professional association, pursuant to article 10 of the same Act, shall be classed as a journeyman painter.

i) In the present agreement the term "terrazo layer" signifies and includes any man levelling the surface, so as to lay the terrazo and measures, divides the said surface and draws the lines, and prepares the samples and mixes the materials and spreads the mixture and supervises the rolling and polishing of the terrazo;

The term "tile setter" signifies and comprises any man who measures the surface in order to receive the tile, and who sets the tiles;

The term "marble setter" signifies and includes any man who measures the surface in order to receive the marble, cuts and sets the marble.

II.—a) Jurisdiction Territoriale:

La juridiction territoriale déterminée par la présente convention comprend le district judiciaire de Québec—à l'exception du comté de Lotbinière—et les comtés de Beauce et de Mégantic; ladite juridiction pour fins d'application de la convention, est divisée en deux zones suivantes:

Zone I:—Villes de Québec et de Lévis et un rayon de 10 milles de leurs limites;

Zone II:—Le reste de la juridiction territoriale.

II.—a) Territorial jurisdiction:

The territorial jurisdiction determined by the present agreement comprises the judicial district of Quebec—the county of Lotbinière excepted—and the counties of Beauce and Megantic; the said jurisdiction for the application of the agreement, is divided in two zones:

Zone I: Cities of Quebec and Levis and radius of 10 miles from their limits;

Zone II: The rest of the territorial jurisdiction.

b) Jurisdiction Professionnelle:

La juridiction professionnelle de la présente convention s'applique aux travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition d'immeubles.

b) Professional jurisdiction:

The professional jurisdiction of the present agreement includes the building, repairing, maintenance and demolishing of immovables.

III.—a) Tarif des salaires:

Dans la zone I décrite au paragraphe "a" de l'article II, les taux de salaire minimum ci-dessous mentionnés seront payés et deviendront effectifs dans les différents métiers ci-après spécifiés:

III.—a) Rates of wages:

In Zone I, described in sub-section "a" of Section II, the following minimum rates of wages shall be paid and become effective for the various trades hereinafter mentioned:

Briqueurs.....	\$0.70	Bricklayers.....	\$0.70
Maçons.....	0.70	Masons.....	0.70
Plâtriers.....	0.70	Plasterers.....	0.70
Charpentiers-menuisiers.....	0.50	Carpenters-joiners.....	0.50
Calfats.....	0.45	Caulker.....	0.45
Peintres.....	0.45	Painter.....	0.45
Ferblantiers-couvreurs.....	0.45	Tinsmith-roofer.....	0.45
Manœuvres.....	0.35	Common labourer.....	0.35
Faiseurs de mortier.....	0.35	Mortar makers.....	0.35
Brasseurs de célanite.....	0.35	Celanite mixers.....	0.35
Couleurs de blanc.....	0.35	Plaster pourer.....	0.35
Porteurs d'oiseau.....	0.35	Hod carrier.....	0.35
Tireurs de joints.....	0.50	Joint pointer.....	0.50
Finisseurs en ciment.....	0.50	Cement finisher.....	0.50
Poseurs de marbre.....	0.50	Marble setter.....	0.50
Poseurs de tuiles.....	0.50	Tile setter.....	0.50
Poseurs de terrazo.....	0.50	Terrazo layer.....	0.50
		Men working on machines for the polishing of terrazo.....	0.40
Hommes sur machine à polir le terrazo.....	0.40	Drillers.....	0.45
Drilleurs.....	0.45	Lathers-metal.....	0.50
Poseurs de lattes métalliques.....	0.50	Lathers-wood.....	0.45
Poseurs de lattes en bois.....	0.45		
Ingénieurs stationnaires, machines portatives.....	\$ 0.50	Stationary enginemen and mechanics.....	0.50

Opérateurs de pelle à vapeur.....	0.50	Enginemen steam shovel.....	0.50
Opérateurs de grues.....	0.50	Enginemen-hoisting.....	0.50
Opérateurs de malaxeurs à gazoline.....	0.50	Enginemen-gaz mixer.....	0.50
Opérateurs de compresseurs.....	0.50	Enginemen-compressor.....	0.50

Le taux horaire de salaire des apprentis des métiers ci-après énumérés sera le suivant:

The hourly rates of wages for apprentices in the trades hereinafter mentioned shall be the following:

Apprentis plâtriers, briqueteurs et maçons:

Apprentices-plasterers, bricklayers and masons:

1ère année, 1er 6 mois.....	\$ 0.25	1st year: 1st six months.....	0.25
2ème 6 mois.....	0.30	1st year: 2nd six months.....	0.30
2ème année.....	0.45	2nd year.....	0.45
3ème année.....	0.60	3rd year.....	0.60

Apprentis menuisiers:

Apprentices-carpenters:

1ère année.....	0.15	1st year.....	0.15
2ème année.....	0.20	2nd year.....	0.20
3ème année.....	0.25	3rd year.....	0.25

Peintres:

Painters:

1ère année.....	0.10	1st year.....	0.10
2ème année.....	0.15	2nd year.....	0.15
3ème année.....	0.20	3rd year.....	0.20
4ème année: \$0.10 en moins que le salaire pour le compagnon.....		4th year: \$0.10 less than the wage fixed for the journeyman.....	

Ferblantiers-couvreurs:

Tinsmiths and Roofers:

1ère année.....	0.10	1st year.....	0.10
2ème année.....	0.15	2nd year.....	0.15
3ème année.....	0.20	3rd year.....	0.20
4ème année.....	0.25	4th year.....	0.25

Apprentis—tuiles, marbre, terrazo, cimentiers:

Apprentices—tiles, marble, terrazo, cement layers:

1ère année: 1er six mois.....	0.15	1st year: 1st 6 months.....	0.15
2ème six mois.....	0.25	1st year: 2nd 6 months.....	0.25
2ème année.....	0.35	2nd year.....	0.35
3ème année.....	0.45	3rd year.....	0.45

Nombre d'apprentis:

Number of apprentices:

La proportion du nombre d'apprentis par rapport à celui des compagnons ne devra pas dépasser la norme suivante:

The number of apprentices in proportion to that of journeymen shall not be higher than the following rule:

Plâtriers, briqueteurs, maçons et menuisiers: 1 par 10 compagnons ou fraction de ce nombre;

Plasterers, bricklayers, masons and carpenters: 1 per 10 journeymen or fraction thereof;

Couvreurs: 1 par 5 compagnons ou fraction de ce nombre;

Coverers: 1 per 5 journeymen or fraction thereof;

Peintres: 1 par 10 compagnons ou fraction de ce nombre;

Painters: 1 per 10 journeymen or fraction thereof;

Poseurs de marbre, terrazo, tuile, et cimentiers: 1 par 6 compagnons ou fraction de ce nombre.

Marble, terrazo, tile, cement layers: 1 per 6 journeymen or fraction thereof.

(b) Les taux de salaire seront les suivants dans la zone II décrite au paragraphe "a" de l'article II:

(b) The rates of wages shall be the following in Zone II, as described in sub-section "a" of section II:

Briqueteurs.....	\$ 0.50	Bricklayers.....	0.50
Maçons.....	0.50	Masons.....	0.50
Plâtriers.....	0.50	Plasterers.....	0.50
Charpentiers-menuisiers.....	0.40	Carpenters and joiners.....	0.40
Califats.....	0.35	Building caulkers.....	0.35
Peintres.....	0.35	Painters.....	0.35
Ferblantiers-couvreurs.....	0.40	Tinsmiths-Roofers.....	0.40
Manceuvres.....	0.25	Common labourers.....	0.25
Faiseurs de mortier.....	0.25	Mortar makers.....	0.25
Brasseurs de célanite.....	0.25	Celanite mixers.....	0.25
Couleurs de blanc.....	0.25	Plaster pourers.....	0.25
Porteurs d'oiseau.....	0.25	Hod carriers.....	0.25
Tireurs de joints.....	0.40	Joint pointers.....	0.40
Poseurs de tuiles.....	0.45	Tile setters.....	0.45
Poseurs de marbre.....	0.45	Marble setters.....	0.45
Poseurs de terrazo.....	0.45	Terrazo setters.....	0.45
Hommes sur machine à polir le terrazo...	0.35	Men working on machines for polishing the terrazo.....	0.35

Poseurs de lattes métalliques.....	0.35	Lathers—metal.....	0.35
Poseurs de lattes en bois.....	0.35	Lathers—wood.....	0.35
Ingénieurs de machines portatives.....	0.40	Enginemen, portative machines.....	0.40
Finisseurs de ciment.....	0.40	Cement finishers.....	0.40

Le taux horaire du salaire des apprentis des métiers ci-après énumérés sera le suivant:

1ère année: 1er six mois.....	\$ 0.10
1ère année: 2ème six mois.....	0.15
2ème année.....	0.20
3ème année.....	0.25

Toutefois, l'employeur qui embauchera un ouvrier résidant habituellement dans la zone I décrite au paragraphe "a" de l'article II, devra le rémunérer d'après l'échelle des salaires en vigueur dans ladite zone.

Les ouvriers de métiers de la zone II pourront faire la preuve qu'ils sont des ouvriers qualifiés (compagnons) en produisant un certificat de compétence émis, soit par une organisation de métier conformément aux dispositions de l'article 10 de la Loi, soit par le bureau des examinateurs du comité conjoint conformément au paragraphe 2 de l'article 7 de la Loi relative à l'extension des conventions collectives de travail, nommé à la suite de la mise en vigueur de ce décret. A défaut, ils pourront se prévaloir des dispositions de l'article 8-a de la Loi et présenter une déclaration assermentée qu'ils sont des compagnons selon la coutume du métier ou en stage d'apprentissage, selon le cas.

IV.—Apprentissage:

1. Aucun jeune homme dans l'industrie du bâtiment ne pourra commencer son apprentissage avant 16 ans révolus.

2. Dans la cité de Québec, dans la ville de Lévis et dans un rayon de 10 milles de leurs limites tous les apprentis exerçant ou voulant exercer les métiers visés par la présente convention, devront être immatriculés (enregistrés) au bureau du comité conjoint formé en vertu de la Loi de l'extension des conventions collectives de travail.

3. Aucun employeur ne pourra, dans le territoire déterminé au paragraphe précédent, prendre à son emploi un apprenti, si préalablement, il n'a pas passé un contrat d'apprentissage avec l'enfant, ses parents ou tuteurs, par devant le comité conjoint ou une association au sens de l'article 2 de la Loi de l'extension des conventions collectives de travail.

4. Si le patron dudit apprenti ne peut plus lui procurer du travail celui-ci devra se rapporter au comité conjoint qui verra à le faire passer à un autre patron capable de lui donner de l'ouvrage convenable.

5. Cet arrangement ne sera que temporaire et ne durera que jusqu'à ce que l'employeur de l'apprenti, lié par contrat avec ce dernier, puisse le reprendre à son emploi.

6. Si l'apprenti ne peut être placé chez un autre employeur, il sera repris par le patron avec lequel il est lié par un contrat.

7. Pour contrôler la durée d'apprentissage et le transfert de l'apprenti d'une entreprise à l'autre, le patron devra inscrire dans un carnet ad hoc la date d'entrée et de sortie de son apprenti. En plus, le patron devra remettre à l'apprenti un duplicata de la date de son entrée et de sa sortie.

8. La durée de l'apprentissage sera celle commandée par la coutume du métier auquel appartient l'apprenti.

The hourly rates of wages of apprentices for the trades hereinafter mentioned, shall be the following:

1st year: 1st 6 months.....	0.10
1st year: 2nd 6 months.....	0.15
2nd year.....	0.20
3rd year.....	0.25

However, an employer engaging a workman usually living in Zone I described in subsection "a" of section II, must pay him according to the scale of wages established for the said Zone.

Journeymen of Zone II may prove that they are qualified workmen in presenting a certificate of competency issued either by a trade organization in conformity with the provisions of section 10 of the Act or by the Board of Examiners of the joint committee in conformity with subsection 2 of section 7 of the collective labour agreements' extension Act, appointed after the enforcement of the present Order. If not so, they may avail themselves of the provisions of section 8a of the Act and present a sworn declaration that they are journeymen according to the custom of the trade or undergoing apprenticeship, what the case may be.

IV.—Apprenticeship:

1. It will be forbidden for any one to begin apprenticeship in the building industry before having 16 years of age.

2. In the cities of Quebec, Levis and within a radius of 10 miles from their limits, all apprentices exercising or desiring to exercise the trades governed by the present agreement, must be registered at the office of the joint committee formed under the Collective Labour Agreement's Extension Act.

3. No employer shall have the right, within the region determined in the preceding paragraph, to hire an apprentice if he has not previously entered into an apprenticeship agreement with the young man, his parents or tutors, before the joint committee or an association under section 2 of the Collective Labour Agreements' Extension Act.

4. If the employer of the said apprentice cannot give him any more work, the said apprentice must report to the joint committee who will take the necessary means to have him hired by another employer, able to give him work.

5. Such action shall only be temporary and will last only until the employer of the apprentice bound by an apprenticeship agreement with the said apprentice can give him work.

6. If the apprentice cannot obtain work from another employer, he shall be given work by the employer bound by an apprenticeship agreement.

7. For the purpose of the duration of apprenticeship and the transfer of the apprentice from one firm to another, the employer shall note in a booklet specially prepared for such purpose, the dates of the hiring and leave of his apprentice. Furthermore, the employer shall give to his apprentice a duplicate of the dates of his hiring and leave.

8. The duration of apprenticeship is governed by the use of the trade the apprentice is engaged in.

V.—*Durée du travail:*

a) La durée sera déterminée par l'arrêté ministériel No 1496 du 12 juillet 1933 et ses amendements, pris en exécution de la Loi relative à la limitation des heures de travail (23 Geo. V, ch. 40).

b) Tout travail exécuté en dehors des heures réglementaires sera payé temps et demi jusqu'à minuit et temps double après minuit.

c) Il n'y aura pas de travail le dimanche et fêtes d'obligation, le jour de la Saint-Jean-Baptiste et le jour de la fête du Travail; en cas de nécessité, le travail exécuté ces jours-là sera rémunéré à raison du double du salaire régulier.

d) En cas de non application de cet arrêté ministériel ou de dérogation autorisée par l'autorité compétente, les heures de travail seront de 9 heures par jour, du 1er avril au 30 septembre, et de 8 heures par jour, du 1er octobre au 31 mars.

VI.—Quelle que soit la forme ou la nature du contrat individuel de travail intervenu, c'est-à-dire qu'il s'agisse de travaux exécutés à forfait (job) ou autrement, et que ce contrat soit intervenu entre un particulier ou un employeur et un salarié, ce dernier a droit à une rémunération eu égard au nombre d'heures de travail et au métier exercé, égale à celle à laquelle il aurait droit en vertu du taux de salaire et des dispositions de la présente convention collective de travail rendus obligatoires par un arrêté ministériel édicté en vertu de l'article 2.

VII.—*Préposés à l'entretien:*

Les ouvriers préposés à l'entretien des édifices publics, tel que défini à l'article 2, ch. 19, 176 S. R. P. Q., 1925, ou de l'immeuble d'un établissement industriel ou commercial, s'ils sont des employés permanents et payés au mois ou à la semaine, bénéficieront des conditions de travail suivantes:

Toutefois, ne sera pas considérée comme ouvrage d'entretien, la nouvelle construction, la reconstruction ou la réinstallation d'une partie d'un édifice ou d'un immeuble.

1. (a) Dans la cité de Québec, de Lévis: salaire des hommes de métiers, minimum de \$19.00 par semaine;

Salaire des ouvriers, non-qualifiés (journaliers), minimum de \$13.00 par semaine.

(b) En dehors de la cité de Québec et de Lévis, et des municipalités de Bienville et Lauzon:

Salaire des hommes de métier, minimum de \$16.00 par semaine.

Salaire des ouvriers, non qualifiés (journaliers), minimum de \$12.00 par semaine.

2. Heures de travail: 48 heures par semaine sans limitation journalière de la durée du travail.

Si l'employeur fournit, dans son établissement, gîte et couvert à tel ouvrier, il pourra déduire du salaire de ce dernier \$3.00 par pièce par mois dans le premier cas et \$0.20 par repas dans le second.

VIII.—Il est expressément stipulé que les contrats de construction accordés et signés avant l'adoption de l'arrêté ministériel approuvant cette requête ne sont pas assujettis aux dispositions de la présente entente.

IX.—La présente convention ne s'applique pas aux propriétaires d'une entreprise agricole et qui en tirent leur subsistance.

X.—La présente convention sera en vigueur à compter de la date de la publication dans la

V.—*Duration of labour:*

(a) The duration of labour shall be determined by the Order in Council No. 1496 of the 12th. of July 1933 and its amendments for the putting into force of the Act relating to the limiting of working hours (23 Geo. V, ch. 40).

(b) Any work done outside the regular hours will be paid time and a half until midnight and double time after midnight.

(c) There shall be no work on Sundays and holidays of obligation, the Feast of Saint Jean Baptiste and Labour Day. In case of necessity, work performed on these days shall be paid at the rate of double time.

(d) In case of non-application of the present Order in Council, or of derogation thereto authorized by competent authority, the hours of labour shall be 9 hours per day, from the 1st of April to the 30th. of September, and of 8 hours per day from the 1st of October to the 31st. of March.

VI.—No matter what may be the form or nature of the individual labour contract entered into, that is to say, job or other work, and that such contract be entered into between an individual or an employer and an employee, the latter is entitled to a remuneration with regard to the working hours and work done, equivalent to that to which he is entitled in virtue of the rate of wages and the provisions of the present collective agreement rendered obligatory by an Order in Council passed under Article 2.

VII.—*Maintenance men:*

Workmen occupied in the maintenance of public buildings as defined in article 2, ch. 19, 176, R. S. P. Q. 1925, or in an industrial or commercial establishment, if they be permanent employees and paid by the month or by the week, shall benefit by the following conditions of labour:

However no new construction or reconstruction or reinstallation of any unit in any building shall be regarded as maintenance work.

1. (a) In the cities of Quebec, of Lévis:

Wage of journeymen or skilled workers, Minimum of \$19.00 per week.

Wage of labourers (unqualified workers), Minimum of \$13.00 per week.

(b) Outside the cities of Quebec and of Lévis, and of the municipalities of Bienville and Lauzon:

Wage of journeymen or skilled workers, Minimum of \$16.00 per week.

Wage of labourers (unqualified workers), Minimum of \$12.00 per week.

2. Duration of labour: 48 hours per week without any daily limitation of the duration of work.

The employer may charge a maximum of \$3.00 per month, and per room rent where such employees live within the establishment, and \$0.20 per meal.

VIII.—It is expressly stipulated that any contract signed before the adoption of the Order in Council approving this request, is not governed by the provisions of the present agreement.

IX.—The present agreement does not apply to persons engaged in agricultural pursuits and deriving their living from such means.

X.—The present agreement shall come into force on and from the date of the publication in

Gazette officielle de Québec de l'arrêté ministériel approuvant la présente requête et sera en vigueur jusqu'au 1er mai 1937. Elle se renouvellera automatiquement d'année en année à moins que l'une des parties ait notifié l'autre partie de son intention de l'abroger ou de la modifier au moins 30 jours à l'avance.

Certifié,
A. MORISSET,
Greffier Conseil Exécutif.

2757-o

the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council approving the present request and shall remain in force until the 1st of May, 1937. It shall be renewed automatically unless one of the contracting parties hereto notifies the other party of his intention to repeal same, 30 days before its expiration.

Certified,
A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

2758-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 19

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Auger vs Lemay.....	1904
Dame Martin vs Roncari.....	1890

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:—

Bilodeau vs Guérin.....	1883
-------------------------	------

ANNONCEURS:—AVIS AUX:—

1843

ARRÊTÉS-EN-CONSEIL:—

Concernant la Loi de la protection des plantes.....	1904
Concernant la protection de la perdrix hongroise.....	1905
Concernant "L'Association de Protection aux Aveugles, Inc.".....	1879
Concernant le prix des permis de chasse pour le gibier à plumes.....	1907
Concernant le règlement sur le transport des abeilles et du matériel apicole.....	1905
Concernant les barbiers et coiffeurs du comté de Portneuf.....	1906
Concernant l'industrie de la construction dans le district de Québec.....	1908

ASSURANCES:—

Kamenetzer Protective Association.....	1877
Le Sun Trust, Limitée.....	1877
The Quebec Savings & Trust Co.....	1877

AVIS DIVERS:—

B. Gardner, Limited.....	1882
Bill sanctionné.....	1890
International Holding and Investment Co., Ltd.....	1882
L'Association de Protection aux Aveugles, Inc.....	1882
L'Association des Camionneurs de Québec.....	1891
L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues.....	1882
Réné-T. Leclerc, Incorporé.....	1883
Syndicat National Catholique du Textile de Saint-Hyacinthe.....	1882

BUREAUX-CHEFS:—

Capital Realty Co., Ltd.....	1883
James Walker Hardware Co.....	1884
Menard-Hamer Manufacturing Co., Ltd.....	1885
Montreal Development Co.....	1884
Peel Street Development Co.....	1884
West End Development Co.....	1884
Wesmount Development Co.....	1885

Index of the Quebec Official Gazette, No. 19

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Auger vs Lemay.....	1904
Dame Martin vs Roncari.....	1890

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:—

Bilodeau vs Guérin.....	1883
-------------------------	------

ADVERTISERS:—NOTICE TO:—

1843

ORDERS-IN-COUNCIL:—

Respecting the Plant Protection Act.....	1904
Respecting the protection of hungarian partridge.....	1905
Respecting "L'Association de Protection aux Aveugles, Inc.".....	1879
Respecting the price of permits to hunt feathered game.....	1907
Respecting the regulation for the transportation of bees and apicultural material.....	1905
Respecting the barbers and hair dressers of the county of Portneuf.....	1906
Respecting the building trade in the district of Quebec.....	1908

INSURANCES:—

Kamenetzer Protective Association.....	1877
The Sun Trust, Limited.....	1877
The Quebec Savings & Trust Co.....	1877

MISCELLANEOUS NOTICES:—

B. Gardner, Limited.....	1882
Bill sanctioned.....	1890
International Holding and Investment Co., Ltd.....	1882
L'Association de Protection aux Aveugles, Inc.....	1882
L'Association des Camionneurs de Québec.....	1891
L'Association des Latteurs en Bois et en Métal de Montréal et des Banlieues.....	1882
Réné-T. Leclerc, Incorporated.....	1883
Syndicat National Catholique du Textile de Saint-Hyacinthe.....	1882

CHIEF-OFFICES:—

Capital Realty Co., Ltd.....	1883
James Walker Hardware Co.....	1884
Menard-Hamer Manufacturing Co., Ltd.....	1885
Montreal Development Co.....	1884
Peel Street Development Co.....	1884
West End Development Co.....	1884
Wesmount Development Co.....	1885

CHARTERS:—ABANDON DE:—

Farnham Development Corporation.....	1890
Graham-Bousquet Mining Corporation..	1889
Indian Leather Novelties, Limited.....	1890
The James Walker Hardware Co., Ltd...	1889

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Commissaires d'écoles de la Côte Notre-Dame-de-Vertu.....	1879
Succession Hon. G.-E. Amyot.....	1879
Temiscamingue & Abitibi Railway Co...	1878

ERRATA:—

Relatif à l'industrie de la fourrure dans le district de Montréal.....	1892
Relatif aux travailleurs du port de Montréal.....	1892

LETTRES PATENTES:—

Capital Realty Co., Ltd.....	1844
Frank Wilband, Limited.....	1847
General Paint & Varnish, Ltd.....	1848
Les Immeubles Belvédère, Inc.—Belvédère Realty, Inc.....	1852
Les Moniales Bénédictines du Canada...	1854
Menard-Hamer Manufacturing Co., Ltd.	1855
M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée	1860
Migner, Limitée.....	1863
Modern Tobacco Company.....	1864
Premier Construction Co., Ltd.....	1865
Richer Moss, Inc.....	1868
Roy Chibougamou Mining Co., Ltd....	1869
Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd.....	1870
Standard Farm Produce Co., Ltd.....	1873
The Dorothy Perkins Co., Inc.....	1873
The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd.....	1874

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Fair Finance Company.....	1877
Georgia Development Co., Ltd.....	1875
Industrial Development and Service Co..	1876
Monarch Garage, Limited.....	1876
Sterling Transport, Ltd.....	1876

MINUTES DE NOTAIRES:—

Gagnon, Jean-Marie.....	1885
-------------------------	------

NOMINATIONS:—

Diverses.....	1891
---------------	------

PROCLAMATION:—

Abolition de la Cour de circuit à Gracefield.....	1891
---	------

SOUMISSIONS:—

Arvida, cité de.....	1885
----------------------	------

VENTES, LOI DE FAILLITE:—

Côté, William.....	1886
Fontaine, Paul-Emile.....	1888

VENTE PAR LICITATION:—

Société d'Administration et de Fiducie vs Soulière et al.....	1888
---	------

CHARTERS:—SURRENDER OF:—

Farnham Development Corporation.....	1890
Graham-Bousquet Mining Corporation..	1889
Indian Leather Novelties, Limited.....	1890
The James Walker Hardware Co., Ltd...	1889

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

School Commissioners of Côte Notre-Dame-de-Vertu.....	1879
Estate Hon. G. E. Amyot.....	1879
Temiscamingue & Abitibi Railway Co...	1878

ERRATA:—

Relating to the fur industry in the district of Montreal.....	1892
Relating to the Montreal Harbour Workers.....	1892

LETTERS PATENT:—

Capital Realty Co., Ltd.....	1844
Frank Wilband, Limited.....	1847
General Paint & Varnish, Ltd.....	1848
Les Immeubles Belvédère, Inc.—Belvédère Realty, Inc.....	1852
Les Moniales Bénédictines du Canada...	1854
Menard-Hamer Manufacturing Co., Ltd.	1855
M. Hébert, Limited—M. Hébert, Limitée	1860
Migner, Limitée.....	1863
Modern Tobacco Company.....	1864
Premier Construction Co., Ltd.....	1865
Richer Moss, Inc.....	1868
Roy Chibougamou Mining Co., Ltd....	1869
Sheer Silk Hosiery Mills, Ltd.....	1870
Standard Farm Produce Co., Ltd.....	1873
The Dorothy Perkins Co., Inc.....	1873
The Monarch Adjustment & Investigation Bureau, Ltd.....	1874

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Fair Finance Company.....	1877
Georgia Development Co., Ltd.....	1875
Industrial Development and Service Co..	1876
Monarch Garage, Limited.....	1876
Sterling Transport, Ltd.....	1876

NOTARIAL MINUTES:—

Gagnon, Jean-Marie.....	1885
-------------------------	------

APPOINTMENTS:—

Miscellaneous.....	1891
--------------------	------

PROCLAMATION:—

Abolition of the Circuit Court at Gracefield.....	1891
---	------

TENDERS:—

Arvida, city of:—.....	1885
------------------------	------

SALES, BANKRUPTCY ACT:—

Côté, William.....	1886
Fontaine, Paul Emile.....	1888

SALE BY LICITATION:—

Société d'Administration et de Fiducie vs Soulière et al.....	1888
---	------

VENTE POUR TAXES:—

Tremblay, corporation du canton..... 1880

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

BEAUCE:—

Sa Majesté le Roi vs Turgeon..... 1893

BEAUHARNOIS:—

Lalonde vs Goyette..... 1894

Molson's Brewery Ltd vs Cardinal..... 1895

Sauvé vs Léger *et al.*..... 1894

BEDFORD:—

Chaput vs Leclerc..... 1895

KAMOURASKA:—

La Cie Ltée Dominion Corset vs Héritiers
A. Boucher..... 1896

MONTREAL:—

Baillargeon vs Trudeau..... 1899

Cité de Montréal vs Beacon Co., Ltd. . . 1896

Cité de Montréal vs Bourque..... 1897

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Meunier *et al.*..... 1897

Crowther vs Héritiers P. McCormick . . . 1899

Lahaie vs Dufresne *et al.*..... 1899Montreal Trust Co. *et al.* vs Leslie *et vir.* . 1898

Peltier vs Deschamps..... 1898

The Royal Trust Co. *et al.* vs Kneeland . . 1900

QUÉBEC:

Jobin vs Dion..... 1900

Wark vs Carrier..... 1901

ROBERVAL:—

Verreault vs Tremblay *et al.*..... 1901

SAINT-FRANÇOIS:—

Sherbrooke Real Estate Co. vs Boisclair.. 1902

TROIS-RIVIÈRES:—

Bournival vs Boisvert..... 1903

Lesieur vs Martin..... 1904

SALE FOR TAXES:—

Tremblay, corporation of the township. 1880

SHERIFFS' SALES:—

BEAUCE:—

His Majesty the King vs Turgeon..... 1893

BEAUHARNOIS:—

Lalonde vs Goyette..... 1894

Molson's Brewery Ltd vs Cardinal..... 1895

Sauvé vs Léger *et al.*..... 1894

BEDFORD:—

Chaput vs Leclerc..... 1895

KAMOURASKA:—

The Dominion Corset Co., Ltd vs
Heirs A. Boucher..... 1896

MONTREAL:—

Baillargeon vs Trudeau..... 1899

City of Montreal vs Beacon Co., Ltd..... 1896

City of Montreal vs Bourque..... 1897

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Meunier *et al.*..... 1897

Crowther vs Heirs P. McCormick . . . 1899

Lahaie vs Dufresne *et al.*..... 1899Montreal Trust Co. *et al.* vs Leslie *et vir.* . 1898

Peltier vs Deschamps..... 1898

The Royal Trust Co. *et al.* vs Kneeland . . 1900

QUEBEC:—

Jobin vs Dion..... 1900

Wark vs Carrier..... 1901

ROBERVAL:—

Verreault vs Tremblay *et al.*..... 1901

SAINT FRANCIS:—

Sherbrooke Real Estate Co. vs Boisclair.. 1902

TROIS RIVIERES:—

Bournival vs Boisvert..... 1903

Lesieur vs Martin..... 1904